



LE FUTUR DE L'HUILE MOTEUR EST LÀ



Shell Helix Ultra avec la technologie PurePlus se base sur la puissance du gaz naturel, réunissant plus de

3500 BREVETS

ET

40 ANNEES DE RECHERCHE

POUR CRÉER

LA RÉVOLUTION DE L'HUILE MOTEUR

La combinaison de la technologie Shell PurePlus avec la technologie de nettoyage actif permet un niveau élevé¹ de propreté et de protection pour le moteur.



ILSAC GF-5
Industry Standard



Shell Helix Ultra SN
avec la Technologie Shell
PurePlus



Une protection anti-dépôt inégalée

Shell Helix Ultra avec sa technologie PurePlus aide à la protection des moteurs à haute performance contre les dépôts qui limitent leur puissance et leur performance. Aucune autre huile ne nettoie aussi bien votre moteur².



Une meilleure économie de carburant

La formulation à faible viscosité et à faible friction offre Jusqu'à 3%³ d'économie de carburant supplémentaire.



Une faible consommation en huile

Une formule synthétique avec une tendance d'évaporation réduite permettant la réduction de la consommation d'huile⁴.



Une performance exceptionnelle face aux températures extrêmes

La technologie Shell PurePlus contribue à une meilleure viscosité⁵ dans les basses températures⁶ et donc un démarrage plus facile.

CONÇU À PARTIR DU GAZ NATUREL

Pour mieux comprendre l'avantage que procure l'utilisation de Shell PurePlus Technology, il suffit de considérer l'huile brute comme une rivière d'eau et le gaz naturel comme de la vapeur d'eau :

Raffinement
traditionnel de
l'huile brute



Pour changer
l'eau boueuse
de rivière en
eau claire, il
faut la filtrer.



Mais le
liquide obtenu
gardera des
impuretés.



Shell
PUREPLUS
TECHNOLOGY



Pour changer
la vapeur d'eau en
eau à l'état liquide,
il faut la condenser.



Le résultat est
un liquide qui
ne contient
pratiquement pas
d'impuretés ✓

APPROBATIONS CONSTRUCTEURS

Procure un nettoyage et une protection conçus pour répondre aux exigences des lubrifiants OEM.

Aucune autre huile moteur ne nettoie mieux votre moteur.



¹ Comparée avec la version antérieure de Shell Helix Ultra. ² Sur la base des résultats de la série VG des tests de boues en utilisant 0W-40. ³ Basé sur les résultats de l'économie de carburant ACEA M 111 comparé avec l'huile industrielle de référence. ⁴ Basé sur les tests de Volatilité de Noack et les exigences des fabricants des équipements. ⁵ Comparé aux huiles à haute viscosité. ⁶ Sur la base de la performance par rapport à la séquence IIG huiles de base du Groupe II et du Groupe III.

Réalisez plus avec nos Packs à partir de 0DT

Optez pour le pack Microsoft Lumia postpayé qui convient à votre entreprise à partir de 0DT avec le forfait de votre choix: **Mobi, Select, Serenity et Intense**

Pack Microsoft
LUMIA 640XL
à partir 0DT



Pack Microsoft
LUMIA 830
à partir 99DT



Pack Microsoft
LUMIA 532
à partir 0DT

Pack Microsoft
LUMIA 730
à partir 149DT



Les packs Microsoft Lumia sont disponibles à différents niveaux de prix selon le forfait choisi (forfait Select, Serenity, Mobi et Intense, à partir de 40 DT HT) avec un engagement minimum de 12 mois.

Plus que des Solutions

Course contre la montre



Où est la Tunisie dans le nouveau monde en ré-architecture ? Comment est la Tunisie de l'intérieur ? Vue de New Delhi où les représentants de 55 pays, l'Inde et l'Afrique totalisant le tiers de la population mondiale viennent de sceller une alliance stratégique d'avenir, la Tunisie se dessine en quelques traits significatifs. Une feuille de jasmin, senteur d'une révolution soft, Carthage, en rappel de trois millénaires de croisement de civilisations, des barbus, qui se répartissent confusément entre contrebandiers et terroristes, et la Femme. Une femme incarnation de la parité et symbole d'une société civile agissante qui l'emporte sur les partis. Au total, un pays qui fait face à l'extrémisme et au terrorisme, installe sa démocratie et aspire à la croissance.

Ces traits de caractère autorisent légitimement la Tunisie, encore plus auréolée par le prix Nobel de la paix, à occuper une place de choix dans les nouvelles alliances qui se nouent dans la région. Les axes se précisent cependant, aux dépens du pays. Nos positions jadis avancées prennent du recul. Le Maghreb (UMA) est renvoyé aux calendes grecques. La Ligue des États arabes et ses promesses relèvent des chimères. L'Union africaine (UA) trime encore. Quant à l'Union européenne (UE), elle entend négocier, à des conditions pas toutes favorables, un nouvel Accord de libre-échange de coopération approfondie (Aleca).

Autour de nous, des acteurs clés globaux s'imposent. La Chine s'engage dans cette grande route devant relier l'Asie à l'Europe en axe central de commerce et de développement. Les États-Unis mettent en place un Trans-Pacifique Partenariat. Le Sommet Inde-Afrique jette les bases d'un marché totalisant 1 milliard 256 millions habitants en Inde et 800 millions en Afrique et d'un droit au chapitre au Conseil de sécurité. Imaginez la suite.

En zoomant sur la Tunisie et en la regardant de l'intérieur, on voit le pays engagé dans une course contre la montre, opposant deux protagonistes. D'un côté, des républicains, démocrates, modernistes qui, au prix de longues luttes, ont fait chuter la dictature, fait adopter une nouvelle constitution et élire de nouvelles autorités. Leur combat aujourd'hui est d'installer les nouvelles institutions constitutionnelles,

de les mettre en fonction, d'ancrer la démocratie, de stabiliser le pays et de faire décoller l'économie. Chaque minute compte.

En face, les forces conjuguées du crime organisé, de la contrebande, du trafic de drogue et d'armes, de la malversation, de l'extrémisme et du terrorisme. Leur puissance se mesure à l'ampleur de leurs désastres : énorme, destructive, anéantissante. Pour avoir une idée approximative de leur puissance financière, il suffit d'additionner les bénéfices de leurs trafics. Au prix que coûtent le gramme de cannabis (on parle de plusieurs tonnes en transaction), un fusil, un camion ou un container infiltrés à partir des ports et frontières, on réalise les sommes faramineuses récoltées. Où va cet argent ? Son blanchiment prend différentes formes. A commencer par le foncier. Mais une partie, infime par rapport aux montants accumulés, mais suffisamment toxique, va au financement de l'anarchie, l'instabilité, la manipulation de l'opinion publique, la corruption de fonctionnaires, l'infiltration de partis et ONG, l'asservissement d'une presse de caniveau et autres virus inoculés dans le corps social et politique tunisien. Ces puissances du mal y jouent leur business, leur survie, leur immunité.

Ce qui se passe dans certains partis n'est que la manifestation en surface de cette dangereuse déstabilisation qu'entreprennent ces forces du mal avec obstination, agissant à travers des relais sous procuration. Leur objectif est d'attiser l'instabilité, de susciter le chaos, favorables à leurs sombres desseins et à leur pérennité. Leur stratégie est de placer leurs hommes partout dans l'appareil de l'État et les instances des partis, syndicats et ONG pour exercer leur influence, protéger leurs intérêts. Plus encore, préparant l'avenir, ces forces se positionnent d'ores et déjà dans les prochaines élections de 2019. Pour elles, la course a bel et bien commencé.

Qui finira par l'emporter ? La Constitution, la démocratie, l'essor économique ? Ou le chaos ? Les délais sont serrés, les enjeux cruciaux et les dangers inimaginables. Entretemps, le nouveau monde s'organise, se structure. La Tunisie est aux abonnés absents. Les retardataires ne peuvent espérer au mieux qu'un strapontin de simple observateur en fond de salle. Faut-il s'y résigner? ■

T.H.



interieurs

Mobilier de Bureaux

Route de la soukra, KM 13,
2036 Sidi Fraj, Tunis - Tunisie

Tél : 71 863 611

Fax : 71 863 592

meubles@interieurs.com.tn

www.interieurs.com.tn



Sommaire

Actualités

- 16 Caïd Essebsi au Caire : Le courant passe bien
- 20 Habib Essid : Neuf mois à la Kasbah sous les feux croisés

Opinion

- 22 La réforme des collectivités locales : Grandes communes et régions
Par Mansour Moalla

En couverture

- 25 Un besoin de Tunisie
Par Guy Sitbon
- 27 Album Photo : Du Dialogue national au Prix Nobel
- 34 Le prix Nobel décerné à Chokri Belaïd : Pour un sursaut national
Par Khadija T. Moalla
- 36 Un Nobel en chocolat
Par Walid Bel Hadj Amor
- 40 Les entreprises de presse en danger : Au nom de qui parlent les médias ?
- 72 BCE en visite officielle : La Suisse qu'on ne connaît jamais assez

Nation

- 87 L'apoptose
Par Slaheddine Sellami

International

- 90 Inde-Afrique : un grand axe global est né :
La vision d'avenir du Premier ministre Modi face aux autres regroupements
Par Taoufik Habaieb

Economie

- 94 L'agriculture tunisienne et l'Aleca : Des risques à réduire
et des opportunités à accroître
Par Leith Ben Becher

Société

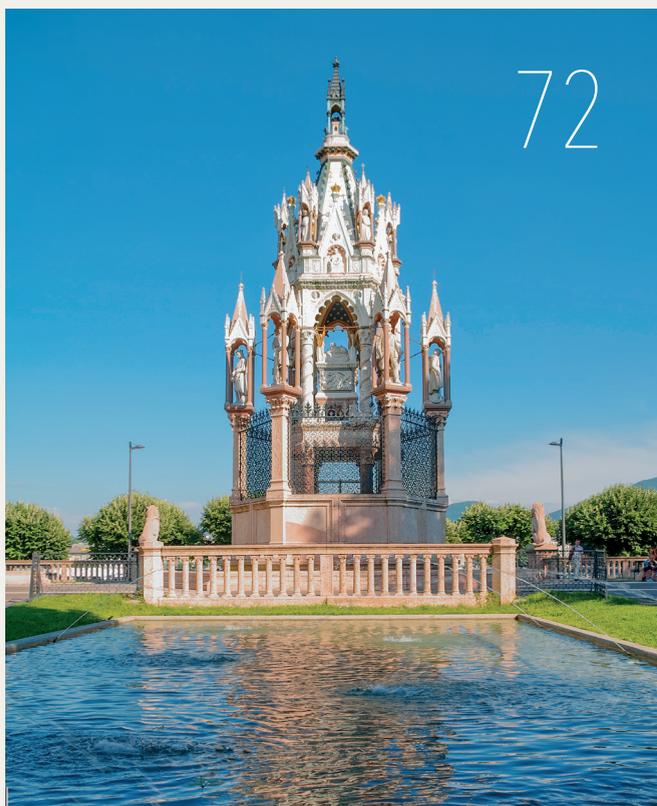
- 98 Quels espoirs nourrir dans la conférence sur le climat ?
Mohamed Larbi Bouguerra
- 102 John Kennedy, l'Algérien
Par Salem Mansouri
- 108 Immersion
Par Raïk Darragi
- 110 Ahmed Noureddine : Vie d'un patriote ou le testament moral
et politique d'un éminent serviteur de l'Etat
Par Habib Mellakh

Billet

- 112 Nobel à la rescousse de la révolution
Par Hédi Béhi



©présidence de la République Française/J.Bonet



Leaders

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Taoufik Habaieb

CONSEILLER
Hédi Behi

COLLABORATEURS

- Walid Bel Hadj Amor • Monia Ben Jémi • Raouf Ben Rejeb
- Mohamed Larbi Bouguerra • Faouzia Charfi • Mounira Chapoutot Remadi
- Rafik Darragi • Samy Ghorbal • Mourad Guellaty • Azzedine Guellouz
- Mohamed Ali Halouani • Mohamed El Aziz Ben Achour • Houcine Jaidi
- Mohamed Jaoua • Dr Essedik Jeddi • Elyès Jouini • Emna Kallel
- Nouredine Ketari • Chedli Klibi • Salsabil Klibi • Habib Mallakh
- Samir Marrakchi • Mansour Moalla • Mohamed Maghrebi
- Ahmed Ounaies • Mehdi Taj • Habib Touhami • Riadh Zghal
- Dr Saadeddine ZMerli • Dr Sofiene Zribi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni
(Directeur Artistique)

Raid Bouaziz
(Designer)

Marwa Ayadi
(Webmaster)

Marwa Makni
(Vidéo)

PHOTOS

Mohamed Hammi - Ons Abid - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Jihen Ouaz
(Directrice Marketing)

Bourane Ennaifer Hajem
(Directrice Communication)

APPUJ

- Habib Abbassi • Hajer Ayoubi • Lamia Alayet • Samira Chtila Krifa • Najah Kharraz
• Fayçal Mejjadi • Leïla Mnif • Hamdi Mzoughi • Chaouki Riahi

IMPRESSION
Simpact

PR Factory

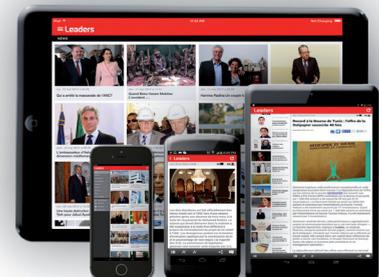
Ennour Building, Cité des Sciences,
BP 200, 1082 Tunis Mahrajène,
Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333

abonnement@leaders.com.tn • marketing@leaders.com.tn • redaction@leaders.com.tn

www.leaders.com.tn

Leaders

sur iPhone, iPad, Android et Windows 8



Téléchargez gratuitement l'application



Où sont les Arabes pour sortir la Syrie de sa crise ?



«Ce qui m'afflige le plus, c'est l'absence de toute empreinte arabe dans la recherche d'une sortie de crise pour la Syrie», se désole le président Béji Caïd Essebsi devant les journalistes au Caire. «De nouveaux acteurs font une entrée remarquée dans le paysage. La Russie est là, les Américains l'acceptent.

L'Iran est là, les Américains l'acceptent aussi. Mais où sont les Arabes?».

Pour ce qui est de Bachar El Assad, Caïd Essebsi a une position très claire. « Qu'il reste au pouvoir ou qu'il parte tout de suite, la question n'est pas là, souligne-t-il. Le plus

important et le plus urgent, c'est de sauver la Syrie. Comment la stabiliser et y rétablir la sécurité mais aussi engager sa reconstruction ? Le problème n'est pas à traiter d'un point de vue idéologique, mais pratique, au moindre mal. Lorsque le peuple syrien sera en mesure d'exercer son choix, nous respecterons sa décision.» ■

Diplomatie : relance, toute !

Accélération remarquée de la diplomatie tunisienne tous azimuts avec une implication intensive du président de la République, du chef du gouvernement, du ministre des Affaires étrangères et ses deux secrétaires d'Etat. Après Le Caire et Amman en octobre, le président Caïd Essebsi est attendu successivement à Stockholm, Berne (en novembre) et en Arabie Saoudite (en décembre). D'autres capitales pourraient être programmées. Pour sa part, Habib Essid ira — après Alger et Madrid (fin octobre) — à Paris, Berlin et Doha. Quant à Taieb Baccouche, qui a représenté la Tunisie au sommet Inde-Afrique, fin octobre à New Delhi, il enchaînera une série de visites officielles.

Secrétaire d'Etat aux Affaires arabes et africaines, Touhami Abdouli se rendra successivement à Abidjan, pour la commémoration du 50e anniversaire du périple africain de Bourguiba, puis à Téhéran pour renforcer la coopération bilatérale. De son côté, M'hammed Ezzine Chlaifa, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères (reste du monde), n'arrêtera pas les missions à l'étranger d'ici la fin de l'année. ■



RACING IN STYLE. 1000 MIGLIA >

WORLD SPONSOR AND OFFICIAL TIMEKEEPER SINCE 1988.

CHOPARD
CHRONOMETER
CALIBER 01.08-C
AUTOMATIC
SWISS MADE

MILLE MIGLIA GTS POWER CONTROL (168566-3001). CHOPARD MOVEMENT, CALIBRE 01.08-C

Ben Fannet

BOULEVARD PRINCIPAL LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS
TÉL.: +216 71 860 475
RUE LAC VICTORIA LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS
TÉL.: +216 71 963 555
C.COMERCIAL TUNIS CITY « GÉANT » - TUNIS
TÉL.: +216 70 836 224

MILLE MIGLIA
Chopard

TIVOLI ILOVIT


SSANGYONG

photo non contractuelle



MUSE

 SSANGYONG Tunisie

www.ssangyong-tunisie.com

SOTUDIS
Chemin de réussite

 **Tunis**
Route de sousse GP1 Km7 2033 Megrine
Tél: 71 42 53 55
Fax: 71 42 52 53

 **Sousse**
Route de ceinture 4022 Akouda Sousse
Tél: 73 34 33 33
Fax: 73 34 32 33

 **Sfax**
Route de Gabes, bvd de l'Environnement km 2,5 Sfax
Tél: 74 28 10 00
Fax: 74 28 10 20

Garantie 3 ans ou 100.000 km



Moncef Bey en exil : Pau s'en souvient

La ville de Pau garde un souvenir inoubliable de l'avant-dernier Bey de Tunis, Moncef Bey, qui y avait résidé de 1945 à 1948, après sa destitution du trône et jusqu'à sa mort. C'est ainsi qu'une plaque commémorative rappelant son exil a été dévoilée récemment par le maire de Pau, François Bayrou, en présence de l'ambassadeur de Tunisie à Paris, Mohamed Ali Chihi, et de nombreux Français et Tunisiens. Parmi eux figure notamment Noomène Keskes, ingénieur pétrolier, résident de longue date à Pau et qui a largement œuvré en faveur de cette commémoration.

La plaque a été apposée à l'entrée de la Villa Cadaval, sise au 10, boulevard des Pyrénées, actuel siège de la CAF. C'est dans cette maison que le roi monté sur le trône en ces temps troublés de juin 1942, destitué en 1943 par les autorités françaises, a trouvé la mort des suites d'une maladie. Arrivé en 1945 dans la Villa Cadaval avec sa suite, Moncef Bey, décédé le 1er septembre 1948, a gardé durant ces trois années des liens avec la société civile et les mouvements politiques tunisiens. Il était alors proche des mouvements indépendantistes, dont il a notamment reçu de nombreux représentants durant son exil paalois. Dans son discours, François Bayrou, le maire à l'origine de l'installation de cette plaque, a tenu à souligner l'indépendance d'esprit de cet homme, et son refus de signer le statut des Juifs sous le régime de Vichy. ■



Affaires étrangères : cinq postes à pourvoir au siège

Le mouvement diplomatique à la tête des postes à l'étranger laisse au siège du ministère des Affaires étrangères nombre de postes élevés à pourvoir. C'est ainsi que les directions générales Europe, Amérique-Asie et de l'Inspection générale attendent leurs nouveaux titulaires. ■

La contribution militante des Maghrébins pour la libération de la Palestine

Quel rôle significatif ont joué des militants maghrébins pour soutenir la cause palestinienne depuis les années 1940 ? C'est le thème d'un séminaire qu'organise le Centre de Tunis de la Ligue des Etats arabes du 27 au 29 novembre. Dirigé par Abdellatif Abid, le Centre espère la présence à cet événement du président palestinien Mahmoud Abbas qui a donné son accord de principe. ■



TPR : la nouvelle usine en Algérie fin prête

Pari tenu pour Tunisie Profilés Aluminium (TPR). La nouvelle unité industrielle implantée à Aïn Defla en Algérie commence à tourner. Filiale du groupe Bayahi, sous la dénomination de Profal Maghreb, elle est spécialisée dans la fabrication de profilés en alliages d'aluminium. Inauguration imminente. ■



Le Lac s'anime : télési, restaurant flottant et base nautique

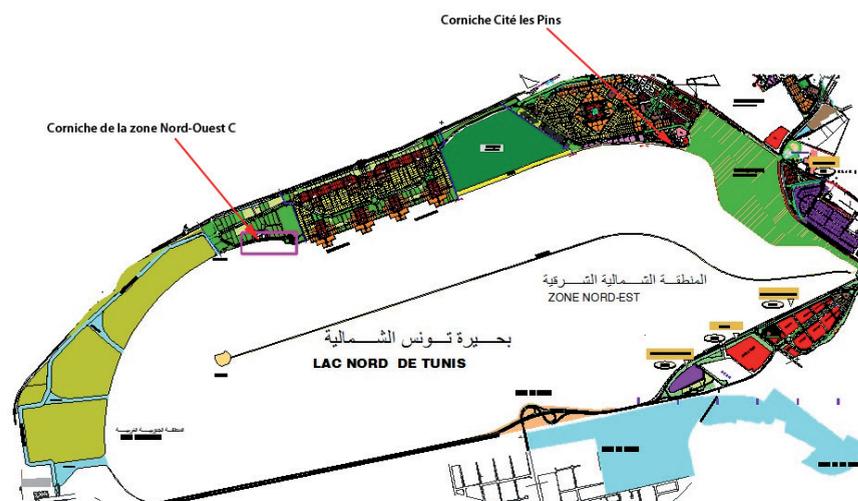
Comment compléter les équipements touristiques et récréatifs des Berges du Lac de Tunis ? Un master plan élaboré par la Société de promotion du Lac de Tunis (Splt) a retenu une vingtaine de projets d'animation, de loisir, de sport et de culture, envisageables sur le plan d'eau du lac. Leur réalisation, programmée à court, moyen et long termes, obéit aux caractéristiques spécifiques du milieu lagunaire et du rythme de développement des Berges du Lac. Cinq types de projets, prévus pour le court terme, seront développés

en face des berges nord du Lac déjà urbanisées, indique à *Leaders* Naceur Ben Maïz, directeur de l'Exploitation du Lac. Il s'agit de restaurants fixes sur pilotis, d'un restaurant flottant mobile, d'une base nautique de plaisance, d'une station nautique à télési et d'une navette touristique.

Deux avis d'appels d'offres ont été lancés récemment. Ils portent sur la réalisation et l'exploitation par les investisseurs potentiels de projets de restaurant flottant mobile et de base nautique de plaisance non motorisée,

et ce, dans le cadre de contrats de sous-concession des activités en question conformément aux prescriptions des cahiers des charges établis à cet effet.

Quant au projet de télési, il est déjà confié à un promoteur qui entend le réaliser en 2016. L'appel d'offres pour les restaurants lacustres fixes sera lancé avant la fin de 2015, et le projet de navette touristique est différé après l'implantation de pôles d'attractions. ■



DANS UN MONDE QUI CHANGE,
**IL N'Y A PLUS DE TEMPS À PERDRE
POUR CONCRÉTISER VOS PROJETS.**



RS
CMBL

UBCI LEASING

Plus besoin d'attendre pour financer vos projets.

- Des délais de réponse rapides.
- Des solutions de financement sur mesure.



UBCI GROUPE BNP PARIBAS

الاتحاد البنكي للتجارة والصناعة

La banque
d'un monde
qui change



Diplomatie

Nouveaux ambassadeurs tunisiens

- Hatem Sayem, aux Emirats arabes unis
- Romdhane Fayedh, en Finlande
- Kais Darraji, au Japon
- Mohamed Bougamra, en Serbie
- Wassef Chiha, en Espagne

Nouveau consul général



- Monsieur Taoufik Guesmi, consul général à Al Bayda (Libye)

Ministère des Affaires étrangères

- Dhia Khaled
Chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères

Ministère de la Défense nationale



- Le contre-amiral Abderraouf Atallah
Chef d'état-major de la Marine nationale

Né le 1er décembre 1959 à Kairouan. Diplômé de l'Académie navale de Menzel Bourguiba (1982), de l'Ecole d'Etat-major (1996) et de l'Ecole supérieure de guerre (2002), il a suivi plusieurs stages et cours à l'étranger, notamment en France, Suisse, Chine et aux Etats-Unis. Le contre-amiral Attallah avait assuré nombre de commandements

dont: commandant du patrouilleur lance-missiles La Galite, commandant de la base navale de La Goulette, commandant de division d'intervention et d'appui et commandant du centre d'instruction navale. Il était jusque-là sous-chef d'état-major de la Marine.

Ministère de l'Environnement et du Développement durable

- Salah Hsini
Directeur général de l'Agence nationale de protection de l'environnement (ANPE)

Ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines

- Mohamed Chokri Rejeb
Chef de cabinet du ministre de l'Industrie, de l'Energie et des Mines
- Taher Bellassoued
Directeur général de la Compagnie tuniso-koweïto-chinoise de pétrole (CTKC)
- Samir Bachouel
Directeur général de l'Agence de promotion de l'industrie et de l'innovation (APII)
- Amor Bouzouada
Directeur général du Centre technique de l'industrie du bois et de l'ameublement (CETIBA)
- Abdessatar Toumi
Directeur général du Centre national du cuir et de la chaussure

Ministère de la Culture et de la Sauvegarde du patrimoine



- Raja Ben Slama
Directrice générale de la Bibliothèque nationale de Tunis

Tunisair Express



- Bechir Ben Sassi
Directeur général

Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAid)

- Glenn Rogers
Directeur du bureau de l'USAid en Tunisie

NOUS, TUNISIENS RÉSIDENTS EN FRANCE, AVONS CHOISI LA BANQUE QUI NOUS RESSEMBLE LE PLUS...



www.tfbank.fr

TFBank – Société Anonyme au capital social de 49.594.008 €.
Siège social : 19, rue des Pyramides – 75001 Paris – France.

TF Bank
TUNISIAN FOREIGN BANK
بنك تونس الخارجي



عمل علينا



TRIK ESSLAMA

À partir d' **1 Dinar** par jour *

TRIK ESSLAMA, c'est la nouvelle assurance automobile de la STAR qui assure votre véhicule en cas de sinistre.

Avec ce nouveau produit, la STAR met à votre disposition un réseau de réparateurs agréés sur tout le territoire garantissant une réparation selon les normes constructeurs et sans avance.

De plus, vous pourriez bénéficier d'un véhicule de remplacement pendant toute la période de réparation. Pour plus d'informations, contactez l'agence STAR la plus proche ou visitez notre site web : www.star.com.tn

* Suivant les conditions citées dans le contrat

Avec l'assurance auto **TRIK ESSLAMA**,
conduisez tranquillement et la STAR est le garant

Distinctions

Anissa Barrak

La Tunisienne amie du Vietnam honorée

Anissa Barrak a reçu l'Ordre de l'Amitié du Vietnam, à l'ambassade du Vietnam à Paris. Ancienne directrice régionale Asie-Pacifique de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Anissa Barrak a séjourné au Vietnam, entre septembre 2011 et mai 2015, en tant que directrice régionale Asie-Pacifique de l'OIF en poste à Hanoi.

Elle a passé en revue ses années de collaboration avec les universitaires et parlementaires vietnamiens qui l'ont aidée dans sa mission, réalisant ainsi de bons résultats dans la coopération entre le Vietnam et l'OIF.



Khadija Madani

Lauréate du prix international «Women for Change»

L'avocate et activiste tunisienne dans le domaine des droits de la femme, Khadija Madani, a reçu le prix international «Women for Change», pour son projet «Sentinelles de l'égalité des chances».



Décès

- **Ahmed Khalil**

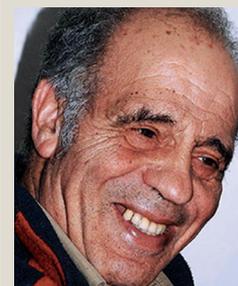
premier conseiller auprès du Président de la République

- **Salah Bouderbala**

Président de l'Association des anciens combattants

- **Mahmoud Shili**

L'un des grands maîtres de la peinture tunisienne



- **Sophie El Goulli**

Ecrivaine de langue française, critique d'art et cinéphile avertie



- **M'hamed Mohsen Allani**

Président fondateur du groupe Allani

- **Rachid Ben Omrane**

Directeur de la société Promoscience

- **Geneviève Istria**

Journaliste

- **Chahir Zlaoui**

Ancien directeur général de Modern Lease, de NAIB Bank et de la BFT.







Caid Essebsi au Caire

Le courant passe bien



Les entretiens avec le président Sissi ont été féconds et nous avons abouti au point de convergence. C'était très important et très utile. La visite a été plus que réussie !», nous confiait-il sur le chemin du retour. En 36 heures au Caire, le président Caïd Essebsi a usé de tout son art pour charmer l'Égypte et les Égyptiens. L'utile, dans cette visite éclair, c'est l'aspect opérationnel relatif à la mise en œuvre des 16 accords de coopération signés à Tunis par les chefs de gouvernement des deux pays début septembre dernier. L'important, c'est sans doute les entretiens «stratégiques» engagés entre les deux chefs d'Etat au Caire. Un nouvel esprit s'installe et une nouvelle page s'ouvre, avec une réelle détermination, de part et d'autre, pour établir une concertation continue sur les grandes questions d'intérêt commun.

Caïd Essebsi est le premier chef d'Etat tunisien invité en visite officielle en Égypte, depuis Bourguiba, il y a plus de 50 ans, comme il le rappellera, glissant qu'il y avait pris part. Mais, il avait, par deux fois, rencontré Sissi cette année. La première, au sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, fin janvier, et la seconde, lors du sommet de Charm El-Cheikh, en mars. Le contexte multilatéral ne pouvait pas favoriser de longs entretiens. Ils en profiteront pour une prise de contact. Cette fois, ils auront eu l'occasion de mieux se connaître et s'apprécier. Entre les deux présidents, le courant est bien passé. Le Président Sissi sera bientôt à Tunis. ■





Habib Essid : Neuf mois à la

Imperturbable ! Que Lazhar Akremi jette le tablier et renonce à son maroquin de ministre chargé des Relations avec l'Assemblée des représentants du peuple remette, avec une longue lettre de démission (7 pages), les clés de la voiture officielle et prenne un taxi, le chef du gouvernement Habib Essid ne laisse apparaître aucun sentiment ! Le lendemain matin, il part avec son ministre de l'Équipement, Mohamed Salah Arfaoui, inspecter les chantiers de nouveaux échangeurs à Ezzahrouni et autres banlieues de la capitale (El Menzah 9, Ennasr, Voie X2, Pharmacie centrale, Cité El Khadhra, etc.). Pas moins de 80 projets d'infrastructure d'un montant total de 2,5 milliards de dinars.

Que la télévision nationale ne mentionne que très brièvement et en fin de journal de grandes décisions prises en Conseil des ministres (dépollution du lac de Bizerte, protection de l'environnement, assainissement dans des quartiers populaires, sport d'élite, etc.), il ne s'en offusque guère. Que Mondher Belhaj Ali, député de Nidaa, appelle à son départ de la Kasbah et avance quatre noms pour lui succéder, il n'y prête guère attention. Du moins, visiblement. Habib Essid sait que s'il a interrompu sa douce retraite pour reprendre du service, c'est pour travailler. Arrivé tôt le matin vers 6h avec son panier repas, il quittera rarement son bureau avant 20h. La politique politicienne, ce n'est pas lui. D'habitude, l'ambition de tout chef de gouvernement est d'accéder à la présidence de la République. Pas lui. C'est ce qui, d'ailleurs, semble le mettre encore plus à l'aise et le laisse travailler en toute sérénité sans se soucier du reste.

Fin septembre à New York, il était heureux de pratiquer à fond l'international. Ses rencontres avec Barack Obama et Angela Merkel, en marge du sommet de l'ONU sur les objectifs du développement durable, auront été pour lui des moments intenses. Comme sa visite à Alger et sa participation, fin octobre, au Club de Madrid. D'autres déplacements à l'étranger figurent sur son agenda : Berlin, Paris, Pékin et d'autres capitales. Ce 6 novembre, Habib Essid aura bouclé neuf mois à la Kasbah ! Il y aura tout vu, sous les feux croisés. Surtout les attentats du Bardo et de Sousse, mais aussi les négociations sociales, le lancement du Plan, ou la nouvelle loi de finances. Mais, pour lui, beaucoup reste à faire. Si on le laisse travailler. ■



Kasbah sous les feux croisés



La réforme des collectivités locales

Grandes communes et régions



■ Par Mansour Moalla

Ce problème des collectivités locales a toujours été considéré comme « secondaire ». Nombre de constitutions n'y ont consacré qu'un seul article comme la première constitution tunisienne de 1959, révisée plusieurs fois mais qui s'est toujours limitée à un seul article avec à peine huit mots :

«تَمَارَسُ الْمَجَالِسِ الْبَلَدِيَّةِ وَالْجَهْوِيَّةِ الْمَصَالِحِ الْمَحَلِّيَّةِ حَسَبَ مَا يُضْبِطُهُ الْقَانُونُ.» →

La loi constitutionnelle du 1er juin 2002 est venue enrichir cet article unique de quelques mots supplémentaires sans importance. Il est de même dans d'autres constitutions dont celles de la Grèce, de la Suède, de la Norvège qui n'accordent que peu d'importance à une question aussi importante.

Le cas tunisien

Qu'en est-il en Tunisie depuis l'indépendance ? Comment ont été gérées les « affaires locales » ? On peut dire que les institutions installées, les communes, n'ont joué qu'un rôle secondaire dans l'évolution et le progrès du pays. Elles ont été des organismes de contrôle des affaires locales renforçant le caractère autoritaire du régime politique. Il s'agit d'abord d'un ensemble disparate : des communes de plusieurs centaines de milliers d'habitants comme les grandes villes de Tunis, Sousse et Sfax et d'autres, les plus nombreuses, n'en comptent que quelques centaines ou milliers. Mais elles sont toutes soumises à la même loi et souffrent des mêmes handicaps, le plus important de ceux-ci étant ce qu'on appelle la tutelle exercée par les autorités locales, régionales et nationales. Non moins important aussi l'insuffisance des ressources propres et des subventions étatiques. Le peu de signification de leur existence et de leur rôle s'est illustré par le remplacement de ces organismes par des municipalités dont les membres sont désignés par le pouvoir central : cette situation dure depuis la Révolution, c'est-à-dire plus de 4 ans, et va se poursuivre en 2015 et 2016 et tout un chacun peut constater dans nos rues et partout l'amoncellement des déchets ; les municipalités, devenues des « agences électorales », s'occupant plus des intérêts de leur clientèle politique que de ceux des citoyens dépouillés de leurs droits de vote et n'ayant aucun pouvoir sur de semblables organismes.

La politisation depuis la Révolution

Cette impuissance, consciente ou inconsciente, des autorités n'a cessé de s'aggraver depuis la Révolution. Pourtant, la démocratie

communale est la plus authentique et celle qui concerne de plus près les habitants du pays. La volonté de se servir politiquement de ces institutions l'a emporté sur le souci de rationaliser le système communal, de le libérer des tutelles, de la doter de pouvoirs appropriés pour l'accomplissement des tâches qui lui seront conférées, d'en faire des organismes issus de la volonté populaire avec une loi électorale appropriée et enfin de les rendre susceptibles de participer à la dignité de nos villes et régions et au progrès du pays.

Rénover le système

Que faut-il faire pour y parvenir ?

Il faut d'abord en faire un ensemble homogène et constituer des unités communales élues démocratiquement capables de remplir un rôle substantiel dans la gestion des affaires sociales. C'est l'esprit de la dizaine d'articles de 131 à 143 consacrée par la nouvelle constitution aux collectivités locales et régionales.

Quel ensemble homogène ? Celui qui existe est trop hétérogène pour pouvoir jouer un rôle de quelque importance. Il y a actuellement plus de 300 municipalités et on compte, semble-t-il, en augmenter le nombre. Quels pouvoirs peut-on leur confier ? Les mêmes quelles que soient leurs dimensions ? Sont-elles capables de prélever des ressources ou de gérer celles qu'on leur offre ? L'émiettement du dispositif communal est à éviter, ses inconvénients sont manifestes et on n'a aucun intérêt à le maintenir.

Les grandes communes

Il faut donc avoir un nombre limité de grandes communes élues au suffrage universel utilisant le scrutin nominal pour établir des relations suivies avec leurs électeurs et dotées de pouvoirs autonomes suffisants pour gérer les affaires locales et mobiliser les ressources nécessaires à l'accomplissement de cette gestion. Libérer donc le système communal, le démocratiser et le renforcer tout en le soumettant au

contrôle a posteriori des institutions nationales concernées comme le Tribunal administratif, la Cour des comptes ou même le parlement pour les questions ayant un aspect politique.

Et au lieu de «charcuter» le pays en petits morceaux peu efficaces en multipliant le nombre des communes, on peut adopter l'une des divisions territoriales actuelles couvrant l'ensemble du pays. Les plus indiquées sont les territoires des gouvernorats actuels qui ont été définis depuis l'origine et qui se sont stabilisés en devenant le cadre le plus indiqué pour la rénovation du système communal. Les gouverneurs, représentants de l'autorité centrale, ont fini par monopoliser tout le pouvoir à l'échelle locale et régionale. Leur existence avec les mêmes attributions ne permettra pas la rénovation du système communal et de la démocratie locale. Ils doivent devenir les responsables à l'échelle locale et régionale des services de l'Etat non concernés par la gestion des affaires locales dont notamment la sécurité, la défense, la justice, l'éducation, la fiscalité...

Les subdivisions actuelles des gouvernorats et leurs dirigeants, les *omdas*, les représenteront à l'intérieur du pays pour gérer la même catégorie d'affaires. Ni le gouverneur ni les *omdas* n'auront à exercer une quelconque tutelle sur les nouvelles grandes communes. Le territoire des gouvernorats deviendra le territoire de la grande commune. On aura ainsi 26 grandes communes, Tunis et Sfax, ayant la population la plus nombreuse, devant être divisées en deux grandes communes. Ce sont des dimensions adéquates pour construire des institutions pouvant disposer de pouvoirs autonomes de quelque importance et se procurer sur place une partie substantielle des ressources qui leur sont nécessaires.

La décentralisation

C'est là une grande avancée de la décentralisation dont on parle mais qu'on répugne à installer. Le pays est étouffé par une centralisation excessive. Tout se gère au centre. Tout un chacun attend tout de ce centre. La passivité générale est devenue la règle. A ce rythme, le corps du pays risque de dégénérer. Ce ne sera plus un pays. Ce sera un territoire. Il est temps de réagir vigoureusement et d'introduire une grande réforme qui réveillera ce pays et lui ouvrira de nouveaux horizons. Cette grande décentralisation est devenue nécessaire pour relancer le développement et utiliser les énergies qui existent et qui ne peuvent s'exprimer dans une action positive et se contentent de réclamations et d'agitations. Cette décentralisation est de nature à permettre un grand progrès de la démocratisation. La démocratie à l'échelle nationale est nécessaire mais elle n'est guère suffisante. La démocratie locale est celle qui concerne de près la vie quotidienne de nos populations.

Les grandes communes doivent donc consacrer cette avancée. Un conseil de la grande commune réunissant une cinquantaine ou plus d'élus au suffrage universel constituera le « Parlement » local appelé à délibérer sur les affaires communales, dont notamment les ressources, la fiscalité locale et le budget, et à désigner un président qui constituera l'organe de gestion au quotidien entouré d'un comité réduit désigné par le Conseil. Le territoire de la commune sera subdivisé en circonscriptions électorales ayant chacune un ou plusieurs élus qui représentent sur place la grande commune et exerceront les tâches incombant à la grande commune. Ainsi aussi bien au centre de la grande commune qu'en ce qui concerne ses différentes décisions, les

affaires seront entre les mains d'élus choisis par le corps électoral auquel ils doivent rendre compte. Il est temps en effet que les citoyens apprennent à gérer leurs affaires et à rendre compte de leur mission à ceux qui les ont élus.

Les attributions des grandes communes seront fixées par la loi. Elles concernent la gestion des problèmes qui intéressent particulièrement les habitants de la région. En plus des fonctions exercées actuellement par les communes, les grandes communes auront particulièrement à établir et à exécuter un plan de développement de la région couvrant les principaux domaines de ce développement : économie, infrastructure, production, commerce, éducation. Ces attributions seront hiérarchisées. L'enseignement de base sera de leur ressort au départ et le cycle secondaire pourra l'être dans un second stade, l'enseignement supérieur restant du domaine de la région ou de l'Etat.

Les régions : la déconcentration

Les grandes communes ne vont pas tout gérer. Un certain nombre d'affaires et de services resteront du ressort du pouvoir central. Or ce dernier est trop loin des populations concernées. Pour ce faire, on peut concevoir la nomination de chefs de région qui auront une double mission : d'abord gérer avec les gouverneurs les affaires étatiques ne concernant pas les grandes communes et ensuite coordonner l'action des grandes communes. Les régions comprendront en effet quatre ou cinq grandes communes dont une partie est située sur le littoral et l'autre à l'intérieur⁽¹⁾. On débloquera ainsi les régions intérieures qui souffrent de leur isolement. Le chef de région devrait être membre du gouvernement et résider sur place dans la région pour rapprocher le pouvoir central de la population. Il représente ce pouvoir central et exerce sur place les attributions de l'Etat, au plus près de population, qui en a assez de s'adresser à Tunis et d'attendre.

On peut instituer un conseil de régions dont l'objet est d'étudier les questions intéressant les grandes communes de la région comme le tracé des routes, la création d'une université régionale par exemple et, surtout, un plan global de développement régional intégrant et harmonisant les plans établis par chaque grande commune et prenant en considération les objectifs principaux du Plan national de développement économique et social.

Ainsi le développement régional, qui ne trouve pas encore ses assises, pourra progresser méthodiquement et contribuer efficacement à la prospérité des régions défavorisées.

Il n'y a donc que des avantages à entreprendre une réforme aussi importante⁽²⁾ que celle des grandes communes et des régions. Toutes les fonctions qu'on vient d'examiner ne peuvent guère être exercées par un système émiété de collectivités locales démunies ou maintenues sous tutelle et sans moyens. Libérer le pays profond est une grande tâche de l'avenir. Il faut espérer qu'on parviendra à réussir une telle libération qui sera aussi importante que l'Indépendance et la fin du système colonial. ■

M.M.

(1) On peut imaginer, à titre d'exemple, l'existence de 6 régions : I Tunis, Ariana, Ben Arous, II Sousse, Monastir, Kairouan, Siliama, III Nabeul, Zaghouan, Manouba, IV Bizerte, Jendouba, Le Kef, Béja, V Sfax, Mahdia, Kasserine, Gafsa, Sidi Bouzid, VI Gabès, Médenine, Tozeur, Kébili, Tataouine.

(2) On parle de réformes importantes même si elles sont difficiles ou peuvent paraître douloureuses. Celle des collectivités locales et régionales en est une : a-t-elle une chance d'aboutir ?

أمي للتأمين AMI Assurances

Epargne ETUDE

PROSPEO STUDIIS



Assurance
MARITIMES SUR
CORPS DE PLAISANCE
OU BÂTEAU DE PLAISANCE



Assurance
AUTO «EVE»



Assurance MALADIE

Assurance
RESPONSABILITÉS
CIVILE EXPLOITATION
SPORT NAUTIQUE



Assurance CHAUFFEUR



Assurance RISQUE
DES ENTREPRISES



Assurance
MULTIRISQUE
HABITATION



Assurance
TRANSPORT
SUR FACULTÉS

تأمّنك
وأطمّنك

www.assurancesami.com

Un besoin de Tunisie



■ Par Guy Sifbon

Paris, onze heures cinq, la clochette du téléphone signale l'arrivée d'un SMS. Je verrai tout à l'heure. Deux minutes plus tard, deuxième SMS, troisième, quatrième. Mais qu'est-ce qui se passe ? Inquiet, je tire mon téléphone de la poche de ma veste et je lis. Ma copine Laura de Rome : «*Er viva la Tunisia.*» Mon petit-fils de son bureau : «*Tu l'aurais imaginé toi ? La grande classe.*» Nicole de Madrid : «*Bravo Radès*» (elle a passé sa jeunesse à Radès). John, de San Francisco : «*Congratulations, you really deserve it.*» Boris, de Moscou : «*Molodets, Slava Tunis (Bravo, vive la Tunisie).*» Ma voisine Annie : «*Tu vas encore nous embêter avec ta Tunisie.*». Je descends, mes voisins Ahmed, le marchand de kebab, et Samuel, vendeur de chaussures, tous deux Tunes, trinquent au bar d'en face. Un coup d'œil sur Google News, tout s'éclaire : Je viens de recevoir le prix Nobel. Ou presque moi. Tous les Tunes ont été nobélisés. J'imagine la nouba à Belleville, à Barbès et dans les restaurants du 17e.

Moi, ça ne m'étonne pas. Si ce n'est pas la Tunisie, qui ? Obama ? Poutine ? Assad ? Le Pen ?

La guerre d'aujourd'hui, c'est sous nos cieux qu'elle égorge, nulle part ailleurs. Dans ce foutu «*monde arabo-islamique*» précipité dans une chakchouka sanguinaire.

À la jointure du bien-être et de la malédiction, une pastille à peine visible sur les planisphères, la nôtre. Ni la plus gracieuse ni la plus ingénieuse, peut-être la plus sympa. Ni pétrole, ni armes, tout juste l'envie de vivre cette vie en sourire plutôt qu'en chagrin. En amour, pas en venin. En haine de la haine. Dans les parages du Pôle Nord, une poignée de vieillards

blondinets s'adonne à une seule tâche : tenir à l'œil les poings et les canons de la planète. Qui se tient mal, qui se tient bien. Qui croit au droit, qui croit au tordu. Qui tue et qui soigne. Rien ni personne n'échappe à l'oculaire de leurs microscopes. Un année entière, ils ont trifouillé l'espèce humaine pour finalement dénicher qui ? Vous, nous, moi. Je savais que j'avais besoin de la Tunisie. Mais voilà que d'Oslo m'est parvenue une révélation : le monde a besoin de la Tunisie.

Le Quartette a bien mérité de la patrie. Oslo aurait pu céder à l'usage en couronnant Béji Caïd Essebsi et Rached Ghannouchi pour avoir conjuré la calamité annoncée en mariant l'eau et le feu. Mais à Oslo, on a gardé un souvenir cruel de ces distinctions remises à des héros comme Kissinger et Le Duc Tho (1973), Arafat, Rabin et Pères (1993). Ils ont même éliminé Merkel. Le Comité Nobel aurait pu aussi élire le peuple tunisien dans son entier. Beaucoup, à Damas ou à Sousse n'en sont pas dignes. Au-delà du Quartette, c'est à l'histoire entière de la Tunisie que revient l'honneur. Histoire perpétuellement entre les mains de chacun.

Ce matin, Moncef explique à sa femme de ménage ce qu'est le prix Nobel. A l'issue du long discours de son patron, Salha demande : «*Qu'est-ce que ça va changer pour moi ?*» En une réplique, elle a tout dit, Salha.

Désormais, chaque mot, chaque geste devra être précédé d'une question : ce que je vais faire, ce que je vais dire est-il à la hauteur d'un prix Nobel de la Paix. Vous avez bien entendu, la Paix. ■

G.S.



WORLD MASTERCARD®

Un univers de privilèges pour une carte d'exception



FCA

Pour ceux qui pensent que la vie est une découverte de tous les instants, nous avons créé la carte MasterCard World. Répondez à l'invitation et laissez l'univers de MasterCard World vous inspirer. Vous y gagnerez tout un monde d'expériences, de cultures, d'aventures et de découvertes.



Retrouvez nos pages officielles ATB TUNISIE

Des professionnels à l'écoute



ATB

البنك العري لتونس



©présidence de la République Française/J. Bonet

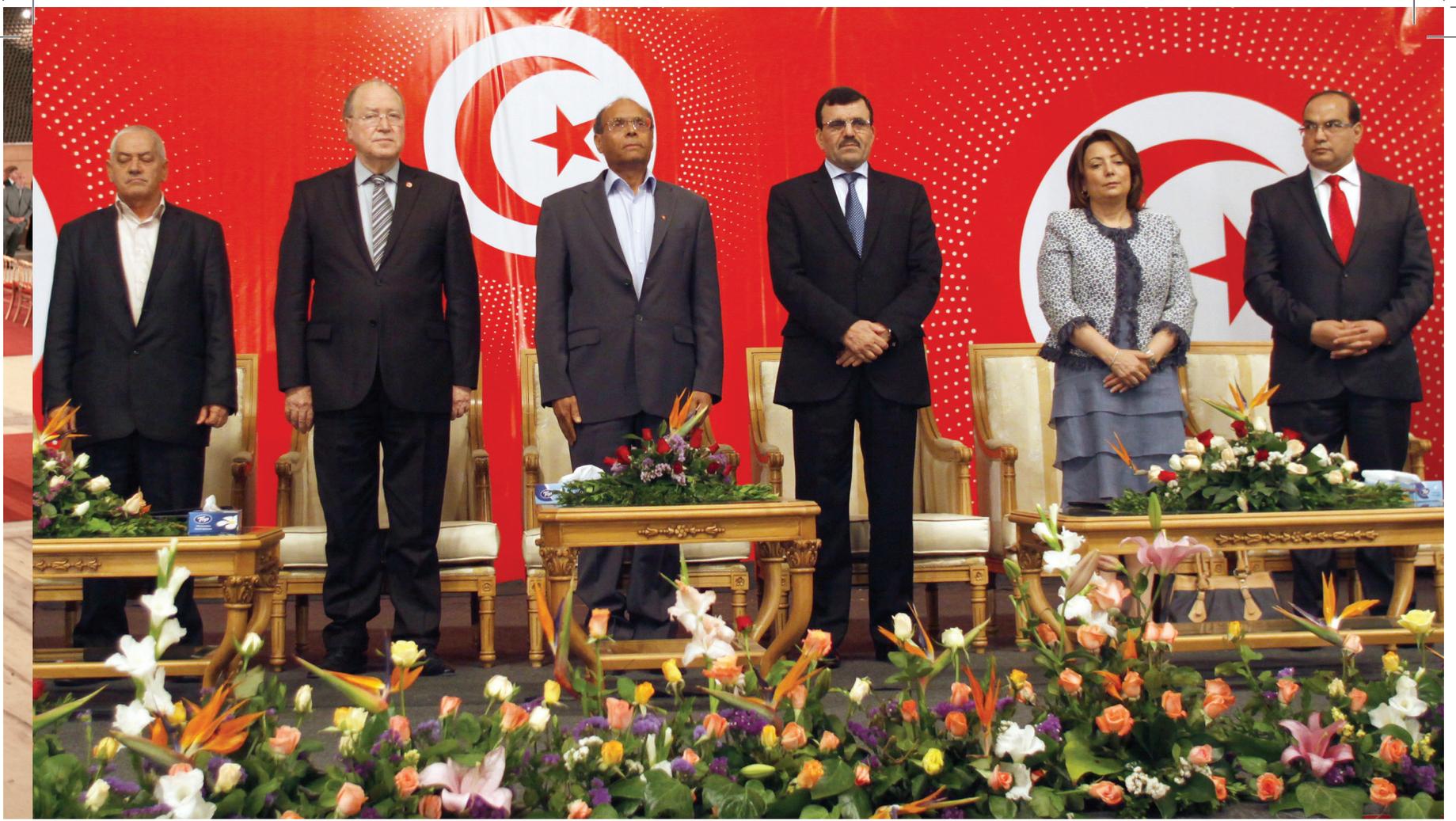


©présidence de la République Française/J. Bonet



©présidence de la République Française/J. Bonet

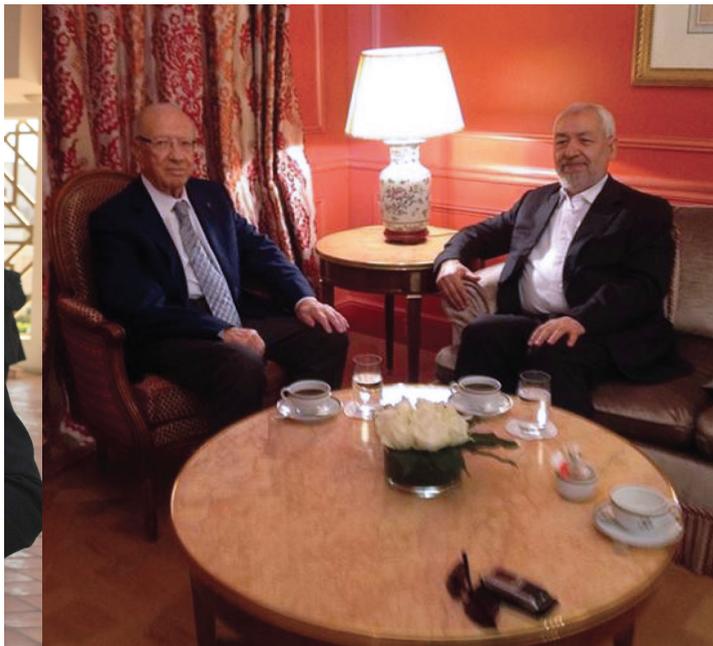












Le prix Nobel décerné à Chokri Belaïd Pour un sursaut national



■ Par Khadija T. Moalla

L'annonce du prix Nobel de la paix décerné à la Tunisie a généré des réactions divergentes, voire diamétralement opposées. J'avoue que naïvement, je ne m'y attendais pas. Il faut dire que je ne suis pas une adepte de la théorie de la conspiration et pour moi, cette reconnaissance arrivait à point nommé pour des Tunisiens en majorité déprimés et ayant perdu confiance et espoir. →

J'

J'ai simplement pensé que la joie apportée par ce prix serait capable de faire sortir la société de cette sinistrose quasi généralisée et cette peur de l'avenir. J'ai aussi jugé que la loyauté du peuple tunisien envers Chokri Belaïd, instigateur de l'idée du dialogue national, depuis le 16 octobre 2012, ne permettrait aucune discorde à propos de ce prix. Je me suis trompée et j'ai constaté que ces réactions pouvaient être classées en trois groupes:

1. Un groupe heureux et qui a beaucoup apprécié le prix, le considérant comme une reconnaissance du génie tunisien qui a su faire éviter au pays le pire scénario;
2. Un second groupe qui en veut au Comité norvégien qui a décerné le prix car, d'après eux, ce Comité semble ignorer la réalité socioéconomique catastrophique dans laquelle se débattent les Tunisiens chaque jour;
3. Enfin, un dernier groupe qui en veut au Quartette d'avoir mis en œuvre ce dialogue national car selon eux, il aurait mieux valu laisser la situation pourrir et générer un grave conflit déclaré et après le peuple aurait trouvé les moyens de résoudre tous les différends.

Si donc cette annonce n'a pas fait plaisir à 100% des Tunisiens, peut-elle au moins servir de «wake up call?». En effet, un sursaut national est ce dont le pays a besoin car il rappellera aux patriotes leurs responsabilités vis-à-vis de la Tunisie.

Comme le dit si bien Si Mansour Moalla dans son dernier article dans *Leaders*: «Après l'improvisation des années qui ont suivi la Révolution, il y a lieu d'opérer un redressement capital. Il sera nécessaire de mettre en place toute une série de décisions et d'institutions pour promouvoir nos exportations et rationaliser nos importations de manière à réduire progressivement déficit extérieur et endettement ».

Pour ma part, je propose de rajouter 10 mesures aussi urgentes qu'indispensables:

1. Créer un comité des sages chargé de proposer aux Tunisiens une vraie vision pour les 15 années à venir et qui servira pour les trois prochains plans quinquennaux de développement. La Tunisie, tout comme la communauté internationale, vient de s'engager à accomplir les 17 Objectifs du développement durable de 2016 à 2030 et il est important que tous nos plans de développement s'alignent sur ces objectifs.
2. Capitaliser sur le prix Nobel pour commencer une nouvelle stratégie culturelle et touristique, ainsi que pour attirer les investissements de 100.000 Tunisiens vivant à l'étranger. Un devoir de solidarité s'impose à notre communauté car l'effort de développement nécessite une grande solidarité.
3. Désigner la meilleure équipe pour combattre l'ennemi public numéro 1 de la Tunisie, à savoir la bureaucratie! Cette équipe sera chargée de transformer cette bureaucratie paralysante en un système



des plus performants au monde. Aucune stratégie de développement ne pourra réussir sans faire disparaître cet arsenal juridique administratif lourd et inadéquat qui étouffe toute la société, dans tous les domaines et à toutes les échelles et qui représente un handicap majeur pour n'importe quelle initiative.

4. Demander aux 70 plus grandes fortunes tunisiennes d'apporter leur contribution au développement de la Tunisie en finançant 100 grands projets pouvant faire travailler 20.000 personnes chacun et former tous les diplômés afin de faciliter leur employabilité.

5. Créer un groupe de travail chargé de proposer un plan d'action pour 2016 afin de tout décentraliser, à toutes les échelles et sur tous les plans. Ce plan d'action devra prévoir que chaque gouverneur ait la responsabilité de l'implémentation des 17 objectifs du développement durable dans son

gouvernorat et d'en rendre compte à ce groupe de travail.

6. Restaurer la confiance en dévoilant les criminels responsables des assassinats politiques, les traduire en justice et mettre en place une stratégie contre le terrorisme afin de réinstaurer la sécurité dans le pays. Pas de développement, de tourisme et d'investissement sans sécurité.

7. Mettre en place une stratégie d'exploitation des énergies renouvelables et de protection de l'environnement et résoudre le problème des déchets en appliquant des solutions qui existent et qui ont fait leurs preuves. Nettoyer le pays redonnera confiance et espoir aux citoyens et attirera les étrangers.

8. Ouvrir un centre de réhabilitation pour tous les jeunes qui ont décidé de rentrer de Syrie, d'Irak, de Libye et de tout autre territoire où ils ont été

recrutés et formés en tant que terroristes. Mobiliser les meilleurs psychologues spécialisés dans ce genre de thérapie et programme. Une prise en charge de leurs familles doit aussi être assurée afin que ces dernières ne soient pas pénalisées par les actes de leurs enfants.

9. Ouvrir un centre de réhabilitation par gouvernorat pour tous les consommateurs de drogue et mettre en place, en parallèle, des programmes de réinsertion dans la société.

10. Assurer un emploi grâce à des microcrédits à tous ceux qui vivent de la contrebande, du secteur informel et qui alimentent l'économie parallèle. L'amour et le sentiment d'appartenance à un pays n'ont de sens que s'ils sont traduits en action quotidienne contribuant au développement, à la prospérité et au bien-être de tous !■

K.M.
PhD

Un Nobel en chocolat



■ Par Walid Bel Hadj Amor

Un prix Nobel de la paix, un second lors du forum Women for Change, une demi-finale au concours mondial Enactus World Cup. Tout cela suffira-t-il au bonheur des Tunisiens ? Que de symboles accumulés en cette période de disette économique. La symbolique est importante et soulève de l'espoir, cela est certain, mais rien de tout cela n'engage les institutions politiques du pays. →

Il faut remarquer que toutes ces distinctions viennent récompenser la société civile, dont on savait depuis longtemps qu'elle était devenue la première force d'action et de proposition du pays, devant l'échec du monde politique à être à la hauteur des enjeux du moment. Ce Nobel arrive malheureusement un peu tard, au regard des événements que la Tunisie a vécus cette année. Il s'agit certes d'une reconnaissance de la communauté internationale, importante, mais bien moins utile que la confiance que nous devons avoir en nous-mêmes pour remonter le courant de l'adversité.

C'est un symbole fort, à n'en pas douter. On a tellement entendu parler de la Tunisie, au sens négatif, ces derniers temps, qu'on ne peut que saluer ces quelques opportunités où notre pays apparaît comme une nation moderne, retrouvant une place sur la carte du monde.

La Tunisie est reçue partout, fêtée par tous, servant parfois même des intérêts politiques personnels, à peu de frais. Le monde entier est prêt à honorer la Tunisie, pourvu que ça ne coûte rien, ou presque rien, à personne. Le monde entier aime la Tunisie, ovationne les Tunisiens, pour peu qu'ils ne demandent rien à personne, et qu'ils restent bien gentiment à leur place.

Les plus enthousiastes vous diront que tout cela relève du symbole et doit nous encourager à persévérer et nous battre. Je me demande parfois en quoi tous ces symboles vont changer la vie du citoyen tunisien, et comment nos gouvernants vont exploiter, économiquement parlant, ce

prix, qui, faute de dividendes, ne sera qu'un Nobel en chocolat, un lot de consolation en somme, pour toutes les promesses non tenues de la communauté internationale.

Il ne faut rien attendre de cette reconnaissance, ni touristes, ni financements, car le Nobel ne se visite pas, ni ne se monnaie. Aussitôt décerné, aussitôt oublié. Le monde doit ces prix Nobel à la lubie d'un vieillard qui a voulu faire oublier à la planète que l'œuvre de sa vie a été l'invention de la dynamite, celle-là même qu'utilisent les jihadistes lorsqu'ils n'égorge pas leurs victimes (quelle ironie du sort!). Nul ne sait qui compose le comité du Nobel de la paix, ni les critères qui président à son choix. Mais peu importe dès le moment où l'on sait que sur la scène mondiale, il ne sert à rien, et que l'on n'en attend rien. La Tunisie est désormais prévenue, pour le futile elle obtiendra toutes les reconnaissances, mais pour l'essentiel elle devra compter sur elle-même.

Il faut dire que le comité Nobel avait le choix de le décerner à Angela Merkel pour sa position sur les migrants, et le blogueur saoudien condamné dans son pays. Il semblait peu probable que le prix puisse récompenser un discours et non des actes concrets dans le cas de la chancelière. Pour ce qui concerne ce pauvre blogueur, ce prix aurait créé une tempête diplomatique après la nomination du royaume pour présider le Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

La vérité est que nombreux sont ceux qui n'ont rien à faire de cette reconnaissance. Les premiers d'entre eux sont ceux qui vivent dans la difficulté, et qui n'osent plus espérer. Mais

il y a aussi ceux qui veulent que rien ne change, et ils sont tout aussi nombreux. Pour tous ceux-là, le prix Nobel sonne comme un chant des sirènes. Mais ceux pour qui cette distinction est importante, ce sont les organisations membres du Quartette. Certaines n'ont pas vocation à se consacrer aux luttes pour la paix, et devront donc intégrer le prix Nobel comme une nouvelle exigence pour leurs actions futures. Vous l'aurez compris, je parle ici des deux organisations patronale et syndicale, dont les joutes verbales et les discours belliqueux fatiguent, d'autant qu'il n'aura échappé à personne qu'elles sont les meilleurs ennemis l'une de l'autre. Seront-elles à la hauteur du prix Nobel de la paix ? L'avenir nous le dira vite.

Ces deux organisations ont joué un rôle important, aux côtés de l'ensemble de la société civile et des milliers d'anonymes qui ont battu le pavé, été et ramadan durant, pour forcer la décision. Mais elles ont tenu ce rôle en marge de leur mission première, et c'est probablement cela qui explique leur réussite. Elles devront éviter de ranger ce Nobel dans le tiroir, pour pouvoir le regarder tous les matins et se rappeler sa signification, et essayer de s'en montrer digne à chaque occasion. Ce ne sera pas chose aisée.

Ce prix Nobel devrait d'abord clore le chapitre du dialogue national. La page est définitivement tournée, le dialogue national a vécu, et ce prix Nobel sera son épitaphe. Que chacun regagne ses pénates, et reprenne sa vraie fonction dans le paysage social du pays. Ils ont été récompensés pour un rôle de composition, mais il serait heureux de les voir aussi méritants en étant eux-mêmes, dans ce qui est attendu d'eux. Mais là où le bât blesse, c'est qu'ils sont loin de bénéficier du même niveau de confiance et de soutien quand il s'agit pour eux de reprendre leur mission première. Dès lors, chacun se retrouve en proie à ses démons originels, l'absence de transparence, la représentativité chancelante et l'incapacité à assumer les concepts de la démocratie.

Un jour ou l'autre, il faudra bien mettre sur la table les questions relatives à la représentativité de ces organisations, leur mode de financement et leur poids réel dans l'économie du pays. De la même manière qu'on a obtenu le pluralisme politique, il faudra bien, tôt ou tard, que se pose la question du pluralisme syndical et patronal. L'argument de la contribution de ces organisations au mouvement national de la lutte pour l'indépendance est totalement puéril, tant elles ont affiché une complicité rampante avec la dictature. Sans une vraie refonte des organisations, cette contribution à la lutte pour l'indépendance restera dans les livres d'histoire comme purement symbolique et les symboles, c'est bien connu, sont condamnés à moisir dans les vitrines et musées, un peu comme le prix Nobel. Dans une démocratie, les seules organisations qui peuvent survivre sont celles qui ont atteint le stade de l'institutionnalisation, soit l'indépendance par rapport aux hommes et aux contextes, et de la capacité à œuvrer au-delà du moment.

Le hasard du calendrier fait que dans cette même semaine, on assiste au lancement officiel des négociations entre la Tunisie et l'Union européenne pour la signature d'un accord de libre-échange complet et approfondi. Un intitulé pour le moins barbare d'un accord pour lequel la Tunisie n'est pas prête. Ces deux organisations sont concernées au premier chef et contrairement à ce que l'on pourrait penser, leurs intérêts dans cette question ne sont pas divergents. Pour autant que l'on parle d'intérêts institutionnels et non de groupes.

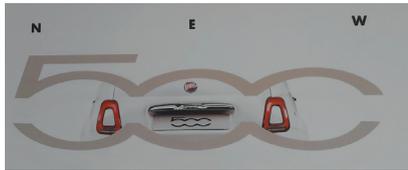
Peu importe le Nobel, nous le fêterons plus tard, lorsque nous aurons de vraies raisons de nous réjouir, d'un pays rendu aux vraies valeurs, un pays qui crée et qui n'oublie personne. Que l'on se concentre sur les vrais problèmes, des mafias qui gangrènent le pays et qui sucent la moelle des entrepreneurs et des travailleurs, en même temps que sur les réelles opportunités qu'offre ce pays d'aller vers la confiance et l'apaisement. Même le président de la commission des finances à l'ARP l'a dit, lui que personne ne peut soupçonner d'être à la solde du capital : «*Avant d'être distribuée, la richesse doit d'abord être créée*». Il ne reste plus qu'à en convaincre syndicat et patronat, l'un de la nécessité d'une plus forte création et l'autre de celle d'une meilleure distribution.

Les dimensions économiques, sociales et durables du développement ne sont pas dissociables. Elles forment un triptyque qui doit être adopté par tous, sans faux-fuyants ni arrière-pensées.

Et si c'était là le vrai fondement de la paix sociale ! ■

W.B.A.

“ Le monde doit ces prix Nobel à la lubie d'un vieillard qui a voulu faire oublier à la planète que l'œuvre de sa vie a été l'invention de la dynamite, celle-là même qu'utilisent les jihadistes lorsqu'ils n'égorgent pas leurs victimes (quelle ironie du sort!). ”



La nouvelle Fiat 500

**Plus connectée,
plus personnalisée,
plus confortable...**

Un coup de maître réalisé par le constructeur italien en lançant, 50 ans après le premier modèle, une nouvelle Fiat 500, plus spacieuse. 25 000 voitures ont déjà été commandées. La presse internationale s'est donné rendez-vous, en juillet, à Turin, le berceau de la marque Fiat, pour découvrir la nouvelle version de la mythique 500.

La Cinquecento restylée, sous le signe de la continuité esthétique et de l'évolution technologique, devrait en effet séduire toutes les générations, les nostalgiques invétérés autant que les jeunes aisés et citadins, friands d'options à même de «personnaliser» leurs véhicules.



Fiat 500 C 2016 : on ne change pas une équipe qui gagne

C'est vrai que rien ne peut plus ressembler à une Fiat 500 que la nouvelle Fiat 500. La génération 2016 ne révolutionne pas, elle se modernise avec beaucoup de finesse et d'élégance. Pourquoi changer une équipe qui gagne ? Son succès (plus de 1,5 million d'exemplaires de par le monde depuis son lancement le 4 juillet 2007) est en grande partie dû à son design. L'idée des designers italiens était donc de moderniser sans bousculer.

Ainsi la nouvelle 500 conserve son côté boulotte qui lui va si bien. Ses formes généreuses et arrondies qui lui assurent un côté jovial et «bon vivant» sont toujours là. Mais certains détails permettent de la différencier très vite de celle qui la précède.

Un design extérieur retouché

La face avant est encore plus expressive. Son "sourire" est encore plus large. Des chromes viennent souligner une calandre plus béante qui peut être enjolivée d'une myriade de points chromés qui lui donnent un aspect "bijou" indéniable.

Elle arbore maintenant une double moustache chromée entre les phares. Des phares plus petits mais dont le dessin a été revu et qui sont vraiment de toute beauté.

À l'arrière, les feux perdent leur chrome mais passent à la 3D. Les feux de recul et antibrouillard descendent sur le bouclier, juste au-dessus d'une lame de chrome.

Qualité de vie à bord

Les intérieurs de la nouvelle voiture sont inédits, à commencer par la conception du tableau de bord. Ce dernier intègre désormais l'innovant infodivertissement Uconnect qui permet de connecter son smartphone à la voiture pour profiter d'applications mobiles comme Facebook, Twitter ou



Deezer avec un écran de 5 pouces tactile pour un affichage harmonieusement inséré dans un ensemble ergonomique et soigneusement conçu.

L'habitacle est toujours soigné, réinterprété de façon plus moderne et embelli avec des matériaux exclusifs. Le volant 3 branches multifonctions gainé de cuir est aussi tout nouveau. La sellerie évolue aussi pour plus de confort mais conserve ses petits appui-tête ronds très "500".

Des moteurs respectueux de l'environnement

Au lancement, les motorisations proposées sont au nombre de trois. Il s'agit des moteurs essence 0.9 TwinAir de 85 et 105 ch et 1.2 de 69 ch. Cette offre s'étoffera après avec la motorisation Diesel Multijet de 95 ch et le moteur essence 1.2 de 69 ch en configuration «Éco» qui limitera les émissions de CO₂ à 99 g/km.

Sécurité et confort

La Fiat 500 est l'une des voitures les plus sécurisées de son segment. Le système de freinage, déjà très stable et efficace, a été encore amélioré sur les versions équipées du moteur 1,2 FIRE 69 ch en adoptant un système équipé de disques surdimensionnés. Ces moteurs efficaces et performants garantissent en outre une bonne prise et un comportement prévisible sur la route.

La nouvelle 500 est également équipée de sept airbags et utilise les solutions techniques les plus sophistiquées pour garantir un contrôle parfait de la voiture (sécurité active)

Une personnalisation encore plus poussée

Il est possible de personnaliser sa Fiat 500 en choisissant parmi 4 Second Skin, des "strippings" Lord ou Comics sur les peintures bi-ton et Navy, ou Camouflage sur les carrosseries traditionnelles pour le prix d'une couleur.

À l'intérieur, la sellerie est disponible en neuf combinaisons de couleur. À ce propos, Fiat a travaillé sur l'ergonomie des fauteuils afin de simplifier l'accès aux places arrière et ça fonctionne : l'accès à la banquette arrière est plus facile.

Au final, rien de vraiment révolutionnaire sur cette petite 500, tout est dans le style, mais c'est peut-être ce qui fait la différence. En tout cas, la recette prend et nous chatouille directement la corde sensible. On ne peut que craquer devant cette bouille irrésistible qui sent bon la belle époque et la Dolce Vita ! Aaaaah Italie, quand tu nous tiens ! ■







Les entreprises de presse en danger

Au nom de qui parlent les médias ?

Si les journalistes tunisiens sont de plus en plus libres, les médias, déficitaires pour la plupart, risquent de devenir de moins en moins capables de défendre leur indépendance et de garantir leur pérennité. Pas d'entreprises de presse rentables et prospères, donc pas de journalisme de qualité et de pluralité d'opinions. Des entreprises suffisamment capitalisées, structurées autour d'organigrammes et de manuels de procédures précis, encourageant les talents et leur offrant rémunérations conséquentes et conditions de travail appropriées. Toute la problématique est là. Comment assurer cette rentabilité, comme pour toute autre entreprise ? Comment sauver les médias ?→

→ La grande question est de savoir au nom de qui parlent les médias ? La réponse est, à première vue, évidente : de ceux qui les payent ! Les lecteurs (pour la presse écrite) ? Ils sont de moins en moins nombreux et le prix du journal ne suffit plus à couvrir les frais du papier et de l'impression. Quant aux auditeurs et téléspectateurs, la redevance réglée avec la facture de la Steg ne bénéficie qu'aux médias publics, et demeure insuffisante. Les annonceurs ? Il va falloir les chercher à la loupe, leurs budgets se rétrécissent. Les pouvoirs publics ? Aux abonnés absents ? Les mécènes, y compris les promoteurs d'entreprises de presse et les actionnaires ? Merci de les signaler si vous en connaissez ? Reste alors les influenceurs entre partis politiques, corporations et lobbyistes. Alors, adieu la liberté de la presse et son indépendance, bonjour la propagande !

Qui se soucie encore de ce secteur économique et de ce levier de la culture et de la démocratie ? Encore moins l'Etat ! Le mal est profond. Etiollement du lectorat, fragmentation de l'audience, tarissement des investissements publicitaires, augmentation des charges et absence d'une aide de l'Etat ciblée et équitable assorties d'avantages fiscaux, en sont les principaux maux.

Un investissement très risqué

Investir aujourd'hui dans les médias, en garantissant l'indépendance, la liberté et le professionnalisme, s'avère une aventure risquée, bien plus que dans d'autres secteurs. L'embellie du 14 Janvier a donné espoir, laissant fleurir pas moins de 55 nouveaux titres de presse, entre quotidiens (2), hebdomadaires (31) et autres périodiques (55). Le tiers seulement parmi eux (31) continuent à paraître, cahin-caha. Le taux de mortalité est ainsi très élevé. Ceux qui restent en

kiosque font de la résistance. A quel prix ? Conséquence immédiate, réduction des effectifs journalistiques et de production de contenus permanents (et freinage des primes incitatives), voire licenciements, recours à des pigistes sans exigences rigoureuses et à des conditions précaires, compression drastique des charges, détérioration des conditions de travail et désorganisation des organigrammes et procédures.

Le premier à en pâtir, c'est le public qui n'arrive pas à bénéficier toujours et dans tous les médias d'informations, analyses et reportages de grande qualité. Mais aussi les journalistes qui sont frustrés de ne pouvoir exercer pleinement leur mission et faire valoir leurs talents. Et, en fin de boucle, les promoteurs d'entreprises de média qui ne récoltent pas un retour sur investissement significatif. Seuls risquent de se maintenir — mais jusqu'à quand ? — les médias bénéficiant d'un soutien financier occulte conséquent. A quel prix quant à leur indépendance ?

Leaders ouvre ce grand dossier en interrogeant patrons de presse, journalistes, syndicat des journalistes et Haica. Certains ont été réticents, d'autres ont bien voulu répondre à nos questions. Mais la plupart des patrons de presse ont souhaité rester discrets sur leurs indicateurs financiers et, pour la presse écrite, leur tirage.

Au premier plan des préoccupations figurent l'obsolescence de la réglementation en vigueur, l'inexistence d'une aide équitable de l'Etat à la presse, le tarissement des ressources publicitaires, l'inadéquation de la formation, les difficultés de la diffusion et l'organisation de la profession. Une question centrale se pose avec acuité : quel rôle joue le gouvernement dans la modernisation du secteur et son essor ? ■



• Dossier établi par Taoufik Habaieb
• Photos : Mohamed Hammi, DR



Sommaire

- Trop de médias tuent les médias ?
- Une réglementation obsolète à révisiter
- Pour une aide publique ciblée, équitable, en faveur du pluralisme et au profit du public
- Comment développer les ressources publicitaires
- Une grande carence : la formation des journalistes et dans les autres métiers des médias
- Une diffusion qui coûte cher et encore très primaire
- Une corporation à réorganiser
- Partis politiques et organisations : la presse d'opinion se meurt
- Presse régionale : peut-on encore sauver les derniers mohicans ?
- Qu'en pensent les journalistes ?
- Néji Bghouri : Il y a urgence à soutenir les médias
- Nouri Lajmi : Remettre en cause un modèle qui a montré ses limites
- Le petit livre rouge de Julia Cagé pour « Sauver les médias »
- Le cas de La Presse
- Mustapha Ben Letaief : Un cas spécifique, la télévision tunisienne

Ont contribué à ce dossier

Institutionnels

- Néji Bghouri (Syndicat national des journalistes tunisiens)
- Nouri Lajmi (Haïca)

Presse écrite

- Amor Touil (Al Moussawar)
- Abderrahmane Khochtali (Dar Assabah)
- Belgacem Tayaa (SNIPE, La Presse et Assahafa)
- Mohamed Fourati (Al Fajr)
- Mounir Charfi (Attariq al Jadid)
- Taieb Zahar (Réalités)

Presse régionale

- Ali Baklouti (La Gazette du Sud et Shams al Janoub, Sfax)
- Lotfi Jeriri (Al Jazira, Djerba)

Audiovisuel

- Lotfi Zaghdana (Shems FM)
- Moez Ben Gharbia (Attassia)
- Mustapha Ben Letaif (Télévision tunisienne)
- Naoufel Ben Rayana (Express FM)
- Olfa Tounsi (Cap FM)
- Youssef Belhaj Ali (Jawhara FM)
- Zouhour Essid (Radio Med)

Presse électronique

- Hachemi Ammar (Web Manager Center, WMC)
- Ismail Ben Sassi (Ilboursa)
- Nizar Bahloul (Business News)
- Hassan Soussou (MDI - Tunisie numérique)

Journalistes

- Mohamed Boughalleb (Radio tunisienne)
- Walid Besbes (Jawhara FM)
- Wassim Benlarbi (Express FM)

Une réglementation obsolète à revisiter

Abderrahmane Khochtali

Revoir la législation en vigueur, la mettre à jour et l'enrichir est une nécessité pour épouser le nouveau contexte. Le conseil national de la presse sera utile, il y a aussi les règles de bonne concurrence à instaurer, l'amélioration de la transparence dans le secteur, la mise à niveau des entreprises, l'encouragement à l'investissement dans les nouvelles technologies, la déontologie à renforcer... Autant de chantiers prioritaires et déterminants.

Hachemi Ammar

Absence de repères et de référentiels dans le secteur de la presse en ligne, et d'une autorégulation. Un secteur qui souffre en plus d'un manque de transparence, de normalisation et d'éthique. Un secteur d'individualités, de hurlements et d'autosatisfaction, avec l'explosion des audiences et du nombre de médias en ligne, les annonceurs se retrouvent face à une véritable jungle.

Moez Ben Gharbia

Imaginez que nous payons pas moins de 40% en taxes douanières sur nos équipements techniques, alors que n'importe quelle entreprise dans un autre domaine bénéficie de nombre d'exonérations. Ce n'est là qu'un exemple des dysfonctionnements fiscaux et juridiques. D'ailleurs, notre secteur se trouve ballotté entre plusieurs instances et ministères,

sans guichet unique et procédures claires. Il y a la Haica, d'un côté, le ministère des Finances, de l'autre, les télécoms, etc. Sans harmonisation des textes et démarches.

Naoufel Ben Rayana

Certes, une instance indépendante a été prévue par la nouvelle Constitution pour réguler le secteur audiovisuel mais il ne faudrait pas que l'Etat abandonne son rôle économique et technique (télédiffusion, etc.) car les médias sont des entreprises. En outre, la régulation des médias privés ne pourrait être pleinement accomplie que quand il y a aussi une réelle régulation et gouvernance des médias publics qui, faut-il le rappeler, ne paient pas les redevances de l'ONT, souffrent de sureffectifs énormes aux frais du contribuable, bénéficient de la redevance des factures de la Steg, tout en faisant de la concurrence aux privés (surtout les télé) sur le marché publicitaire. Une vision globale pour le secteur est plus que nécessaire.

Taieb Zahar

Après quatre ans d'exercice, il est grand temps de revoir le décret 115 pour parer à plusieurs lacunes. Je citerai surtout les sanctions concernant la diffamation, elles sont tellement insignifiantes que certains n'arrêtent pas de récidiver. Il y a beaucoup d'autres problèmes sur lesquels on va travailler dès le début de la rentrée. ■



■ Abderrahmane Khochtali



■ Olfa Tounsi



■ Moez Ben Gharbia



■ Naoufel Ben Rayana



■ Taieb Zahar



■ Amor Touil

Carte Visa Platinum

"INTERNATIONALE"

La Star des cartes internationales est désormais chez la BT !

Carte Visa Platinum "INTERNATIONALE"

Avec la CARTE PLATINUM INTERNATIONALE de la Banque de Tunisie, désormais rien ne vous surpasse à l'étranger, grâce à cette carte vous bénéficiez d'une panoplie de services privilégiés et avantages exclusifs rendant votre séjour à l'étranger confortable et luxueux.

Pour plus d'information, veuillez consulter votre agence BT la plus proche.

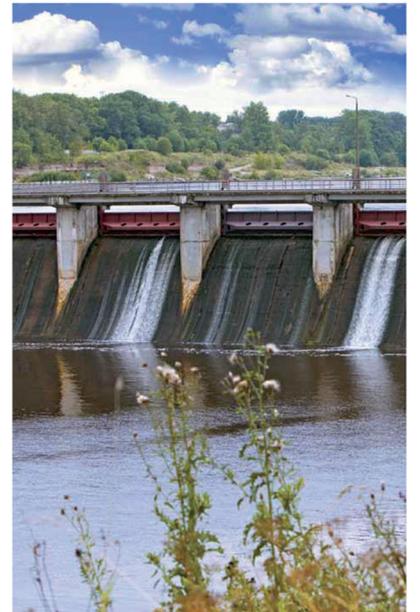


PHOTOS NORMAEY
Photos non contractuelles

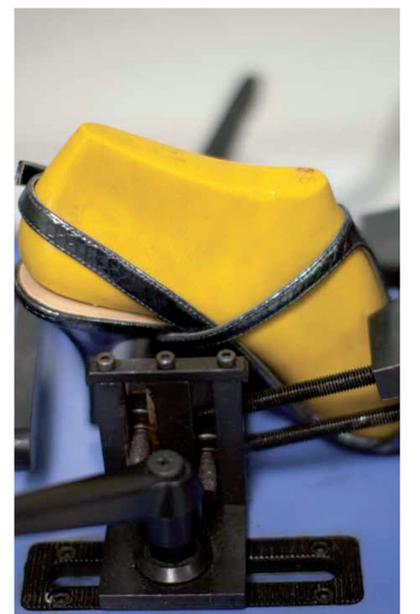
Nous réaliserons vos vœux

www.bt.com.tn

البنك
التونسي
BANQUE DE TUNISIE



44 ANS DE **SUCCES** EN TUNISIE



SGS EST LE LEADER MONDIAL DE L'INSPECTION, DE L'ANALYSE, DU CONTRÔLE ET DE LA CERTIFICATION.

www.sgs.com

WHEN YOU NEED TO BE SURE

SGS

Pour une aide publique ciblée, équitable en faveur du pluralisme et au profit du public

Amor Touil

Il n'y a ni distribution équitable de la publicité publique selon des critères scientifiques, ni aide financière directe de l'Etat aux entreprises de presse, ni même une aide indirecte sous forme d'abonnements en nombre satisfaisant d'exemplaires. Pour comparer le comparable, nous noterons que le Maroc accorde à la presse dix fois, au moins, ce que la Fédération tunisienne des directeurs de journaux a demandé aux divers gouvernements tunisiens pour nos médias.

Ce que les gouvernements successifs n'ont pas compris à ce jour, c'est que l'abonnement aux journaux ne vise pas nécessairement à cultiver les cadres de l'Etat, mais à en faire les premiers lecteurs et à faire des abonnements la première forme d'aide aux journaux. Les ventes ont chuté dans tous les pays du monde, mais l'aide de l'Etat, dans la majorité des pays, est restée là en soutien. A titre d'exemple, Le Monde reçoit chaque année pas moins de 15 millions d'euros au titre en guise d'aide de l'Etat à la presse.

Youssef Belhaj Ali

Comment pourrions-nous diversifier notre production, moderniser notre matériel technique et nous mettre au diapason de l'évolution technologique afin d'être plus compétitifs et nous libérer de toute ingérence extérieure ?
Devant cette situation qui devient alarmante pour certaines radios, une réorganisation du secteur audiovisuel doit être opérée dans les plus brefs délais possibles et doit se baser sur les propositions des professionnels afin de garantir l'essor des radios privées et leur ouvrir de nouveaux horizons.

Taieb Zahar

L'Etat n'aide pas la presse écrite, au contraire, il l'enfoncé dans les méandres d'une crise dont on ne voit pas la fin. Depuis 2011, les gouvernements en place ont tout fait pour mettre la presse sur les genoux. C'est le premier gouvernement de la Troïka qui a ouvert le bal dans la mesure où il a ordonné l'annulation des abonnements contractés par l'administration publique. Depuis, rien n'a changé jusqu'à ce jour. Côté publicité des annonces classées aussi, rien n'a été fait pour gérer ce dossier. Il n'y a plus cet équivalent de l'Atce pour collecter et dispatcher ces annonces. On fait du gré à gré, on sert qui on veut, on paie qui on veut et on ne paie pas qui on ne veut pas. Bien sûr que le but était «d'assagir» la presse, de liquider l'existant et donner à une presse à la solde des nouveaux gouvernants la possibilité d'émerger. Sur d'autres plans, on ne voit pas d'aide de l'Etat, les entreprises ont des difficultés énormes, elles arrivent à peine à se maintenir, même celles appartenant à l'Etat.

C'est naturel que l'Etat consente une aide substantielle à la presse à l'instar de plusieurs pays tels que le Maroc et la France. Cette aide doit être répartie entre les entreprises bénéficiaires suivant des normes prédéfinies.

Nizar Bahloul

L'aide de l'Etat est la bienvenue, mais celle-ci ne devrait pas être supérieure à 10% du CA d'un média, à l'exception de ceux spécialisés dans des secteurs bien déterminés et non rentables ou les médias régionaux, qui méritent davantage de soutien. ■



■ Youssef Belhaj Ali



■ Nizar Bahloul



■ Lotfi Zeghdana



■ Ismail Ben Sassi



■ Mohamed Boughalleb



■ Zouhour Essid

Comment développer les ressources publicitaires

Nizar Bahloul

La solution salvatrice pour les médias est la croissance du chiffre d'affaires, essentiellement constitué de publicité. Pour cela, les entreprises doivent prendre conscience qu'il y a un retour d'investissement certain en consacrant un pourcentage fixe de leur chiffre d'affaires au marketing. A titre d'exemple, et selon les derniers chiffres de Sigma Conseil, l'investissement publicitaire dans les pays développés est de 734 dollars en Suisse, 529 dollars aux USA, 427 dollars en Belgique. Au Maroc, il est de 20 dollars et en Tunisie, il n'est que de ... 9 dollars. Je suis convaincu que tout le mal du paysage médiatique tunisien vient de ce chiffre-là. Ce n'est pas un hasard si les grands pays de ce monde consacrent autant de moyens pour investir dans la publicité, le retour sur investissement d'une bonne publicité est démontré scientifiquement et expérimenté sur le terrain dans ces pays développés où l'on trouve les plus grosses entreprises du monde. Tout en relativisant, et toutes proportions gardées, il est grand temps que l'entreprise tunisienne agisse selon les standards internationaux pour générer de la croissance. Le premier bénéficiaire d'un bon management, selon les normes, est l'entreprise elle-même, puis tout le pays. Le secteur médiatique ne fait que partie de la chaîne, mais il se trouve hélas trop dépendant de l'entreprise.

Naoufel Ben Rayana

Au niveau des aides de l'Etat, je suis par principe contre l'assistanat car, à la fin, au lieu de créer de la qualité, on ne favorise que la médiocrité pour tous ! Ce qu'on demande à l'Etat, c'est de ne pas favoriser les médias publics qui profitent déjà de beaucoup de largesses et de traiter les médias comme des entreprises économiques à part entière tout comme celles des autres secteurs économiques et notamment celui des TIC et de l'économie numérique.

Hachemi Ammar

L'urgence est la mise en place d'une solution permettant de gérer et d'encadrer la publicité publique. Aujourd'hui on ne sait plus où va la publicité publique.

Lotfi Zeghdana

Instaurer un climat de sécurité, de confiance et de paix sociale afin que les annonceurs et investisseurs reprennent confiance et reprennent leurs investissements.

Taieb Zahar

L'Etat doit octroyer de la publicité aux entreprises de presse suivant certaines normes dont le respect de la déontologie, l'édition d'une presse de qualité, le respect du décret 115-2011, l'emploi de journalistes permanents et l'affiliation du personnel à la Cnss. A ce propos, je dois signaler que nous sommes parvenus avec nos partenaires, c'est-à-dire le syndicat des journalistes et le syndicat Ugtt de l'information, à définir ces normes et à les faire valoir auprès de qui de droit. ■



Une corporation à réorganiser

Taieb Zahar

L'adhésion à une organisation de la profession doit être obligatoire, les avantages et l'aide ne peuvent et ne doivent être consentis qu'avec l'aval de cette organisation. D'autre part, on doit trouver ensemble des solutions aux problèmes communs. A l'instar de la société coopérative de diffusion déjà en place, il est impératif de penser à une centrale d'achat de papier, d'encre, d'équipements et de matériel roulant. Nous pouvons envisager aussi la création d'une régie de publicité pour rationaliser les prix et lutter contre une certaine tendance au bradage, se présenter ensemble au ministère de l'Industrie afin de profiter des avantages du programme de mise à niveau, discuter ensemble des programmes de formation et de recyclage. Pourquoi ne pas créer, avec le soutien du ministère de la Formation professionnelle, notre centre professionnel de recyclage?



Breeze Residence

Have Only Positive Expectations

Hammamet - Mrezgua
En face du Club Aldiana



S+1, S+2, S+3
& commerces

pulpe



La Société Tuniso-Koweitienne d'el Emar

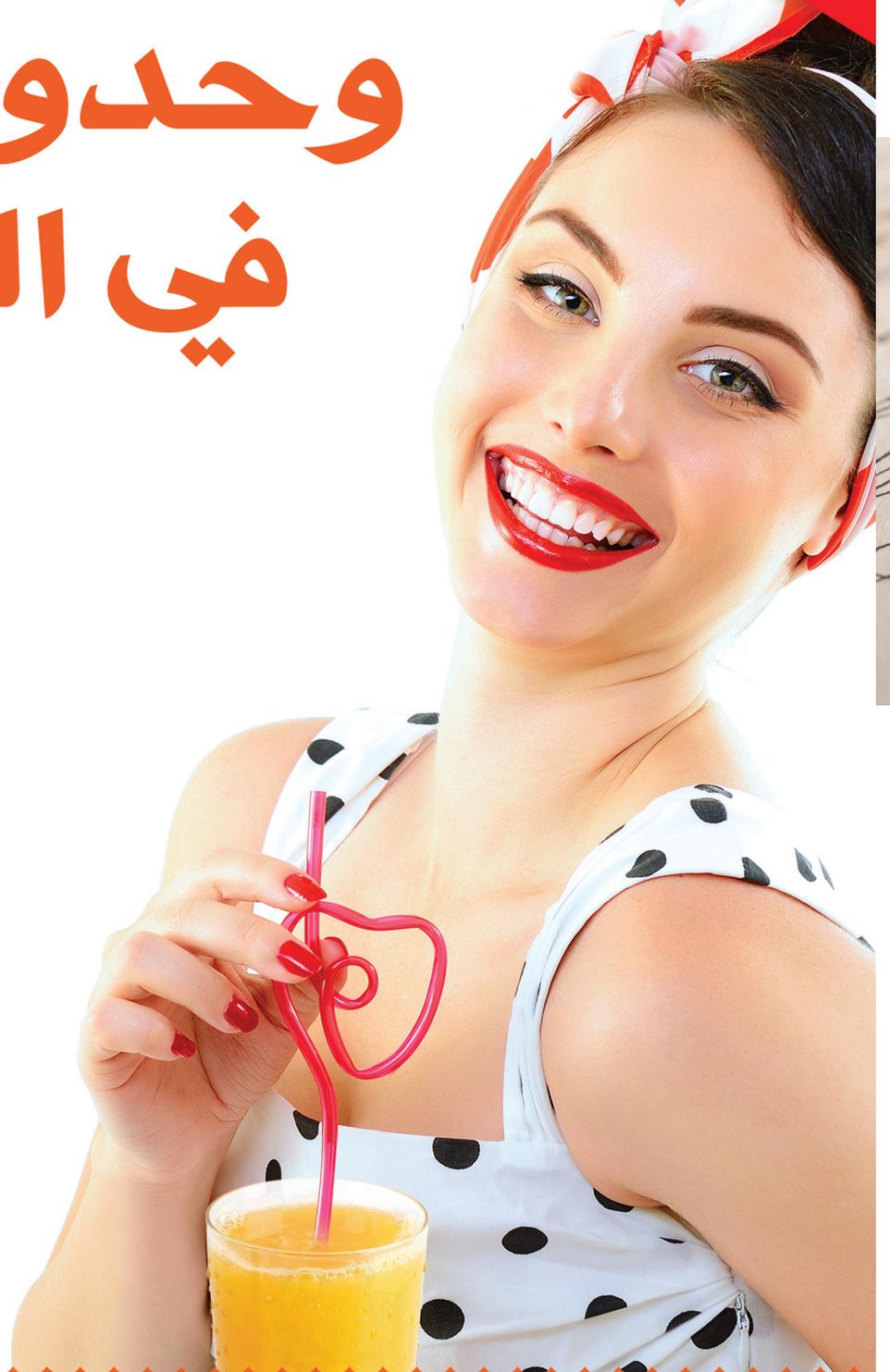
Immeuble CTKD, Lotissement Al Nakhil, Cité les pins, les berges du Lac II (près de l'ambassade de Canada)
Pour toute information, veuillez nous contacter au 94 885 794 / 98 255 725 / 71 967 123

www.stke-emar.com

جديد

لستيل
DEPUIS 1962

وحدو
في البنته



Une grande carence : la formation des journalistes et dans les autres métiers des médias



Ismail Ben Sassi

Trouver de bons journalistes, c'est déjà difficile. Des journalistes francophones, encore plus, des journalistes francophones spécialisés en économie-finance, c'est du miracle.

Hassan Soussou

La formation recherchée ne se limite pas uniquement au rédactionnel, mais à tous les autres métiers annexes. Dans le cas des journaux en ligne, la technologie est essentielle.

Naoufel Ben Rayana

Le secteur souffre d'un manque énorme de ressources humaines, principal capital d'une entreprise de services par excellence comme les médias. Au risque de déplaire à beaucoup de personnes, le pays manque de bons journalistes, chroniqueurs et animateurs. Il y a un réel problème de culture générale, de spécialisation, d'éthique, de neutralité et, donc, de formation. Cela dit, des progrès énormes ont été faits ces dernières années. Ce qui n'a pas échappé au grand public qui a de plus en plus confiance

dans la crédibilité des médias tunisiens. Mais, la marge de progression est encore énorme !

Lotfi Zeghdana

Certains métiers de l'activité radiophonique sont dispensés de formations spécifiques et spécialisées (exemple : rédacteur web et journaliste multimédia, producteur, animateur...)

Le manque de ressources humaines spécialisées empêche les médias de constituer des équipes immédiatement opérationnelles et par conséquent la production de contenus rédactionnels répondant aux normes professionnelles.

Taieb Zahar

Les bons journalistes sont ceux qui reçoivent une bonne formation. Or, dans l'état actuel des choses, la formation académique dispensée à l'Ipsi ne peut, à elle seule, sortir les bons journalistes dont vous parlez. Il est de plus en plus difficile de trouver des rédacteurs bilingues, encore moins des francophones. Seuls les étudiants motivés, ayant choisi par eux-mêmes de faire des études de journalisme, peuvent faire carrière et devenir de bons journalistes. Idem pour les marketeurs et autres.

Nizar Bahloul

Une autre difficulté majeure que je rencontre en tant que premier responsable d'une entreprise de presse : le recrutement de bons éléments. On a déjà du mal à trouver de bonnes compétences, mais quand celles-ci existent, il est difficile de les recruter tout en leur accordant les rémunérations confortables qu'elles méritent. L'équation fait que l'investissement conséquent et mérité dans la matière grise (la base d'un média) ne saurait être rentable. Les charges d'exploitation deviennent immédiatement supérieures aux recettes.

Hachemi Ammar

Recruter des journalistes francophones a toujours été un casse-tête permanent et ça ne date pas d'aujourd'hui, et on ne parle pas de spécialisation. Une grande urgence : trouver des solutions pour permettre la formation de journalistes professionnels dans les différentes spécialités (avec ses transformations actuelles) et qui peuvent être rapidement opérationnels, les entreprises médias n'ont plus les moyens de garantir leur formation continue. ■



Le cas de *La Presse*

Le doyen de la presse écrite, *La Presse*, qui aborde ses 80 ans, ne dort plus sur un matelas financier confortable. Malgré l'abondance des petites annonces et de la publicité et le nombre significatif de ses abonnés, il est frappé lui aussi de plein fouet par la crise générale. La société éditrice, la SNIPE, publie également un quotidien en langue arabe, *Assahafa*, logé à la même enseigne de difficultés, malgré tous les efforts rédactionnels des deux journaux.

«Aux maux communs, explique son PDG, Belgacem Tayaa, haut commis de l'Etat à peine posté aux commandes, s'ajoute le caractère d'entreprise publique. Du coup, nous subissons une double peine. Les recrutements obéissent à la réglementation en vigueur. La mise à niveau nous exclut de son champ d'éligibilité pour bénéficier des financements partiels de nos investissements immatériels et équipements informatiques et d'impression. Aussi, aucune dotation d'équilibre ou aide de l'Etat ne nous est accordée. Mais la détermination des équipes est irréductible». ■

Une diffusion qui coûte cher et encore très primaire

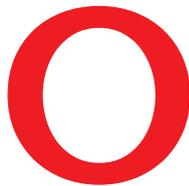


Taieb Zahar

La presse tunisienne est malade de sa diffusion. Quoi que vous fassiez en contenu, maquette, présentation, photos, scoops, etc. vous buterez contre ce rocher incontournable qu'est la diffusion et surtout dans le Grand Tunis. On fera tout pour vous anéantir. Heureusement que depuis quelque temps, la profession a pris son destin en main et a créé une société coopérative de diffusion qui se fraie son petit bonhomme de chemin et commence déjà à porter ses fruits.

On n'a pas encore atteint l'idéal, mais nous avançons à pas sûrs. Je veux revenir à propos de l'aide de l'Etat pour évoquer une aide en matière de diffusion qui consiste à faire bénéficier les journaux des services de l'aéropostale. Vous savez que notre poste utilise un ou deux avions pour acheminer le courrier vers l'intérieur du pays. Il y a moyen, je pense, pour que ces avions acheminent en même temps les quantités de journaux destinées aux régions. On y gagnera beaucoup : gain considérable de temps, économie de carburant, longue conservation du matériel roulant. Une idée à creuser d'autant que les journaux sont disposés à payer. ■





On connaît sa gouaille revendicative en faveur des

journalistes mais nous l'avons rarement écouté défendre les patrons de presse, comme il le fait cette fois-ci. Néji Bghouri, président du Syndicat national des journalistes tunisiens, est conscient des dangers qui guettent les médias. *«Je suis consterné par les difficultés financières qui pèsent aujourd'hui sur nombre d'entreprises de presse, dit-il à Leaders. J'y vois une grave menace pour la pérennité des médias, les emplois, notamment ceux des journalistes, la pluralité et la liberté de la presse et l'ensemble du débat public. La presse écrite est aujourd'hui la plus exposée, la plus affectée et la plus vulnérable. Sa place est pourtant centrale dans le paysage médiatique, tant elle est nécessaire pour favoriser - maintenant que l'information est instantanée - l'analyse, le reportage, l'enquête et autres genres journalistiques approfondis».*

«Des maisons de presse comme La Presse ou Assabah, pour ne citer que ces pionnières, constituent des institutions aussi prestigieuses et relèvent du patrimoine national, ajoute Bghouri. Les laisser se débattre dans le déficit financier au risque de couler sera désastreux. Les sauvegarder, ainsi que les autres, relève de l'intérêt public. L'aide publique doit cependant être bien ciblée, exigeant une bonne gouvernance et une totale transparence. Nous avons besoin de médias rentables et forts qui garantissent la production au quotidien d'une presse de qualité. Tout un débat à engager !».

«La première étape, estime le président du syndicat des journalistes, c'est la désignation auprès du chef du gouvernement d'un vis-à-vis dûment habilité à traiter du dossier des médias dans toutes ses dimensions. Nous avons des problèmes juridiques, techniques, financiers, statutaires et autres qui ne sauraient attendre davantage et doivent être immédiatement pris en charge. Lorsque le toit risque de tomber, c'est sur nous tous, sans distinction, journalistes, maquettistes, techniciens, administratifs et employeurs ! Il y a urgence en la demeure !». ■



Mobilier de Bureaux



Route de la soukra, KM 13,
2036 Sidi Fraj, Tunis - Tunisie
Tél : 71 863 611
Fax : 71 863 592
meubles@interieurs.com.tn
www.interieurs.com.tn

Trop de médias tue les médias ?

Avec 11 quotidiens, 32 hebdomadaires, 40 périodiques, 13 chaînes TV et 46 stations radio auxquels s'ajoutent deux bonnes douzaines de journaux électroniques, le paysage médiatique tunisien est-il saturé ? Le bassin publicitaire tunisien est-il suffisamment fourni pour contribuer au financement de tant de supports ?

Si pour la presse écrite et électronique, point d'agrément n'est exigé, l'audiovisuel reste assujéti à la licence de la Haica. La haute instance se soucie-t-elle de la viabilité de l'entreprise qu'elle autorise à émettre ? Délivre-t-elle «trop» de licences?

Les avis sont partagés

«D'un côté, nous avons des investissements publicitaires qui se font de plus en plus rares à cause d'annonceurs plus prudents et plus méfiants et de l'autre, nous avons une prolifération disproportionnée du nombre de médias privés autorisés à opérer à travers des autorisations délivrées par des instances indépendantes supposées être des instances de régulation (l'Inric et la Haica)», déplore Lotfi Zeghdana, directeur général de Shems FM. «Ces instances "indépendantes", ajoute-t-il, ont failli à leur mission d'instances de régulation, en instaurant des cahiers des charges totalement dépourvus de sens, démontrant ainsi une méconnaissance du marché publicitaire et des médias. Certains articles des cahiers des charges et des protocoles d'accord tendent à freiner l'investissement de façon générale et les investissements publicitaires en particulier... Il faudrait annuler les cahiers des charges mis en place par la Haica et arrêter la délivrance d'autorisations d'émettre jusqu'à la publication définitive du résultat de l'étude sectorielles.

«Un petit détour par les licences "distribuées" par la Haica s'impose également, souligne pour sa part Olfa Tounsi, fondatrice de Cap FM. Nous sommes en effet amenés à faire face à un encombrement et bien souvent à un monopole de la scène médiatique de la part de chaînes télévisées et radios privées ne répondant à aucune norme légale, se permettant néanmoins de nous pousser dans une concurrence déloyale et immorale».



Naoufel Ben Rayana, fondateur d'Express FM, est plus nuancé. «L'octroi (parfois démagogique) des licences pour des radios «régionales» n'obéit pas à une logique économique et démographique puisqu'on oublie que 70% de la population tunisienne vit dans les régions côtières, déclare-t-il à Leaders. Il ne faudrait pas perdre de vue que la population (donc l'audience) de certains gouvernorats réunis ne dépasse pas celle d'un seul quartier populaire de Tunis ou à la périphérie des grandes villes. On oublie souvent qu'un média est avant et après tout une entreprise qui a des charges (surtout fixes) importantes qu'elle devra couvrir par des recettes conséquentes. Et, donc, elle a besoin de taille minimale critique pour survivre!».

«Cela dit, affirme-t-il, je suis dans l'absolu pour la liberté de création de médias, et d'entreprises en général, et que le meilleur gagne. Toutefois, le corollaire à cette liberté est de ne pas freiner le développement des stations existantes en les empêchant d'aller de l'avant dans leur croissance interne ou externe. Alors que, si on regarde de près les nouveaux cahiers des charges des radios et télévisions, on verra que certains articles sont d'une époque révolue et à mon avis, ils ne vont pas tenir longtemps face à la réalité économique, face aux avancées technologiques du secteur et face au droit de la concurrence, etc. Les restrictions imposées aux médias au niveau de leurs actions économiques, au lieu de protéger la scène médiatique, menacent leur indépendance éditoriale et financière et favorisent l'entrée d'affairistes aux intérêts douteux dans le secteur!».

PROJET AVENIR

Retraite

Une autre vision de la retraite



Gagnons l'avenir, ensemble



Pour tous vos envois des colis urgents en import & export
Choisissez le leader mondial de la livraison Express

**Accessible 24 h / 24 - 7 jours sur 7
via son vol cargo inclus le dimanche**

Avec une garantie de réception le lendemain dans toute l'Europe
Commandez, réservez, et bénéficiez des tarifs exceptionnels



TM
LW

EXPRESS LOGISTIC

Spécialiste du transport Express International

Call center : 82 107 777

www.ups.com

Nouri Lajmi

Président de la HAICA

Remettre en cause un modèle qui a montré ses limites

La viabilité économique des médias est une question de première importance, non pas seulement en Tunisie mais dans de nombreux pays. C'est une préoccupation majeure de l'Unesco qui, au mois de juin dernier, organisait une table ronde sur ce sujet. Sachant qu'on ne peut pas parler du rôle des médias, de leur indépendance, de la liberté de la presse, etc., si ces derniers sont confrontés à des difficultés financières qui risquent de mettre en péril leur propre avenir.

Il faut dire que les médias, notamment audiovisuels, passent par une situation difficile. D'un point de vue économique, les changements intervenus dans le domaine des médias et les progrès technologiques, la numérisation de l'information et la multiplication de l'offre et des supports, la diversité des modes de diffusion et les énormes possibilités de l'Internet, ont créé un nouvel environnement auquel les médias n'ont été, dans la plupart du temps, ni préparés ni outillés. Il faut rappeler que les médias audiovisuels en Tunisie, comme partout ailleurs, sont désormais confrontés à un changement de paradigme qui les oblige à se doter des moyens nécessaires pour faire face à ces

nouveaux défis. Ils doivent mettre en place une nouvelle stratégie qui tienne compte des bouleversements techniques prodigieux et de la multiplication des chaînes et des programmes et par conséquent de la concurrence.

Mais cette stratégie qui doit reposer bien évidemment sur la bonne gouvernance, la bonne gestion des ressources, et sur de bonnes compétences en matière de marketing, devrait aussi — et c'est important — se soucier de l'amélioration du contenu et des programmes, du respect des règles du métier et de la déontologie. Elle doit favoriser également la mise en place, au profit du personnel journalistique et technique, de conditions de travail susceptibles de les inciter à la création et à l'innovation. C'est en remettant en cause le modèle actuel, qui a montré ses limites, que les médias peuvent espérer attirer de nouveau les annonceurs qui commencent à migrer vers d'autres supports plus interactifs et plus inventifs. ■



Le petit livre rouge de Julia Cagé pour «sauver les médias»



Normalienne, titulaire d'un doctorat de Harvard et professeur d'économie à Sciences Po, Julia Cagé surprend les spécialistes en économie des médias les plus érudits par un petit livre rouge qui balaye d'un revers de la main toutes nos certitudes. «*Nous vivons le meilleur et le pire des temps*», écrit-elle d'emblée dans *Sauver les médias* (Editions du Seuil, 2015). Le meilleur, une transformation profonde de cette «industrie» qui épouse un statut de bien public, tout comme celui de la culture ou du savoir. Le pire, elle perd lecteurs, annonceurs, journalistes, qualité, objectivité,

indépendance et liberté. Avec au passage, nombre d'illusions qui passent à la trappe.

Chiffre à l'appui, elle démontre la baisse de toutes les courbes, déplore les nouveaux cimetières de titres de presse, de stations radio et chaînes télé, s'émeut du nombre des licenciements affectant essentiellement les journalistes. Les indicateurs puisés à de bonnes sources sont inquiétants. Julia Cagé passe aussi en revue les différents systèmes d'aide de l'Etat à la presse de par le monde. Sa préférence va nettement en faveur de l'aide ciblée qui bénéficie le plus aux plus démunis. Et sa conclusion plaide en faveur d'un nouveau statut des médias, sous forme de société sans but lucratif, un croisement entre le public et le privé, le marché et l'Etat.

A lire absolument.

Mustapha Ben Letaief

PDG de l'Établissement de la télévision tunisienne

Télévision tunisienne, un cas spécifique

Avec 1 230 salariés dont 162 journalistes, un budget plombé à plus de la moitié par la masse salariale, 28 MD de dettes et toute une refonte institutionnelle et managériale à entreprendre, la Télévision tunisienne rame à assurer une mission de service public à la mesure des nouvelles attentes. Les projets ne manquent pas : une chaîne parlementaire, d'autres chaînes thématiques, une web TV et autres. Mais, il y a tout le quotidien à assurer. Financée essentiellement par la redevance et une dotation d'équilibre consentie par le budget de l'Etat, elle peine à boucler ses comptes. Diagnostic et solutions par son PDG, Mustapha Ben Letaief.

La Télévision nationale souffre des séquelles de plusieurs décennies de gestion irrationnelle et de mauvaise gouvernance en liaison avec le contexte autoritaire et du fléau croissant de la corruption, particulièrement durant les trois dernières décennies. Cette situation, conjuguée avec le contexte transitionnel très instable après 2011 marqué par la perte de boussole politique et la confusion entre liberté et anarchie, n'a pas facilité les choses.

Aujourd'hui les difficultés sont multiples:

- situation financière très délicate avec des dettes héritées de 28 million de dinars environ,
- des comptes non approuvés depuis plusieurs années
- une masse salariale très élevée →



SNIPE (La Presse & Assahafa)

- Capital social : 5 525 760 DT
- Date de création (SNIPE) : 1974
- Effectifs : 427
- Dont journalistes et autres affectés à la rédaction : 108

Répartition du chiffre d'affaires

- Publicité : 78%
- Sponsoring : 0%
- SMS : 0%
- Ventes : 20%
- Autres : 2%
- Résultat de l'exercice : Déficitaire
- PDG : Belgacem Tayaa

Dar Al Moussawar

- Capital social : 300 000 DT
- Date de création : juin 2011
(le journal paraît depuis 1985)
- Effectifs : 10

Répartition du chiffre d'affaires

- Publicité : 50%
- Sponsoring : 0%
- Ventes : 50%
- Autres : 2%
- Résultat de l'exercice : Déficitaire
- Gérant : Amor Touil

Al Fajr

- Capital social : NC
- Date de création : mai 2011
- Effectifs : 12
- Résultat de l'exercice : Déficitaire



DS AUTOMOBILES

SPIRIT OF
AVANT-GARDE

EXISTE EN DEUX COLORIS :
VERT ÉMERAUDE POUR VOUS,
VERT DE JALOUSIE POUR LES AUTRES.

DS 3

S'installer au volant de DS 3, c'est profiter d'un bijou à l'éclat vert émeraude. Raffinée et ultra personnalisable, votre DS 3 embarque toutes les technologies les plus innovantes.



DS préfère TOTAL

NOUVEAU DS STORE AUX BERGES DU LAC, TUNIS.

Spirit of avant-garde = L'esprit d'avant-garde. Dans la limite du stock disponible. Photos non contractuelles.

www.driveDS.tn



Prochainement Disponible

VISA PLATINUM BUSINESS

Accédez à la classe BUSINESS PREMIUM

En plus d'une gestion optimisée de vos frais professionnels, faites bénéficier votre entreprise et vos collaborateurs de services bancaires et extra-bancaires de haut niveau et profitez d'une multitude d'avantages exclusifs auprès de prestataires se trouvant dans le monde entier.



→ représentant environ 54 % du budget

- des recettes publicitaires en recul devant une concurrence de plus en plus acharnée et une aide de l'Etat insuffisante compte tenu de la situation des finances publiques dans le contexte actuel.
- des sureffectifs importants (1 230 environ), mais à cause d'une politique de recrutement peu rationnelle et peu ciblée, l'entreprise souffre de manque de compétences dans certaines fonctions clés comme l'audit interne, les finances, la gestion des stocks, GRH, la formation, les marchés et l'approvisionnement, la communication, le marketing, le webmaster, la direction artistique...).

Cela rejaillit sur l'organisation et la gestion qui souffre notamment des maux suivants : absence de tableau de bord de gestion, de manuels de procédure, de gestion prévisionnelle, de grille des métiers, de normes de production, de plan d'amortissement des équipements de production, faiblesse de la culture de la planification et de l'évaluation...).

- problème de qualité des contenus lié à des questions d'imagination et d'inventivité mais également de motivation et de moyens
- vétusté des principaux équipements techniques qui remontent pour l'essentiel à 2001. La Télévision tunisienne est l'une des dernières dans les pays arabes ne diffusant pas encore en haute définition.

Certes les décrets-lois 2011-115 et 116 constituent des progrès substantiels réduisant les interférences externes mais le cadre juridique propre à la Télévision tunisienne demeure inadapté avec une loi remontant à 2007 et les décrets lui succédant, un statut et un organigramme obsolètes.

Il y a aussi une certaine résistance au changement et certaines forces refusent tout changement ou rationalisation et bloquent les réformes par crainte de remise en cause de positions ou d'intérêts particuliers pas toujours légitimes. Les difficultés sont ainsi énormes et demandent un travail de longue haleine et une volonté réelle de changement appuyée par les pouvoirs publics et la société civile.

La Télévision tunisienne a besoin d'une vision claire et d'un projet audacieux, en prise avec son époque (mutabilité). Parce que le pays, le paysage audiovisuel et la technologie (HD et THD) ont changé. La télévision publique est un enjeu politique majeur en tant qu'élément fondamental de notre identité culturelle et de notre vision démocratique lieu où se crée une culture et s'exprime le «*vivre ensemble*».

Ses fonctions sont multiples, mais sa spécificité de média public lui impose indépendance, singularité, éthique et intérêt général.

La feuille de route pour l'entreprise porte sur une nouvelle grille, un nouvel organigramme, un texte relatif aux contrats audiovisuels, le lancement d'une chaîne parlementaire, la concertation sur la stratégie pluriannuelle (contrat-programme), la mise en place de programmes éducatifs et le lancement d'un site web d'info interne

Un contrat-programme pluriannuel, parallèlement au plan national de développement, avec une stratégie de réforme, devrait être élaboré d'ici la fin de l'année et proposé pour négociation et signature aux pouvoirs publics compétents.

Ce contrat, une sorte de business plan, devrait fixer les obligations, les objectifs de l'entreprise et les moyens nécessaires à leur atteinte ainsi que les engagements des pouvoirs publics avec un suivi et une évaluation périodique réguliers. Il devrait constituer le référentiel pour rationaliser l'organisation et la gestion, réformer des statuts de l'entreprise et de son personnel, mettre en place des stratégies de rationalisation et de formation des ressources humaines et de gouvernance financière et de financement, notamment l'aide publique, la publicité, la production de contenu, moderniser les équipements, réviser la réglementation, diversifier les programmes, lancer d'autres chaînes, notamment une chaîne parlementaire et la web TV. ■

La Gazette du Sud & Shams Al Janoub

- Capital social : NC
- Date de création : 1975
- Effectifs : 10

Répartition du chiffre d'affaires

- Publicité : 20%
 - Sponsoring : 0%
 - Ventes : 10%
 - Autres : 70%
- (abonnements)
- Résultat de l'exercice : Déficitaire, pour la première fois depuis 40 ans
 - Gérant : Ali Baklouti

Internet Management Groupe SA (Web manager center)

- Capital : 150.000 dinars

Répartition du chiffre d'affaires

- Publicité : 90%
- Autres : 10%
- Résultat de l'exercice : Déficitaire
- PDG : Hachemi Ammar

Digital Media Company (Business News)

- Capital : 100.000 DT
- Date de création : 2007
- Effectifs : 22 dont 18 à la rédaction

Chiffre d'affaires :

- Publicité : 100%
- Résultat financier de l'exercice : excédentaire
- PDG : Nizar Bahloul

Questions au gouvernement

S'

S'il n'a pas eu jusque-là le temps de s'en occuper, le chef du gouvernement, Habib Essid, doit s'y pencher sérieusement dans les délais les plus brefs. Le dossier du secteur de la communication est aussi urgent qu'important. Ses prédécesseurs, chacun pour de propres raisons, ont privilégié leur communication à soigner, essayant d'entretenir — pas toujours — de bonnes relations avec les différentes corporations et les multiples acteurs. Quelques menues améliorations ont été obtenues, sans pour autant que les questions de fond soient traitées.

Mehdi Jomaa a raté l'occasion de le faire. Il voulait s'adjoindre un conseiller chargé des questions « techniques » du secteur, qui prendrait le relais, sous une nouvelle formule, de l'ancien ministère de la Communication. Les attributions sont multiples : tutelle administrative des entreprises publiques (*La Presse*, *Assahafa*, l'Agence TAP, la Radio et la Télévision tunisiennes, le Centre de



documentation nationale, etc.), celle des médias totalement ou partiellement confisqués (Radio Zitouna, Dar Assabah à 70%, Shems FM à près de 90%, etc.). Mais aussi l'octroi de la carte professionnelle, l'accréditation des journalistes étrangers et correspondants de presse, les relations avec la Haïca, les syndicats des journalistes et directeurs de journaux, les questions juridiques, l'aide de l'Etat, la publicité publique et les abonnements, etc. Un bon candidat, universitaire et expert international



reconnu, à l'époque chargé de mission déjà au cabinet, avait été pressenti, un premier entretien a même eu lieu, puis c'est tombé à l'eau. L'urgence du quotidien l'avait, disons, emportés. Habib Essid a aujourd'hui à ses côtés un directeur de cabinet, Taieb Youssefi, qui est issu du milieu. Ancien journaliste, conseiller de presse et PDG de l'Agence TAP, il connaît bien le secteur. Dhafer Néji, conseiller pour la culture et la communication, sera également utile. Mais la désignation d'un conseiller →

MDINFO (Tunisie numérique)

- Capital : 80.000 DT
- Date de création : 2011
- Effectifs : 15 dont 10 à la rédaction

Chiffre d'affaires

- Publicité : 100%
- Résultat financier de l'exercice : équilibré

African Web Company (Il Boursa)

- Capital : 5.000 DT
- Date de création : Septembre 2012
- Effectifs : 3

Chiffre d'affaires

- Publicité : 90%
- Autres : 10% (développement informatique)
- Résultat financier de l'exercice : excédentaire
- Gérant : Ismail Ben Sassi

Express FM

- Date de création : 2010
- Effectifs : 80 personnes dont une cinquantaine de permanents

Répartition du chiffre d'affaires

- Publicité : 80%
- Sponsoring : 20%
- Résultat de l'exercice : Non communiqué
- Gérant : Naoufel Ben Rayana

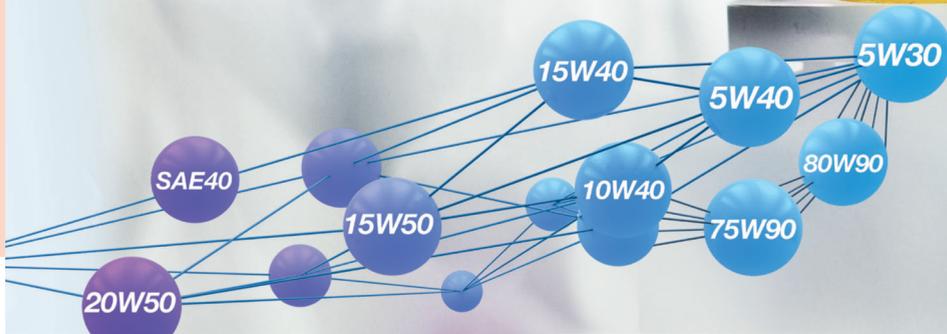


Agil lubrifiants

Notre expertise jusqu'au cœur de votre moteur

Forte de son partenariat avec la société ENI dans la technologie des lubrifiants et de son équipe professionnelle, AGIL offre à ses clients des lubrifiants de haute performance répondant aux exigences des normes internationales pour satisfaire tous les secteurs d'activités (auto-traction, industrie, marine, agriculture et pêche...)

AGIL est certifié ISO 9001 : 2008

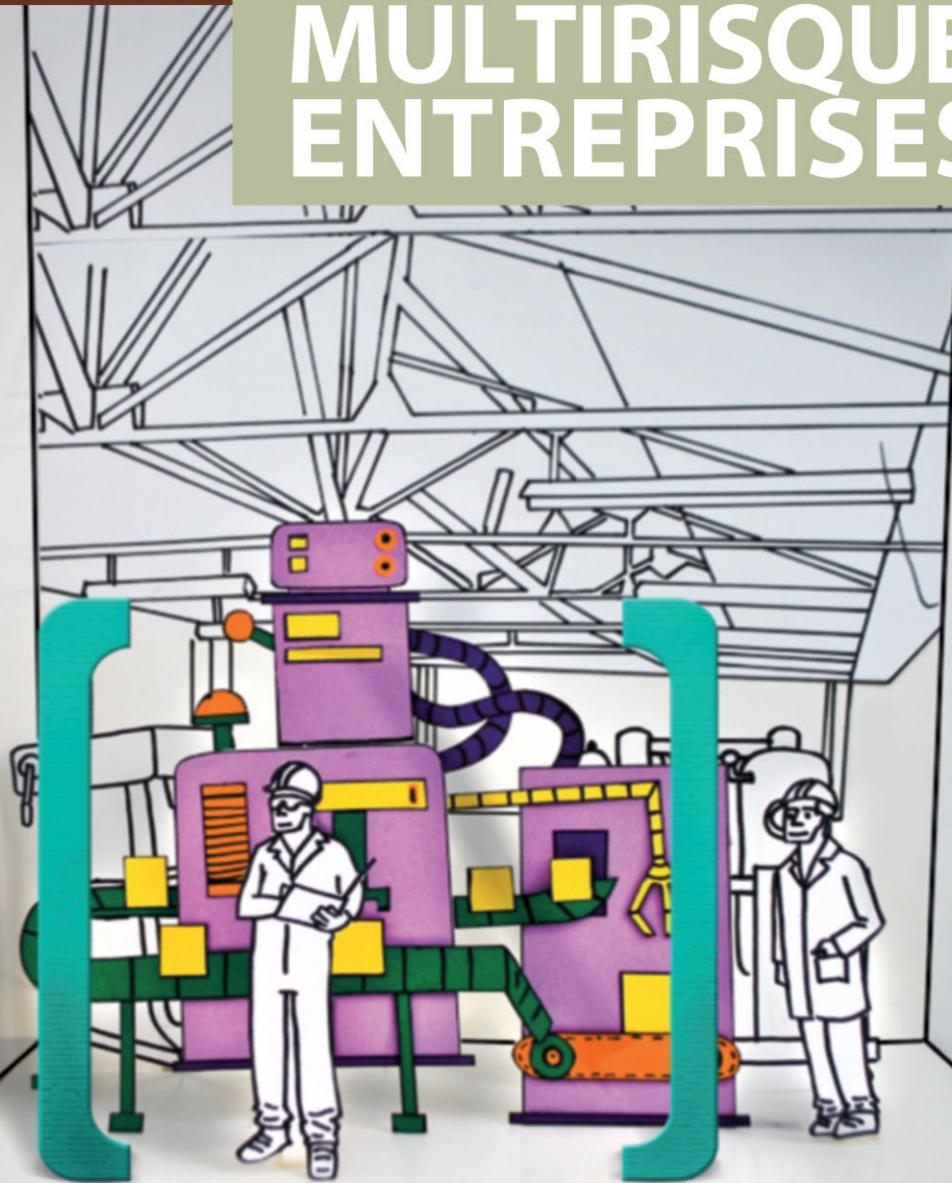


Lubrifiants AGIL ... Technologie



C H A R I K A T Y

MULTIRISQUES ENTREPRISES



GREY

PROTÉGEZ LE PATRIMOINE DE VOTRE ENTREPRISE.

Assurez la pérennité de votre entreprise au quotidien !

CARTE ASSURANCES vous propose son contrat d'assurance Multirisques Dommages

CHARIKATY : une couverture complète de votre entreprise en cas d'incendie, d'explosion, de vol, des dégâts des eaux. ...

Vous disposez, par le biais d'un seul et même contrat, de garanties indispensables et performantes, conformes à vos besoins.

Plus de détails sur notre site internet.

www.carte.tn

On vous l'assure.



→ technique qui se consacrera à la tâche est vivement souhaitée. Il lui appartiendra de dépoussiérer les dossiers et d'instaurer la concertation avec les parties concernées.

En attendant, *Leaders* a adressé les questions suivantes au cabinet du chef du gouvernement. Les délais de bouclage étant limités et les questions exigeant sans doute des décisions officielles, nous publierons les réponses dès leur réception.

- 1.** Comment le gouvernement exerce la tutelle administrative, juridique et technique sur le secteur de la communication ? A travers quels mécanismes et avec quels moyens ?
- 2.** Comptez-vous prendre des mesures concrètes pour réorganiser le dispositif de l'aide de l'Etat aux entreprises de presse, en appui direct et incitations fiscales et parafiscales à l'investissement et la modernisation des équipements ?
- 3.** La redevance sur les postes radio et récepteurs TV est-elle suffisante pour subvenir aux besoins des médias publics et sera-t-elle élargie au bénéfice des médias privés ? Sous quelles conditions ?
- 4.** La gouvernance des médias publics et des médias confisqués sera-t-elle révisée ? De quelle manière ?
- 5.** Quelle stratégie sera décidée en faveur de l'Agence TAP ? ■

Presse régionale

Peut-on encore sauver les derniers mohicans ?

Un à un, les quelques rares titres de la presse régionale se sabordent en silence, dans l'indifférence. Le doyen, *Al Canal* (Bizerte), fondé par Salah Dridi, en 1967, *Al-Ribat* (Sousse), Sabra (Kairouan) et bien d'autres se résignent à cesser de paraître. Seuls trois titres résistent encore : *La Gazette du Sud* et *Chams Al Janoub* (Sfax), fondés il y a quarante ans par Ali Baklouti, et *Al Jazira* (Djerba) de Lotfi Jeriri (1980). Quant au *Miroir du Centre* (Sidi Bouzid), lancé par Mahmoud Horchani en 1981, il est sous réanimation. Aux grands maux nationaux, s'ajoutent l'étroitesse du lectorat et des annonceurs locaux ainsi que toutes les difficultés d'impression.

«L'aide de l'Etat à la presse est quasiment absente depuis la révolution, déclare Ali Baklouti. La publicité : à son plus bas niveau. Le recrutement des journalistes : extrêmement difficile. Les abonnements : les structures publiques les déclinent. Accès à l'information : rien n'a véritablement changé!». Le tirage est limité : entre 2 500 et 3 000 exemplaires pour un gouvernorat de plus de 1 million d'habitants, 80 000 étudiants, 6 000 enseignants et 2 500 entreprises. L'équilibre de ses deux titres est très précaire : il repose à 20% sur la publicité, 10% sur les ventes et 70% sur les abonnements. Avec une équipe réduite de 10 salariés dont deux journalistes permanents et une compression totale des charges, «le juste équilibre des comptes financiers était tenu jusque-là, dit-il amèrement. Pour la première fois depuis 40 ans, l'exercice sera déficitaire » !

Lotfi Jeriri n'est pas mieux loti. Son mensuel tabloïd *Al Jazeera*, très concentré sur l'île, tire à 7 000 exemplaires, mais ne compte que 3 000 abonnés. Les recettes publicitaires sont insignifiantes.

Quel avenir pour cette expression régionale et cette presse de proximité ? Qui s'en soucie ? ■

Tunisia Broadcasting (Shems FM)

• Capital	: 1 500 000 DT
• Date de création	: 2010
• Effectifs	: 110 dont +/-100 affectés à la rédaction et aux programmes
• Résultat de l'exercice	: Non communiqué
• Président du Conseil d'administration	: Khalil Laabidi
• Directeur Général	: Lotfi Zeghdana

Radio IFM

• Capital social	: 1 250 000 DT
• Date de création	: février 2012
• Effectifs	: 89
• Dont journalistes et autres affectés à la rédaction	: 108
Répartition du chiffre d'affaires	
• Publicité	: 100%
• Sponsoring	: 0%
• SMS	: 0%
• Autres	: 2%
• Résultat de l'exercice	: Déficitaire

Radio Med

• Capital social	: 500 000 DT
• Date de création	: mai 2015
• Effectifs	: 86
• Dont journalistes et autres affectés aux émissions	: 42
• Directeur général	: Zouhour Essid

Qu'en pensent les journalistes ?

Ils ne sont pas dans «*les secrets des dieux*» quant à la situation financière de leurs employeurs, mais les journalistes interrogés par *Leaders* sont unanimes. Tous affirment leur vœu d'exercer dans des entreprises prospères qui les payent convenablement, les fidélisent et leur offrent de bonnes conditions de travail. Ils ne vont pas jusqu'à demander le remboursement de notes de frais pour leur documentation, des voyages d'études et d'investigation et autres, mais se contentent du minimum dont jouissent leurs confrères à l'international. «*Je ne veux pas attendre une invitation pour partir à l'intérieur du pays ou à l'étranger effectuer un reportage ou recueillir une interview*», affirment plus d'un. Mon entreprise doit assurer la prise en charge de tous mes frais et me laisser travailler ainsi en toute indépendance et dans des conditions convenables, ajoutent-ils d'une même voix.

La réponse de Mohamed Boughalleb (Radio nationale) est particulièrement significative. «*C'est la première fois, en vingt ans d'exercice professionnel, qu'on m'interroge sur mes conditions de travail. Elles sont en dessous de la moyenne. Ni bureau convenable, sans bestioles, régulièrement visité par une femme de ménage, ni connexion internet à haut débit sans discontinuité, ni même de quoi écouter la station radio où je travaille. C'est vous dire...*», confie-t-il amèrement à *Leaders*.

Subit-il des pressions, des influences dans son travail. «*Je suis adepte d'une bonne formule : n'ouvre pas tes fenêtres pour éviter le vent ! Tous en fait veulent vous «aider», vous «orienter». Et c'est là la responsabilité du journaliste attaché à son éthique. Comment faire ? Je réponds parfois par le silence, d'autres en opposant un niet catégorique, mais aussi en esquivant la question.*

Au nom de qui parle-t-il ? Mohamed Boughalleb est direct : «*En mon nom propre, en celui de mes deux enfants et de ceux de tous les simples citoyens !*» Son verdict final est sans appel : «*Une presse libre a besoin d'entreprises puissantes, à même de survivre et prospérer ! Telle doit être la règle, sans exception.*»

Wassim Benlarbi

Expresso a su se créer un auditoire fidèle sur Express FM. Elle le doit en bonne partie à Wassim Benlarbi, passage incontournable pour la communauté



économique et financière, mais aussi politique et diplomatique. Quand on l'interroge sur ses conditions de travail, il reste très courtois. «*Oui, il faut renforcer les équipes, savoir respecter les attachés de presse pour ne pas les froisser, mais sans pour autant tomber dans leur giron, la seule pression subie, c'est celle de l'actualité...* ». Se sent-il libre ? «*Grâce à Dieu, oui sinon le quotidien serait un enfer !*»

Walid Besbes

Il est constamment entre Sousse, siège de Jawhara FM où il officie en tant que directeur des programmes, et Tunis où il traque l'info, lorsqu'il n'est pas entre deux avions. Walid Besbes est heureux.



Le nouveau siège de la radio, moderne et fonctionnel, lui plaît beaucoup. Des pressions, surtout en périodes électorales, mais il a appris à s'y soustraire.

Il y a aussi l'interventionnisme de certains annonceurs qu'il sait éconduire poliment. Certains veulent aussi connaître la source de certaines infos, en vain. Walid s'inscrit avec toute l'équipe dans une chaîne d'excellence qui doit innover, capter l'auditeur et créer de la valeur. C'est à ses yeux l'unique règle de la réussite dans une radio. ■

DCP-T300

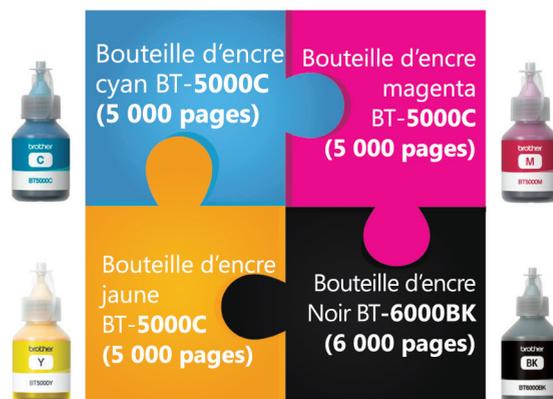
brother®
at your side



InkBenefitPlus

Imprimante Multifonction jet d'encre couleur **3-en-1**
Fiabilité, haut volume d'impression
et un coût ultra-faible
système de réservoirs d'encre rechargeable

- ✓ Ecran LCD 1 ligne
- ✓ **Vitesse d'impression:**
Jusqu'à 11 ipm en N&B
et 6 ipm en couleur
- ✓ **Mémoire:** 128 Mo
- ✓ **Bac papier standard:**
100 feuilles
- ✓ Recto-Verso automatique



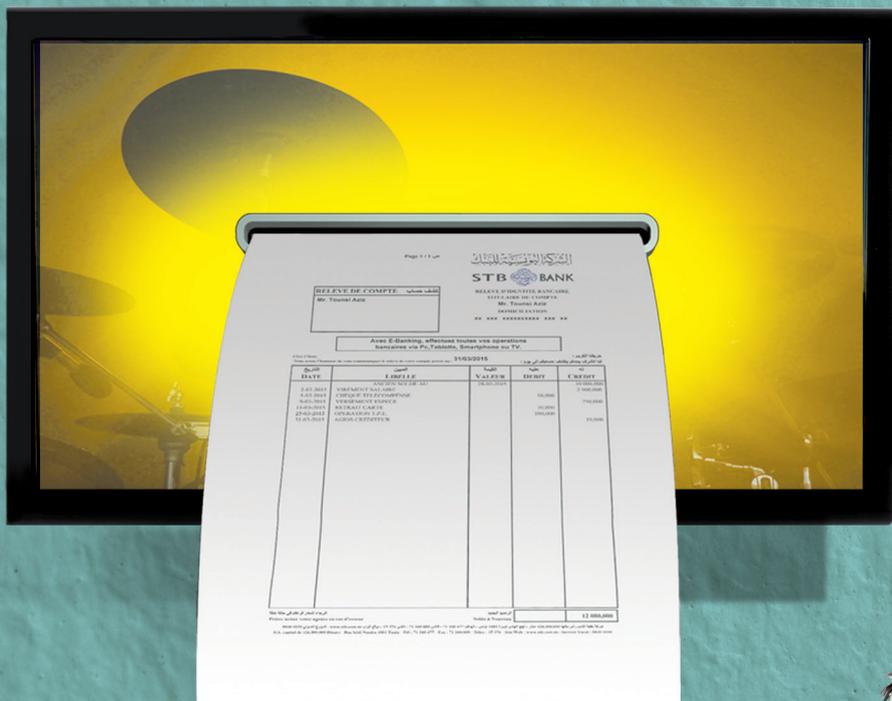
🏠 R. 101, imm. Goldina 1053,
Berges du Lac, Tunis - Tunisie

☎ (216) 71 86 25 99
📠 (216) 71 86 24 95
✉ info@mib.com.tn

MIB®
TECHNOLOGY PROVIDER

STB NET ^{2ème Version}

Votre compte sur tous vos écrans



Effectuez toutes vos opérations bancaires dans le confort de votre foyer ou au bureau. C'est possible grâce à la nouvelle version **STB NET** via votre PC, tablette, smartphone ou **pour la première fois en Tunisie sur TV**

STB  BANK

Partis politiques et organisations

La presse d'opinion se meurt

Chacun veut avoir son organe de presse, surtout en période électorale. Mais rares sont ceux qui résistent aux charges financières et à l'impératif de respecter la périodicité en fournissant un contenu de qualité. Commençons par un tour en kiosque pour savoir qui édite quoi. Des surprises peuvent vous attendre.

Assahoua, qui paraît régulièrement depuis maintenant près de quatre, est l'hebdomadaire de tendance chiite, bien affichée

Attahrir, comme son nom l'indique, est l'organe de Hizb Attahrir. Confronté à des difficultés financières, il est édité parfois sous forme numérique

Sawt Echaab est l'hebdomadaire du Front populaire Attariq Al Jadid est publié par Al Massar

Al Fajr est l'organe d'Ennahdha. Dans la catégorie organes d'organisations nationales, nous trouvons :

Al Bayane, Utica

Echaab, Ugtt

Errihane, Union des agriculteurs.

Qu'en est-il de leurs finances, de leurs difficultés et des solutions qu'ils proposent ?

Mohamed Fourati, rédacteur en chef d'*El Fajr*, ne s'en cache pas. «*Notre hebdomadaire, réapparu en mai 2011, est déficitaire. Edité par une SARL qui emploie 12 salariés permanents, il subit les difficultés des autres médias et le tarissement des annonces publicitaires, encore plus marqué. Mais nous avons la mission d'offrir un espace d'expression et de rendre compte des activités du mouvement, et nous l'assumons.*

Même détresse affichée à l'Utica qui édite l'hebdomadaire *Al Bayane*. Fondé en décembre 1977 par Habib Majoul, sous la direction de Ferjani Belhaj Ammar, il devait inaugurer un nouveau mode de presse généraliste, populaire, attractif qui ne réserve qu'une page à l'information de la centrale patronale. Le succès était rapidement au rendez-vous. La rédaction en chef confiée d'abord à Slaheddine El Amri avant qu'il ne lance son *Anwar* puis *Ech-chourouk*, sera assurée pendant près de 30 ans par Hédi Béhi. Il saura, lui, trouver la bonne formule qui le hissera en top N°1 des tirages avec un rythme de croisière de 150 000 exemplaires. Le journal dégage des bénéfices et s'achète un lot de terrain à la zone industrielle d'El Meghira pour y construire son imprimerie.

«*On en est bien loin, se désole aujourd'hui Naceur Jeljli, membre du bureau exécutif de l'Utica et président de la Fédération du papier, chargé du dossier. Le tirage se réduit considérablement, la publicité aussi. Le bilan est déficitaire depuis des années. La situation est inquiétante et nous nous y penchons sérieusement.*

Mounir Charfi, à la tête d'*Attarik Al Jadid*, n'est pas mieux servi. «*Vous connaissez les difficultés de la presse d'opinion et surtout celle militante des partis. Je me demande jusqu'où peut aller le bénévolat de l'équipe. Chaque nouvelle parution relève du miracle. Mais, nous tenons le coup.*

Où sont passés *Al Markef*, animé autour d'Ahmed Néjib Chebbi par Maya Jeribi, Rachid Khechana, Issam Chebbi et autres militants de tous bords, *Ar-Raï* et *Démocratie*, fondés par Hassib Ben Ammar, *Le Phare* d'Abdeljelil Béhi et tant d'autres journaux courageux et de qualité ?

L'opinion se fait de plus en plus silencieuse. La presse d'opinion se meurt. ■



BCE en visite officielle
**La Suisse qu'on
ne connaît
jamais assez**





Après la Suède, les 5 et 6 novembre, c'est en Suisse que le président Béji Caïd Essebsi se rendra, à la fin de ce mois, en visite officielle. Un pays si proche, qu'on croit si bien connaître, mais qui nous réserve sans cesse, au-delà des images reçues, un émerveillement renouvelé.

A chacun sa Suisse, en fait : l'ONU, les agences spécialisées, la Fifa et le CIO, la Croix-Rouge et les ONG, pour les uns, les banques et les affaires pour d'autres, mais aussi les études, les vacances, la beauté des sites et la bonté des Suisses, surtout. C'est ce pays proche et ami que visitera le président Caïd Essebsi.

«*Visite stratégique*», nous confie-t-on depuis Carthage, «*très attendue et prometteuse*», nous dit-on à Berne. Elle est riche en significations. Qui peut oublier la dénonciation en direct de la dictature de Ben Ali, à Tunis même, lors du SMSI en 2005, par le président de la Confédération suisse ? Qui peut omettre aussi le soutien effectif apporté par la Suisse à la Tunisie au lendemain même de la révolution ?

L'ambassadeur de Suisse, Adam Rita, nous le rappelle dans l'interview qu'elle accorde à *Leaders* et présente les différents projets de coopération bilatérale.

La Suisse, c'est le pays de résidence de près de 20 000 Tunisiens, dont la moitié ont obtenu la nationalité, comme nous l'indique l'ambassadeur de Tunisie à Berne, Mourad Bourehla.

Pour développer les échanges entre opérateurs économiques des deux pays, une Chambre de commerce et d'industrie tuniso-suisse a été créée. Son président, Samir Khouja, évoque ses activités.

Un autre volet, fort important, les étudiants tunisiens en Suisse. Près d'un millier de nos jeunes poursuivent actuellement leurs études supérieures en Suisse. Focus sur l'un des établissements phares, l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Parmi ses diplômés figurent notamment Khalil Ladjimi, ancien ministre du Tourisme, les frères Bayahi, Jalel Henchiri, Fathi Hachicha, Khelil Chaïbi, et bien d'autres. Cette année, onze ingénieurs en ont été diplômés. Ils ont bien voulu nous livrer leurs témoignages. Ils viennent renforcer l'association des anciens élèves tunisiens de l'EPFL. Une antenne de Tunis de l'EPFL Alumni entend resserrer les liens entre eux. Son président, Khelil Chaïbi, s'y déploie avec une bonne équipe.

Et pour clore ce dossier, un petit clin d'œil aux politiciens tunisiens qui ont des liens particuliers avec la Suisse : Bourguiba, Ben Salah, Tlili, Mzali et autres. →



Adam Rita
Ambassadeur de Suisse à Tunis

Une visite très attendue en Suisse, prometteuse

Elle vient juste de boucler, début octobre, sa première année en tant qu'ambassadeur de Suisse à Tunis, sans avoir un seul moment de répit. Adam Rita veut faire gagner du temps aux deux pays. Un long froid avait failli, sous l'ancien régime, geler leurs relations. La révolution et la transition démocratique sont venues donner à la Tunisie et à la Suisse de larges perspectives. Sur les traces de ses prédécesseurs, et maintenant que la voie est ouverte, l'ambassadeur Adam Rita se déploie sur plus d'un front pour renforcer la coopération bilatérale. La visite du président Béji Caïd Essebsi en Suisse ouvre une nouvelle page. Interview.

Pourquoi cette invitation et pourquoi maintenant?

Les relations diplomatiques entre la Suisse et la Tunisie sont anciennes, elles remontent au lendemain de l'indépendance. Mon pays décida de reconnaître immédiatement le nouvel Etat et d'y ouvrir une légation, transformée en ambassade en 1961. Suite à l'intervention du président Samuel Schmid lors du Sommet mondial sur la société de l'information 2005 à Tunis, dans laquelle il soulignait l'importance de la liberté d'expression, les relations



bilatérales ont temporairement connu le passage de quelques nuages pour reprendre avec une nouvelle dynamique en 2011. Après la révolution, le gouvernement suisse – le Conseil fédéral – a rapidement décidé de monter un programme de coopération avec les nouvelles autorités tunisiennes pour soutenir le pays sur son chemin de transition. De plus, les autorités suisses ont immédiatement bloqué les avoirs de l'ex-président et son entourage.

La présidente de la Confédération suisse, Mme Simonetta Sommaruga, porte un vif intérêt à la Tunisie, où elle s'est déjà rendue à plusieurs occasions, dont notamment lors de la cérémonie à l'occasion de l'adoption de la nouvelle constitution en janvier 2014. Avec la tenue des élections législatives et présidentielles, dont la transparence et le caractère paisible ont été salués dans le monde entier, un chapitre important de la période de transition s'est clos. La Tunisie est entrée dans une nouvelle phase, elle dispose désormais d'autorités élues chargées d'un mandat de cinq ans. Le moment est donc venu pour marquer nos relations bilatérales, qui sont excellentes, d'une visite au plus haut niveau. A juste titre, la récente attribution du prix Nobel de la paix au Quartette rend hommage aux énormes progrès réalisés dans le processus →



La Suisse en bref

Capitale: Berne

Population: 8,1 millions d'habitants. Sur les 8 millions d'habitantes et d'habitants, 23 % n'ont pas de passeport suisse.

Cantons : la Suisse est composée de 26 cantons, eux-mêmes divisés en plus de 2 300 communes. Les compétences politiques et législatives sont réparties entre la Confédération, les cantons et les communes. Ces derniers forment l'échelon de base de l'organisation politique de la Suisse. En vertu du principe de subsidiarité, la Confédération ne peut agir que sur la base d'une compétence qui lui est expressément reconnue dans la Constitution.

Langues : la Suisse possède 4 langues nationales : l'allemand, le français, l'italien et le romanche (le romanche est une langue à racines latines).

Système politique : le système politique suisse accorde une grande importance à la liberté de décision. Celle-ci s'exprime, d'une part, grâce au fédéralisme et, d'autre part, au travers de la démocratie directe. Le fédéralisme permet d'associer unité nationale et diversité culturelle dans un pays composé de plusieurs groupes linguistiques. Avec la démocratie directe, qui offre aux citoyens la possibilité de lancer des initiatives populaires (ayant pour objet une proposition de modification de la Constitution fédérale) et des référendums (ayant pour objet une loi adoptée précédemment par le Parlement), le fédéralisme est l'un des piliers du système politique suisse.

Le gouvernement suisse (Conseil fédéral) est constitué d'un collège de 7 membres élus par le Parlement. Elu pour un an, le président de la Confédération est « primus inter pares » (le premier parmi ses pairs) au sein du Conseil fédéral. Il dirige les séances du Conseil fédéral et se charge de certaines tâches de représentation. Le Parlement suisse est doté de deux chambres formant l'Assemblée fédérale. Les 246 députés sont élus directement par le peuple.

Fête nationale : 1er août

Education : la grande majorité des enfants accomplissent les 9 années de leur scolarité obligatoire à l'école publique de leur commune de domicile. Après leur scolarité, deux tiers des jeunes entament une formation professionnelle de trois ans (apprentissage). Le système de la formation professionnelle suisse est marqué par l'alternance entre théorie et pratique, en associant la formation pratique en entreprise à la formation théorique à l'école professionnelle. Environ un tiers font un baccalauréat et ensuite des études supérieures.

Géographie : la Suisse est divisée en 3 zones géographiques distinctes. Les Alpes représentent quelque 60% du territoire, le Plateau 30% et le Jura 10%. La Suisse possède 6% des réserves européennes d'eau douce. Environ 4% de la surface du pays sont recouverts de lacs ou de rivières.

Climat : à cause de sa situation centrale au cœur de l'Europe, la Suisse est au croisement de plusieurs grandes zones climatiques. La proximité de l'océan Atlantique influence fortement le climat suisse. Ce courant d'ouest a pour effet de tempérer les hivers comme les étés. Par ailleurs, les conditions climatiques varient fortement d'une région à l'autre en raison de la topographie et des différences d'altitude.

Economie : PIB : 78 432 francs par habitant en 2014 (soit 72 000 euros).

Les services représentent environ 72% du PIB suisse, dont 10,5% pour le secteur bancaire. La contribution de l'industrie au PIB s'élève à 27%, celle de l'agriculture à moins de 1%. En matière de recherche et innovation, la Suisse est très compétitive sur le plan international. Avec le Japon, la Suisse est le pays qui dépose le plus grand nombre de brevets par habitant. Le Global Innovation Index 2015, publié par l'Université Cornell, l'Insead et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), place la Suisse en première place des pays les plus innovants de la planète. La grande majorité (plus de 99%) des entreprises suisses sont des petites et moyennes entreprises (PME) et emploient moins de 250 personnes. La TVA suisse est la plus basse d'Europe. Son taux est fixé à 8% pour la majorité des biens et services. L'Union européenne est le principal partenaire économique de la Suisse.

Principales exportations : produits chimiques et pharmaceutiques, montres, machines.

Principales importations : produits alimentaires, produits biologiques, carburants.

Monnaie : Franc suisse.

Organisations internationales : la Suisse sert de havre pour les organisations internationales depuis plus d'un siècle, dont 25 organisations intergouvernementales, comme l'Office des Nations unies à Genève, l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation mondiale de la santé ou l'Organisation internationale pour les migrations ainsi que 250 organisations non gouvernementales et 150 représentations d'Etats étrangers. Par ailleurs, la Suisse, dépositaire des Conventions de Genève de 1949, est également le pays hôte du Comité international de la Croix-Rouge. ■

→ de démocratisation et à la contribution essentielle de la société civile tunisienne. Pendant toute cette phase critique, Béji Caïd Essebsi était parmi ceux qui s'engageaient activement en faveur de la résolution de conflits par le dialogue. La présidente Sommaruga est très heureuse qu'il ait accepté son invitation.

Où en est la coopération bilatérale et quels en sont les projets phares?

La Suisse est un partenaire de taille de la Tunisie, notamment dans le cadre du programme de coopération lancé après la révolution. Les premiers projets ont démarré en 2011 déjà. Dans l'intervalle, le programme a pris beaucoup d'ampleur; son volume financier s'élève actuellement à environ 40 millions de dinars par an. Ces moyens sont engagés par la coopération suisse dans trois domaines prioritaires, dont notamment la création d'emplois pour les jeunes. En effet, nous sommes convaincus qu'il est crucial de donner des perspectives aux jeunes Tunisiennes et Tunisiens, et nous souhaitons soutenir les autorités tunisiennes dans leurs efforts y relatifs. Depuis 2011, la Suisse a ainsi contribué à la création d'environ 12 000 emplois en Tunisie.

Concrètement, qu'est-ce que cela veut dire ?

Pour illustrer nos efforts, je peux citer un projet lancé en 2014 avec une organisation partenaire, Swisscontact, une fondation suisse proche du secteur privé qui promeut le développement économique. Dans le cadre de ce projet, Swisscontact a établi deux entreprises d'entraînement en Tunisie. Il ne s'agit pas d'entreprises dites «virtuelles», mais bien réelles, l'une d'entre elles par exemple dans le domaine des exportations. Ces entreprises d'entraînement emploient exclusivement des jeunes diplômés tunisiens. L'objectif consiste à compléter leurs connaissances théoriques par de premières expériences pratiques du monde du travail, notamment dans le domaine des «soft skills» (capacité de travailler en équipe, ponctualité, etc.), et ceci en vue de



Les Tunisiens de Suisse

Ils sont près de vingt mille Tunisiens résidant en Suisse, formant une communauté compacte, laborieuse et respectée. Près de la moitié ont acquis la nationalité suisse. Notre communauté est en hausse continue, indique à *Leaders* l'ambassadeur de Tunisie à Berne, Mourad Bourehla. Outre les nouveaux-nés (près de 450 par an), on constate un intérêt de la part d'un certain nombre de Tunisiens résidant dans des pays européens voisins, notamment l'Allemagne, la France et l'Italie, à vivre en Suisse. Ayant souvent la nationalité de ces pays, ils viennent s'installer en Suisse après avoir conclu des contrats de travail. Ceux qui viennent d'Allemagne s'installent souvent dans les cantons alémaniques, les autres préfèrent les cantons romands. Parmi ces vingt mille Tunisiens de Suisse, on dénombre 917 étudiants et 4 118 élèves (enfants de familles résidentes). Pour les autres, la répartition par occupation professionnelle est comme suit :

• Employés	: 8 412
• Cadres	: 392
• Professions libérales	: 1 900

La communauté tunisienne est bien intégrée en Suisse, plusieurs sont issus des premières immigrations des années 70, notamment des étudiants et cadres qui ont réussi à monter des affaires telles que agences de voyages ou restaurants ou à exercer des professions libérales, médecins et autres.

De son côté, le secrétariat d'Etat suisse aux migrations (SEM) mentionne dans ses statistiques officielles que les Tunisiens résidant sur le territoire suisse bénéficient des titres de séjour suivants :

• Tunisiens titulaires de permis d'établissement (permis C)	4 273
• Tunisiens titulaires de permis de séjour (permis B)	2 840
• Tunisiens titulaires d'une autorisation de courte durée (permis L)	26
• Titulaires d'une admission provisoire (livret F)	11
• En procédure d'asile	100
• Tunisiens en attente de rapatriement	303

Les services consulaires tunisiens, basés au sein de l'ambassade à Berne et effectuant des missions dans les cantons, apportent à la communauté divers services (assistance consulaire, établissement de passeports, actes de naissance, de mariage et de décès, etc.). Aussi, l'ambassade a délivré, depuis le 1er janvier 2015 jusqu'au 30 septembre dernier, 47 laissez-passer pour des personnes qui ont été identifiées tunisiens dans le cadre de l'Accord de partenariat migratoire conclu entre la Tunisie et la Suisse. Elle poursuit également ses efforts visant l'obtention d'une aide au retour au profit des Tunisiens clandestins désirant regagner la Tunisie dans le cadre du retour volontaire. Selon les statistiques des autorités suisses compétentes, il y a eu 48 départs volontaires dont 38 ont bénéficié d'une aide au retour. ■



■ Mourad Bourehla, ambassadeur de Tunisie à Berne



renforcer l'employabilité. Depuis mars 2014, les deux entreprises d'entraînement ont recruté et formé 120 jeunes diplômés. 80% de ces jeunes ont déjà trouvé un emploi stable.

Par ailleurs, nous tenons beaucoup à nous engager dans les régions. Comme illustration, j'aimerais mentionner un grand projet d'infrastructure avec un budget de 20 millions TND mis en œuvre par la coopération suisse dans le gouvernorat de Kasserine, qui permettra à terme de fournir de l'eau potable à 5 000 ménages. Le programme Eau Kasserine accorde une grande importance à la qualité des travaux réalisés et veille à ce que les aménagements contribuent à l'amélioration de la situation des populations concernées, en particulier les femmes. Les premiers résultats sont déjà visibles : à Ouled Hadaya, petit hameau

de la délégation de Thala, 102 familles, dont 257 femmes, bénéficient depuis cet été et ce, pour la première fois de leur vie, d'un accès direct à l'eau potable dans leur foyer.

Quels sont vos autres domaines d'activités prioritaires à part le soutien au développement socioéconomique ?

Nous sommes très actifs en ce qui concerne la consolidation de la démocratisation, par exemple, en étroite partenariat avec l'Isie, par un appui aux élections qui a démarré en 2011 et qui couvrira également les élections locales en 2016. Nous avons également financé des urnes pour les élections à l'Assemblée nationale constituante en 2011 et à l'Assemblée des représentants du peuple en 2014. Un programme de soutien au processus électoral en Tunisie

avec un budget de 15 millions TND, mis en œuvre avec le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et la Fondation internationale pour les systèmes électoraux (Ifes), contribuera dans les prochaines années à l'appui aux autorités électorales indépendantes ainsi qu'à l'organisation opérationnelle des scrutins de 2016. De plus, il contribuera à la sensibilisation des citoyens au rôle des gouvernements locaux élus, ainsi qu'au processus électoral.

Le troisième domaine prioritaire de notre programme de coopération concerne la migration et la protection des personnes vulnérables. Un dialogue migratoire entre la Suisse et la Tunisie s'est établi dès 2012 et a donné lieu, le 11 juin 2012, à la signature d'un protocole d'entente pour instaurer un →

→ partenariat migratoire. Il s'inscrit dans une approche globale qui englobe les défis et les opportunités de la migration. Dans le cadre de notre partenariat migratoire avec les autorités tunisiennes, nous abordons le phénomène des migrations sous tous ses aspects, en explorant notamment le potentiel de la migration à contribuer au développement économique. Il s'agit de mieux valoriser les compétences et le savoir-faire de la communauté tunisienne résidente en Suisse dans le but d'accroître et d'améliorer leur implication dans le développement socioéconomique de la Tunisie. Dans ce cadre, plusieurs projets de développement avec des associations tunisiennes en Suisse ont déjà bénéficié d'un soutien financier suisse pour leur réalisation.

Comment se présentent les perspectives?

Nous sommes convaincus de la pertinence de notre engagement et souhaitons rester aux côtés de la Tunisie pour l'accompagner sur son chemin de transition. La poursuite des activités dans le cadre du programme de coopération est assurée jusqu'à fin 2016. Le Parlement suisse se penchera l'année prochaine sur la question d'un renouvellement du programme pour les années 2017-2020.

Par ailleurs, l'ambassade est très active pour promouvoir les relations économiques entre les deux pays. Je suis persuadée que le secteur privé a un rôle clé à jouer dans le développement économique de la Tunisie. A cette fin, la secrétaire d'Etat aux Affaires économiques suisse, Mme Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch, s'est rendue à Tunis, fin octobre, accompagnée d'une délégation économique. Les entretiens que les membres de la délégation pourront mener avec les représentants des autorités tunisiennes leur permettront d'aborder les questions qui intéressent le plus le monde des affaires, notamment concernant le chantier des réformes économiques en Tunisie. En effet, des progrès rapides et tangibles dans ce domaine seront le meilleur signal

pour attirer de nouveaux investisseurs et donner un coup d'accélérateur à l'économie. La Suisse contribue aux réformes dans les secteurs bancaire et financier. Par ailleurs, elle apporte son soutien à l'amélioration du cadre des affaires, par exemple par la simplification des procédures administratives. Enfin, nos efforts visent à contribuer à créer un climat favorable à l'entrepreneuriat et aux investissements et à contribuer au renforcement de la compétitivité du secteur privé.

La récente visite à Tunis du Procureur suisse permettra-t-elle de hâter le recouvrement des actifs détenus en Suisse par le régime déchu?

En se rendant à Tunis pour une rencontre opérationnelle avec les autorités judiciaires tunisiennes, le procureur général de la Confédération a souhaité renforcer et faire progresser les diverses procédures pénales, ainsi que l'entraide judiciaire entre nos deux pays. Je peux vous assurer que la volonté politique de la Suisse de restituer l'intégralité des avoirs dont l'origine illicite aura été établie est claire et forte. Les autorités suisses sont conscientes des attentes de la Tunisie. Il faut toutefois garder à l'esprit que les enquêtes dans des procédures de soupçon de criminalité financière internationale sont complexes et prennent du temps. Les principes de l'Etat de droit demandent que l'origine illicite des fonds soit prouvée dans le cadre d'une procédure judiciaire, soit dans l'Etat d'origine des fonds, donc en Tunisie, soit en Suisse. Cela implique que les titulaires des fonds peuvent faire usage de voies de recours. Par ailleurs, les autorités judiciaires suisses ne peuvent mener à bien leurs enquêtes sans l'appui crucial des autorités tunisiennes, par exemple par le biais de l'entraide judiciaire en matière pénale. En d'autres mots, un partenariat solide entre autorités tunisiennes et suisses est indispensable. Je me félicite de constater que la coopération entre nos autorités est très bonne. ■



■ Ahmed Tlili

Bourguiba, Ben Salah, Tlili, Mzali et les autres

Il n'y a pas que les têtes couronnées et les fortunés que la Suisse attire depuis toujours. Les politiques aussi. Dans le cas des Tunisiens, Bourguiba y avait pris ses habitudes pour se ressourcer. Soins médicaux et cures, mais aussi humer l'air de la montagne et savourer les promenades dans les jardins fleuris.

Son ancien ministre du Plan et des Finances y trouvera également refuge, après s'être... enfui de prison.

Comme avant lui, Ahmed Tlili, figure de proue du syndicalisme et trésorier du Parti destourien. Dénonçant le pouvoir personnel, il s'exilera sur les rivages du Lac Léman, avant d'entrer dans une longue maladie à laquelle il finira par succomber.

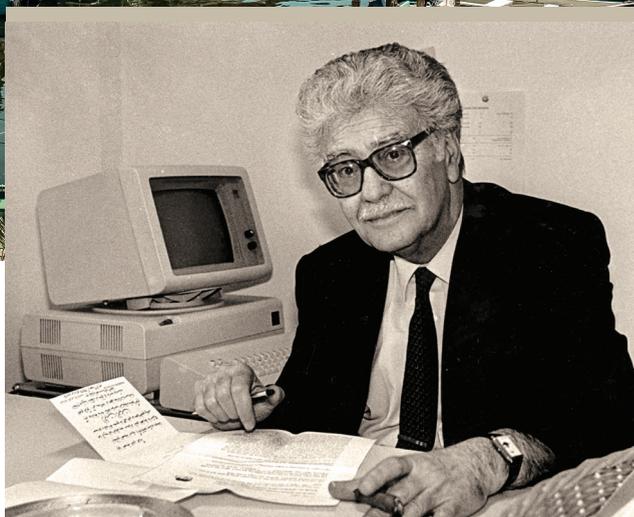
Comme, après lui, l'ancien Premier ministre, Mohamed Mzali. Devançant son arrestation et craignant un procès inique, il traversera la frontière algérienne et ira s'installer en Suisse. Membre du Comité olympique international, il bénéficiera du soutien du mouvement olympique. D'autres opposants à l'ancien régime, notamment des militants islamistes, leur emboîteront le pas. ■



■ Mohamed Mzali



■ Ahmed Ben Salah



EPFL

Une bonne cuvée 2015



■ Khelil Chaïbi, président de l'antenne Tunisie de l'EPFL alumni

Nous étions onze Tunisiens et Tunisiennes à nous voir décerner, cette année, le titre d'ingénieur par l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Nous avons eu la chance d'y bénéficier d'une éducation remarquable dans un cadre à la fois stimulant et épanouissant. Immergée dans la méticuleuse culture suisse, mais aussi ouverte à l'international et aux nouvelles

technologies, l'EPFL nous a formés en nous offrant toutes les clés pour être les ingénieurs de demain.

* Classée 12^e école d'ingénieur au classement mondial du Times en 2015 (source:

<https://www.timeshighereducation.com/world-university-rankings/2015/subject-ranking/engineering-and-IT/>)

Liste des diplômés EPFL tunisiens en 2015 (dans l'ordre alphabétique):

1. Marwen Ben Mlouka
2. Syrine Boujnah
3. Inès Elloumi
4. Khalil Hajji
5. Idriss Hendaoui
6. Hedi Ketari
7. Ghada Rais
8. Hamza Sebri
9. Malek Thabet
10. Mehdi Zahra
11. Hachem Zenaidi
- 12.

Ci-joint 2 photos de diplômés EPFL. (Photo 1: Hedi Ketari et Ines Elloumi, Photo 2: Syrine Boujnah et Khalil Hajji). ■



GLOBAL NET



NEW
THINKING.
NEW
POSSIBILITIES.

**Efficacité prouvée
pour tout type de transport**



Nouveau camion
HYUNDAI HD 78

هَؤُورِ الدَّيْ

Tunis : Parc Industriel de Ben Arous GP1 km 5,5 BP 211 2013 Ben Arous - Tunisie
Tél. : (+216) 71 388 100 / Fax : (+216) 71 388 050
Succursale Sousse : Route de Tunis km 132,5 4022 Akouda - Sousse - Tunisie
Tél. : (+216) 73 309 309 / Fax : (+216) 73 309 999
Succursale Gabès : Route de Tunis km 0,5 BP 31 - 6001 Hached Gabes
Tél. : (+216) 75 273 044 / Fax : (+216) 75 274 151

SOTUDIS
Chemin de réussite

www.sotudis.com.tn

Samir Khoudja

Une Chambre de commerce et d'industrie active



Comptant aujourd'hui une centaine de membres, la Chambre de commerce et d'industrie tuniso-suisse (CCITNCH), fondée en 2011, multiplie les initiatives promotionnelles et d'accompagnement. Parmi ses membres figurent des dirigeants dans des sociétés suisses, telles que Nestlé, Bobst, SGS, Roche, Novartis, et d'autres. Leurs entreprises s'impliquent activement dans les activités menées.

La Chambre s'adresse à toutes les entreprises tunisiennes, suisses ou mixtes, notamment les PME/PMI qui souhaitent exporter, importer, diversifier leurs marchés, rechercher des partenaires ou des représentants, investir et s'implanter en Tunisie ou en Suisse. Elle est aussi l'interlocuteur des opérateurs économiques à la recherche d'informations, d'assistance ou de conseils en Tunisie ou en Suisse. Son président, Samir Khoudja, aligne un palmarès significatif accompli en si peu de temps. C'est ainsi que la Chambre a activement participé à la concrétisation d'importants projets entre les deux pays tels que :

- La signature de l'accord COM-TEXA, un projet mis au profit du secteur textile tunisien, s'étalant sur

une période de quatre ans avec un budget de 5,6 millions de dinars. L'objectif de cet accord vise la consolidation des entreprises tunisiennes dans le secteur du textile-habillement pour améliorer leur compétitivité à l'exportation par la diversification des produits, augmenter l'employabilité par le biais d'une meilleure intégration des jeunes hommes et femmes dans le secteur.

- Signature d'un accord portant sur l'échange de jeunes professionnels entre la Tunisie et la Suisse. L'accord s'adresse aux jeunes diplômés (18 à 35 ans) désirant bénéficier du savoir-faire suisse en vue d'améliorer leurs compétences et aptitudes professionnelles ainsi qu'aux employeurs souhaitant bénéficier des

ressources humaines tunisiennes en Suisse.

- Lancement du dispositif d'accompagnement CTRS Invest dans le cadre du projet «Communauté Tunisienne Résidente en Suisse pour le Développement» mis en place pour l'encouragement et le soutien des porteurs de projets tunisiens résidant en Suisse.

Tout récemment, la CCITNCH a organisé, fin octobre, une table ronde «La Tunisie, une porte sur l'Afrique et la Libye», à l'occasion de la visite à Tunis de la secrétaire d'État à l'Économie, Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch, qui était accompagnée d'une délégation économique suisse. ■



Sous la plage, les pavés

Quelques réminiscences tunisiennes



■ Par Pierre Comberous
Ancien Ambassadeur de Suisse
en Tunisie (2010-2014)

En débarquant à Tunis au mois de septembre 2010, venant de Gênes, on était d'emblée frappé par un étrange paradoxe : dans cet admirable cadre méditerranéen, façonné par les siècles et les hommes, que l'on attendait exubérant et volubile, régnait un silence troublant, comme si l'Histoire s'y était arrêtée, à l'image de ses ruines antiques. Le poids insidieux d'un régime aux aguets, la pratique courante du mouchardage et de la délation, avaient transformé la carte postale touristique en parodie de paradis. →

Certes, dans l'anonymat des bureaux, les langues se déliaient, dénonçant la corruption et les compromissions. Pourtant, malgré le long cortège de désillusions et de rancœurs, personne ne pensait voir, sous la plage au sable blond et doux, la forme rebelle et dure des pavés. A l'image des personnages de Garcia Marquez, dans sa *Chronique d'une mort annoncée*, auxquels on annonce à satiété la fin prochaine du héros, nul n'osait vraiment croire que le dénouement était si proche.

Les prémices de ce qui allait devenir la Révolution du 14 janvier, je les ai vécues dans l'avion de Tunisair du 10 janvier, de retour de Zurich. J'avais suivi tant bien que mal, durant la pause de fin d'année, les rares nouvelles de troubles qui filtraient difficilement dans le pays, et a fortiori à l'extérieur. Or, la lecture de la presse du jour, étroitement contrôlée par le pouvoir, donnait un air de déjà vu par la floraison soudaine de promesses du dictateur, comme s'il s'apprêtait à lâcher du lest. Le 12 à midi, une convocation au ministère des Affaires étrangères, adressée à tous les chefs de mission, tentait de nous rassurer sur la situation. Tenue dans une atmosphère surréaliste, elle me laissa perplexe et aussi peu convaincu que mes collègues. Le 13 au soir à la télé, le Président se fendait de son pathétique «*Je vous ai compris*», mea culpa tardif qui fit long feu. Le 14 au matin, alors qu'une foule considérable se rassemblait à l'Avenue Bourguiba, nous autres chefs de mission européens, réunis en urgence, décidions de prendre des mesures immédiates, afin de sécuriser nos ambassades.

De retour dans les bureaux, j'organisai avec mon équipe la fermeture anticipée des locaux, mettant en place un noyau dur chargé d'assurer le bon fonctionnement de la maison. Tout le monde devait rentrer chez soi à quinze heures, j'attendais pour ma part une heure encore avant d'en faire de même. C'est donc peu après seize

heures (un couvre-feu avait été décrété pour l'heure suivante) que je me dirigeai vers Carthage, site de la Résidence suisse, inconfortablement enclavée dans le périmètre de la Présidence tunisienne. A ma surprise, arrivé au carrefour dit de l'Edifice à colonnes, une parmi les innombrables ruines romaines de la zone, tous les policiers normalement en faction avaient soudain disparu, alors qu'un, puis deux lourds véhicules noirs 4x4, modèle Ford Transit, aux vitres fumées, se dirigeaient à grande vitesse en sens inverse du mien. A ce jour, je me demande encore et toujours quels passagers pouvaient bien être si pressés de se rendre à cette heure-là en direction de la ville ou de l'aéroport...

Ce soir-là, dans la confusion la plus complète, une annonce télévisée du Premier ministre faisait état du départ présumé temporaire du chef de l'Etat. Les rumeurs les plus contradictoires circulaient sur la destination qu'avait pu prendre Ben Ali et ce que signifiait ce provisoire. Le lendemain, sur fond de nouvelles invérifiables d'affrontements entre garde présidentielle et armée, je prenais la route de l'Ambassade, où nous établissions notre mode de fonctionnement minimal, pour parer à cette situation inédite d'instabilité. Le soir, de retour à la Résidence, alors que les soldats avaient pris la place de la Garde du Palais, j'entendais le tournoiement des hélicoptères dans la nuit de janvier, l'état d'urgence ayant été proclamé. Une nouvelle apparition télévisée du PM décrétait cette fois la nomination d'un Président intérimaire. Plusieurs collègues m'appelèrent afin de savoir ce qui se passait au Palais, me conseillant d'observer la plus grande prudence. En réalité, à part un ou deux coups de feu isolés, c'était le calme plat à Carthage, l'oiseau s'était envolé, la cage dorée était vide !

Parmi les moments vécus les plus emblématiques, au fil d'un événement par nature erratique et chaotique, je garde à l'esprit

ce matin du troisième jour après le départ précipité de mon voisin le Dictateur. Au volant de mon véhicule, je m'engageai à l'angle de la rue et de l'Avenue Bourguiba pour y tourner à gauche comme de coutume. Pas de chance, un tank tout ce qu'il y a de plus blindé y était posté, le sergent dans sa tourelle m'indiquant fermement de prendre la direction opposée, afin de m'éviter de mauvaises rencontres ! Il est des invitations qui ne se refusent pas... J'obliquai donc, direction Sidi Bou Saïd, mais sur ce trajet se trouvaient alors d'autres obstacles : les résidents ayant érigé des barricades de fortune, afin de prévenir toute intrusion. Mes plaques diplomatiques allaient me servir de sauf-conduit, une fois mon identité reconnue. Ainsi, le républicanisme de l'armée et la mobilisation des citoyens semblaient avoir pris le dessus, de quoi être plutôt rassuré.

Il est encore un incident qui reste ancré dans ma mémoire de ces journées à la fois exaltantes et déconcertantes. Ce devait être au troisième soir après que l'armée eut pris ses quartiers au Palais. Je m'étais d'emblée habitué à entendre, directement sous les fenêtres de notre chambre à coucher, le rituel de la levée et de la baissée du drapeau, accompagnés d'une brève marche au tambour. Certes, bien que mon choix personnel de musique ne penche pas du côté des marches militaires, je n'avais pas mon mot à dire dans cette programmation. Or, dès le départ de Ben Ali, la cérémonie n'avait plus lieu, comme pour bien marquer que la tête de l'Etat était effectivement tombée. Toutefois ce soir-là, dans le frimas humide d'une nuit de janvier, j'entendis jouer du tambour, non pas dans le style convenu, mais à l'ancienne, avec les mains. De fait, alors que les soldats avaient allumé un feu à un jet de pierre de la haie, ils entonnaient



des chants populaires, tout en s'accompagnant de l'instrument du régiment ! La parole s'était donc effectivement libérée, un autre signe fort de ce bouleversement et la fin de ce silence oppressant qui m'avait accueilli.

Je faillirais à mon devoir de mémoire si je n'évoquais ici, en sus des activités très intenses liées à la sécurité qui m'ont occupé dans ces premiers jours, les longs et laborieux échanges téléphoniques avec mon Ministère. En effet, dès le lendemain de la fuite du Président, il s'agissait de mettre en place le dispositif de mesures conservatoires qui puisse empêcher toute tentative d'appropriation illicite d'éventuels avoirs du régime déchu. En procurant de notre part des pistes qui puissent servir à nos collègues à Berne d'engager ce mécanisme, le gouvernement suisse se trouva vite à même de décréter le gel des avoirs tunisiens en Suisse. Ce premier acte crucial de coopération avec la Tunisie allait donc former la base du vaste programme de soutien à la transition démocratique que la Suisse mettra en place dès le 11 mars 2011. A ce jour, quelles que puissent être les lenteurs et la complexité découlant des règles de l'Etat de droit, je crois pouvoir affirmer que ces mesures, les premières

du genre de tous les partenaires de la Tunisie, gardent une valeur exemplaire.

Dans ce sens, la prochaine visite d'Etat du Président de la République Béji Caïd Essebsi en Suisse témoigne de l'engagement sur le long terme de mon pays, dans son appui au long et ardu processus qui doit mener la Tunisie vers une démocratie pleinement épanouie. Ce geste d'amitié vient sceller des relations devenues très étroites depuis l'avènement de la Révolution du 14 janvier, alors qu'elles étaient au plus bas depuis la censure en direct du discours du Président Samuel Schmid au SMSI à Tunis en 2005. Pareillement, la reconnaissance suprême donnée au pays tout récemment, avec l'attribution du Prix Nobel de la Paix au Quartette, s'inscrit dans la même logique, récompensant, au travers d'acteurs clés de la société civile, tout un peuple qui a su se mobiliser, contre vents et marées, pour assumer sa destinée. Fidèle à une ancienne tradition, la Tunisie tient entre ses mains les atouts de son génie, qui l'a distinguée parmi les précurseurs du monde méditerranéen. L'histoire, muette et figée, qui m'avait tant troublé à mon arrivée, s'est maintenant remise en marche. ■

P.C.



Garantie
3
ans

The Creative Life

TCL

109



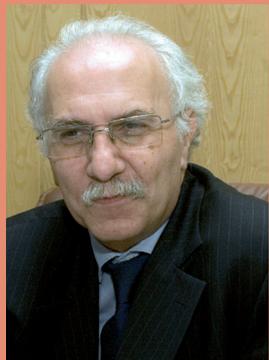
Photo non contractuelle.

Entrez dans un monde d'émotions


الالكتروستار
ELECTROSTAR

APPEL GRATUIT
▶ N° Vert 80 100 500

L'apoptose



■ Par Slaheddine Sellami

Dans le vocabulaire scientifique, l'apoptose est la mort programmée d'une cellule ; elle est d'autant plus rapide que cette cellule est malade, infectée ou tumorale (caractérisée par une multiplication rapide et des divisions accélérées). Cette apoptose risque malheureusement de toucher le parti qui a gagné les dernières élections, à savoir Nida Tounes, qui porte cette tare dans ses gènes, dans sa genèse et du fait de sa croissance trop rapide. Officiellement, ce parti est formé de quatre courants : le destourien, la gauche moderniste, les anciens syndicalistes et un quatrième représenté par les indépendants. →

En réalité, ce parti est formé de deux clans, le premier est majoritaire au niveau du bureau exécutif formé de personnes venues de la gauche, des syndicats et une grande partie des indépendants. Le second clan est minoritaire au niveau du bureau exécutif mais majoritaire au niveau des structures locales et régionales. Il est formé par les destouriens qui sont en réalité les anciens du RCD avec quelques militants de la première heure.

Dès le départ, et dans le souci de se donner une image acceptable et de s'éloigner de l'image d'un parti destiné à recycler les anciens du RCD, il a été décidé de mettre en avant les courants de la gauche, les syndicalistes et les indépendants. Cependant, ce sont les destouriens, forts des réseaux du RCD, qui ont permis au parti de gagner les élections de 2014, en particulier dans les régions et dans le milieu rural. Il est vrai que dès le départ, BCE a essayé de rapprocher ces courants afin de mettre en avant l'idée d'appartenance au parti Nida. La victoire aux élections de 2014 aurait dû souder le parti et faciliter son homogénéisation, malheureusement cette victoire avait un goût amer avec plusieurs clivages qui sont apparus entre une partie des destouriens et ceux issus de la gauche mais aussi entre ceux qui prônent l'alliance avec les islamistes et ceux qui la refusent. Ces clivages se sont aggravés du fait des

ambitions parfois non justifiées de certains leaders et par la fronde de ceux qui sont déçus après la formation du gouvernement. Le départ du président fondateur à Carthage, l'absence d'un dauphin naturel qui aurait pu s'imposer et le vide laissé par tous les membres de l'instance dirigeante qui ont été affectés soit au palais, soit au gouvernement n'ont pas permis de contenir cette crise. Or, plus le temps passe, plus les chances de la résoudre deviennent minces. Ce parti est encore jeune, il n'a pas encore de traditions, il n'a pas pu tenir son premier congrès, qui aurait pu donner plus de légitimité à ses leaders. Il est donc fragile, il est même devenu une proie pour certains clans mafieux et opportunistes qui agissent aussi bien pour leur propre compte pour prendre le contrôle du parti, même au prix de son implosion, que pour le compte d'autres partis afin d'affaiblir un concurrent sérieux.

Tous ces facteurs associés à certaines erreurs commises, comme le recrutement du dernier secrétaire général du RCD ou dans le choix de certains responsables aussi bien au niveau des régions qu'au niveau des structures centrales et même dans le choix des listes aux élections législatives, rendent le parti très fragile, pouvant imploser à chaque crise. Malheureusement, celles-ci sont nombreuses et sont d'autant plus fréquentes qu'on se rapproche du premier congrès. La multiplication et la profondeur de ces crises pourraient rendre la scission inéluctable →



رواد في دعم مشاريع الأعمال.
Pionniers dans le soutien
des entreprises.





→ L'implosion de Nida est un scénario catastrophe, non seulement pour le parti mais aussi et surtout pour tout le pays car il s'agit du premier parti au parlement et il représente la charnière centrale du gouvernement. Son implosion aura des répercussions graves à court terme en déstabilisant le gouvernement et en changeant l'équilibre au sein du parlement du peuple pouvant ouvrir la voie à des élections anticipées. A moyen et long terme, cette implosion va rompre l'équilibre politique créé par Nida Tounes qui a rendu possible l'alternance pacifique du pouvoir grâce aux élections et permis d'éviter ainsi le retour à la dictature d'autant que le reste des courants dits socio-démocrates n'ont pas encore tiré les leçons de leurs échecs successifs. Cette implosion du parti pourrait favoriser une alliance entre les islamistes et la droite conservatrice de Nida. Ce scénario d'alliance entre la droite et l'extrême droite entraînera à court terme des troubles sociaux qui ne vont pas permettre au pays de retrouver le calme et la sérénité nécessaires à la reprise économique. Aucun gouvernement qui n'a pas une fibre et une composante sociale ne pourra réussir en Tunisie. Les dirigeants politiques, dans leur ensemble, ne doivent pas oublier que la révolution est partie des zones défavorisées, que les causes essentielles sont le chômage, la précarité et la pauvreté et qu'ils sont tenus de trouver une solution ou au moins un début de solution rapide à ces problèmes. Malheureusement, cinq ans après le 14 janvier, rien n'a changé ; au contraire, la situation s'est aggravée par l'apparition du terrorisme, la multiplication des problèmes de sécurité et l'absence de solutions pour lutter contre la contrebande et la corruption devenues endémiques.

Dans tous les cas, l'avenir du parti et celui du pays sont liés, ils restent incertains. Les derniers sondages d'opinion montrent que les Tunisiens sont désabusés, ils perdent leur optimisme et n'ont plus confiance ni dans les partis ni dans les dirigeants politiques.

La non-émergence d'un leader fédérateur qui peut les rassurer et qui peut porter le projet moderniste pour les prochaines élections est ressentie par beaucoup de Tunisiens comme un handicap majeur du premier parti. L'un des risques majeurs pour une démocratie naissante reste le poids des lobbies politico-financiers, d'autant que certains hommes d'affaires qui veulent aujourd'hui influencer et parfois même contrôler les partis sont beaucoup plus proches des milieux mafieux que ceux des affaires. Tous les électeurs de Nida Tounes espèrent que ce parti gardera le cap, à savoir un parti démocratique, laïque, moderniste, centriste et héritier des premières années du bourguibisme. La référence récente de certains à Abdelaziz Thaalbi n'est pas due au hasard. C'est en fait la volonté de mettre en avant le projet d'un parti national et islamiste qui est différent du modernisme prôné par Bourguiba. L'avenir du pays est encore flou. Il y a ceux qui rêvent d'une vraie démocratie à l'occidentale, ceux qui caressent la chimère du califat et ceux, malheureusement de plus en plus nombreux, qui espèrent le retour de l'ancien régime et même de la dictature. Beaucoup de Tunisiens qui ont rêvé en 2011 commencent à déchanter. En l'absence d'une prise de conscience générale, d'un projet de société clair, d'une décision politique forte pour entamer les réformes profondes et rapides dans tous les domaines, le pays risque de sombrer dans une crise grave et une

instabilité chronique. Le printemps tunisien, qui était le seul à avoir des chances de réussir, aura alors, à notre grand désespoir, le même sort que celui des autres printemps arabes. Dans cette lutte pour le pouvoir au sein du premier parti en Tunisie, l'énigme est sans aucun doute les relations entre le père et le fils Caïd Essebsi. Deux hypothèses sont avancées :

- Soit le père applique stricto sensu les termes de la constitution, refuse d'intervenir dans le conflit avec le risque que son fils détruit ce qu'il a lui-même créé
- Soit le fils agit avec la bénédiction du père avec une stratégie bien réfléchie dont le but est d'assurer un nouvel équilibre du parti, dont il est le seul à connaître les termes.

Quand on voit l'implication de tout le staff de la présidence et des proches de BCE pour réussir la réunion de Djerba le 17 octobre, la deuxième hypothèse semble la plus probable.

Le pays a encore besoin d'un Nida fort. Il faudrait cependant qu'il revienne aux fondamentaux qui ont permis l'adhésion d'une frange très large de la population, car malheureusement de plus en plus de Tunisiens s'éloignent du parti auquel ils ont cru. Le consensus trouvé lors des dernières journées parlementaires du parti est à saluer. Cependant, comme dans un bâtiment, les fissures profondes doivent être traitées par le renforcement des fondations et non d'une manière superficielle. J'ose enfin espérer que l'apoptose ne touchera pas ce parti. Tout est entre les mains de ses leaders qui doivent mettre l'intérêt du parti et la patrie au-dessus de leurs intérêts personnels, mais aussi entre les mains de ses militants qui ont joué un rôle capital en 2013 et en 2014. ■

S.S.

Inde-Afrique : un grand axe global est né

La vision d'avenir du Premier ministre Modi face aux autres regroupements



■ New Delhi – De notre envoyé spécial, Taoufik Habaieb

Les Tunisiens doivent y prêter une grande attention. Et essayer d'en tirer profit. Un grand axe Inde-Afrique est en cours de confirmation.

Economique à la base, mais politique au fond. Le sommet qui vient de se tenir, fin octobre, à New Delhi, en présence de représentants des 54 pays du continent africain, dont pas moins de 40 chefs d'Etat et de gouvernement, en illustre l'importance. Avec 1 milliard 256 millions d'habitants en Inde et 800 millions en Afrique, les deux partenaires constituent le tiers de la population mondiale. Ce poids démographique significatif laisse apparaître aussi la prédominance des jeunes, capital humain important. C'est aussi un grand marché et des économies en croissance. Forts de ces atouts, les deux nouveaux partenaires cherchent à avoir voix au chapitre au Conseil de sécurité de l'ONU, dans les institutions financières internationales et l'ensemble des mécanismes globaux. Toute l'ancienne architecture est devenue obsolète. Une réforme, sinon une refonte, s'impose. →

Le Premier ministre indien, Narendra Modi, nous l'expliquera dans le détail lorsqu'il a reçu l'envoyé spécial de *Leaders*, avec un groupe de journalistes africains, dans sa résidence officielle à New Delhi.

«L'Inde affiche aujourd'hui une économie à forte croissance et l'Afrique accélère rapidement la sienne. Ensemble, nous pourrions nous renforcer mutuellement et contribuer à édifier un monde plus juste, plus inclusif, plus engagé en matière de développement durable. Sur plus d'un plan, l'Afrique nous offre désormais des réussites qui nous inspirent». La vision indienne est claire : la Chine s'engage dans son projet «Une ceinture, une route», pour relier l'Asie centrale, l'Asie de l'Ouest, et l'Europe, voire une partie de la Méditerranée. Les États-Unis ont récemment négocié le Trans-Pacific Partnership (TPP) qui regroupe 12 pays engrangeant à eux seuls 40% du commerce mondial. Dans cette nouvelle architecture, l'Inde doit installer sa pièce maîtresse en s'adossant à l'Afrique.

Le Premier ministre indien nous le dira : *«Les échanges commerciaux, qui étaient de 30 milliards de dollars en 2007-2008, ont plus que doublé en 2014-2015, passant à 72 milliards de dollars.»* Ce n'est pas assez cependant par rapport à la Chine qui a facturé au continent noir pas moins de 220 milliards de dollars rien que durant la dernière année fiscale. C'est dire tout le potentiel qui s'offre à l'Inde, surtout qu'elle ne manque pas d'atouts spécifiques. D'abord, la langue anglaise, pratiquée aussi par un grand nombre de pays africains,

contrairement au chinois, mais aussi une économie dynamique alors que la Chine laisse apparaître un certain essoufflement, et enfin la volonté de diversifier les expériences et élargir le cercle des partenaires. Sans oublier que 2 millions 700 Indiens vivent en Afrique.

Les pays africains, dont nombre d'entre eux ont réussi leur transition démocratique et mis en place les premières balises de bonne gouvernance et de démocratie, aspirent désormais à un développement soutenu. Les richesses minières et pétrolières sont abondantes, suscitant l'intérêt de tous de par le monde. L'augmentation du niveau de vie et la croissance du pouvoir d'achat ouvrent des marchés attractifs. Les besoins en éducation, formation professionnelle et recherche scientifiques se multiplient. L'avenir sera africain. Non seulement en tant que marché mais aussi en tant que nouvelle usine du monde qui cherchera à exporter et à investir sous d'autres cieux. L'Inde y répond présent! Crédits concessionnels et aide publique pour un montant de 1 milliard 200 millions de dollars, bourses d'études et de formation en Inde pour 25 000 jeunes Africains, réseau panafricain d'internet connectant à haut débit 48 pays et autres faveurs sont déjà consentis.

Aller très vite et, nécessairement, contrer le terrorisme

Il s'agit à présent de passer à la vitesse supérieure. Après deux premiers sommets restreints en 2008 et 2011, le sommet Inde-Afrique de 2015, le plus grand événement

politique qu'organise New Delhi depuis 1984, entend marquer ce grand décollage. De gouvernement à gouvernement, d'entreprise à entreprise, de société civile à société civile, d'université, laboratoire de recherche et think tank à leurs similaires, la montée en puissance s'annonce fulgurante, prédit plus d'un ici à New Delhi.

Ces perspectives si heureuses ne risquent-elles pas d'être compromises par l'extrémisme religieux et le terrorisme qui affectent, avec Boko Haram et Daech, nombre de pays africains? Le Premier ministre Narendra Modi n'a pas éludé notre interrogation. *«Bien sûr que l'Afrique continue à faire face à de nombreux défis. Les nouveaux problèmes de sécurité, y compris ceux liés au terrorisme et à la violence, affectent également d'autres régions du monde»*, commencera-t-il par dire. Et d'ajouter : *«Nous renforcerons notre partenariat sur une plateforme globale et intensifierons notre coopération sécuritaire, y compris la sécurité maritime, et la lutte contre le terrorisme»*. En leader averti, il sait que point de croissance économique et de prospérité sans sécurité et stabilité.

Siéger au Conseil de sécurité et mieux se positionner dans les institutions financières

L'axe Inde-Afrique ne sera pas seulement économique, financier et sécuritaire. La taille démographique et la puissance économique auront une expression politique. Ces nouveaux partenaires entendent en effet retrouver la place qu'ils méritent à l'échelle mondiale. Le système actuel des Nations unies, avec toute la galaxie des institutions qui le complètent, ne représente plus la nouvelle réalité. Il est obsolète, estime le Premier ministre Modi. *«Tout cela doit être réformé pour que ce dispositif soit effectif et efficace dans ces temps nouveaux, Ces institutions doivent être plus démocratiques, plus inclusives et plus représentatives de notre monde. Aucune institution n'aura désormais ce caractère si elle ne donne pas la parole à l'Afrique, alors que le reste des pays démocratiques dans le monde ne représentent que le 1/6e de la population. C'est pourquoi nous appelons à la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU et des institutions financières. L'Inde et l'Afrique constituant le tiers de la population mondiale doivent continuer à s'exprimer d'une même voix pour l'aboutissement des ces réformes.»* ■

T.H.





10000PAS
La marche By
ASSURANCES SALIM

1^{ère} Edition

10 000 pas

Marchez pour votre santé



A l'occasion de ses 20 ans, Assurances SALIM a organisé, en partenariat avec la Fédération Tunisienne « Sport pour Tous » et la Fédération Tunisienne d'Athlétisme, une action citoyenne et sportive intitulée «10 000 pas». Cette initiative a eu l'accord pour que cet événement devienne un rendez-vous annuel récurrent.





Ainsi, près de 5 000 participants entre amateurs et professionnels se sont réunis, le 11 octobre 2015 dès 8h du matin, à la Cité Olympique d'El Menzah » pour marcher.

Cette action avait pour objectif de sensibiliser les Tunisiens à l'exercice de la marche à pied pour une meilleure santé. En effet, les 10 000 pas par jour sont une recommandation de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour être en forme et en bonne santé. 10 000 pas quotidiens, c'est le minimum d'activité requise pour se maintenir en forme, préserver sa santé et maîtriser son poids. Cette activité de tous les jours est non seulement primordiale pour prévenir les risques de développer certaines affections graves: cancer, diabète, attaque cérébrale... mais elle améliore également notre qualité de vie avec une

meilleure qualité de sommeil, diminution du stress... et ce quel que soit l'âge.

Cette première édition a enregistré une grande affluence d'hommes et de femmes de différents âges: enfants, adolescents et adultes. Plusieurs marcheurs ont même pris la peine de se déplacer de l'intérieur du pays spécialement pour l'évènement.

10 000 pas, c'est 8 à 9 km à pied, soit entre 80 et 110 minutes de marche, soit 300 et 500 calories.

Une animation et des ateliers en athlétisme ont été organisés sur place : ateliers pour enfants, musique, animation sportive.

Tout ceci a été soutenu par la présence de personnalités sportives et de célébrités publiques

telles que l'ancien athlète Mohamed Gammoudi, champion olympique du 5 000 mètres et ambassadeur de la santé depuis juillet 2014.

L'athlète tunisien spécialiste des épreuves de marche Hatem Ghoula et Habiba Ghribi, récemment couronnée championne olympique du 3000 mètres steeple, ont tous les deux honoré de leur présence l'évènement afin de le soutenir.

Assurances Salim

La société ASSURANCES SALIM a été créée à l'initiative de la Banque de l'Habitat en septembre 1995 sous la forme d'une société anonyme spécialisée en assurance vie : « La Société Tunisienne d'Assurance Vie et de Capitalisation SALIM » avec un capital initial de 1 000 000 de dinars. La société a par la suite été transformée en société multi-branches dénommée « ASSURANCES SALIM ».

En 2010, la société a été introduite en Bourse et son capital social a été porté à 13 300 000 dinars. Il est détenu à hauteur de 41% par le Groupe BH.

Assurances SALIM dispose d'un portefeuille sain et équilibré lui permettant d'afficher l'un des meilleurs taux de rentabilité sur le marché. Avec une part de 40%, la structure du portefeuille est plutôt orientée vie.

Assurances Salim envisage de préserver cet équilibre et renforcer son leadership en assurance VIE.

La hausse la plus importante enregistrée au niveau du secteur des assurances

L'année 2014 a été pour SALIM une année de performance. Son chiffre d'affaires s'est établi, toutes branches confondues, à 50,1 MD contre 43,1 MD à fin 2013, soit une progression de 16%, considérée comme la hausse la plus importante enregistrée au niveau du secteur des assurances. Pour 2015, SALIM poursuit activement le développement de son activité dans l'objectif de consolider son positionnement sur le marché. Le chiffre d'affaires escompté pour la fin de l'année 2015 serait de 60MD.



L'agriculture tunisienne et l'Aleca

Des risques à réduire et des opportunités à accroître



■ Par Leïth Ben Becher

Cinq ans après la Révolution, nous n'avons qu'une certitude, celle d'être plus que jamais à la croisée des chemins ! Et la transition qui semble s'installer manque cruellement de mise en perspective des questions économiques et sociales, et plus encore de la question agricole et rurale. Or voilà précisément que s'ouvrent ces jours-ci des négociations cruciales, dans le cadre de l'Accord de libre-échange complet et approfondi (Aleca) avec l'Union européenne et qui risquent d'engager l'avenir du pays pour de nombreuses années. →



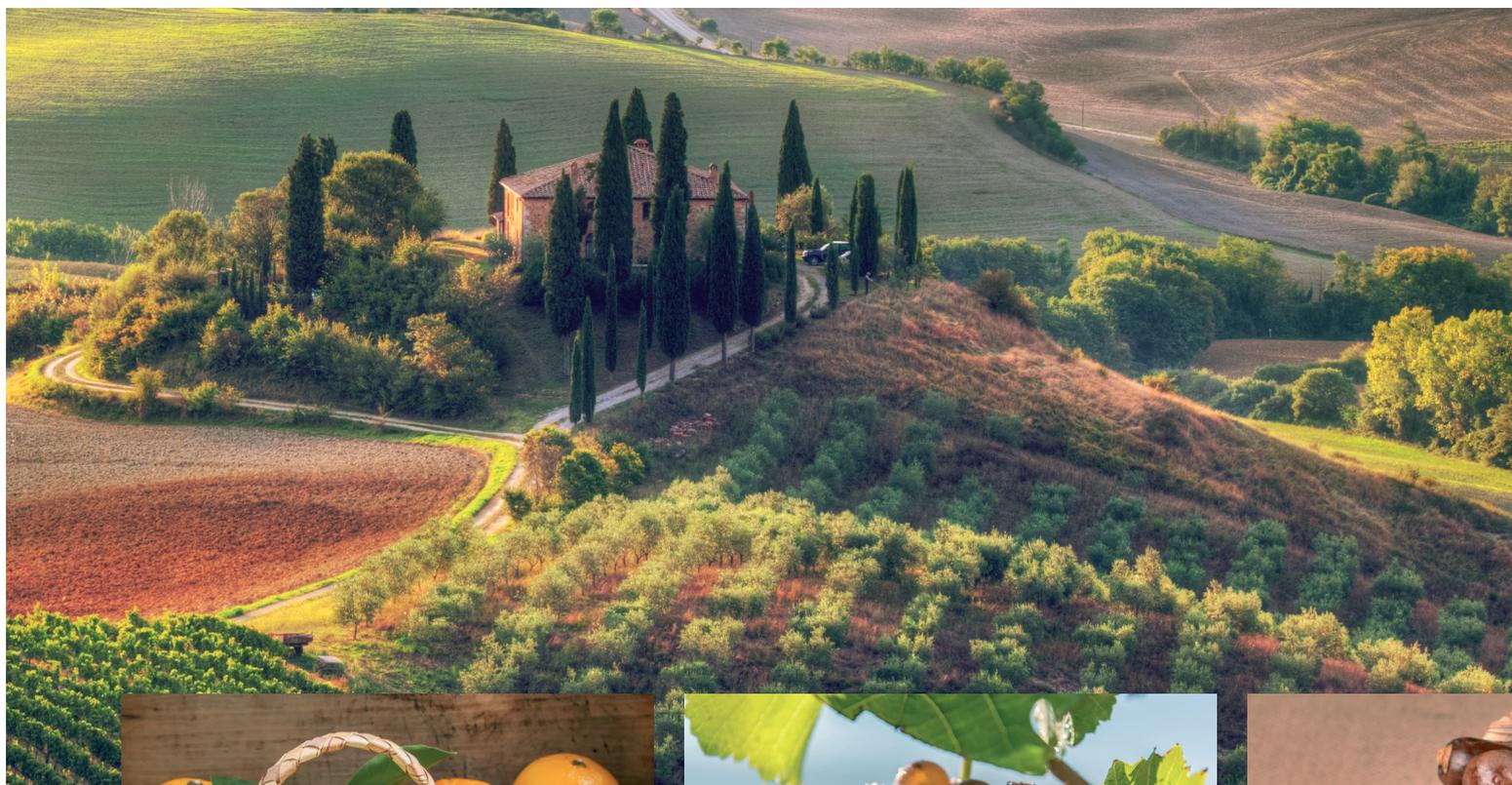
Au cœur de ce nouveau round de négociations se trouve la question agricole, jusque-là épargnée par les accords commerciaux aussi bien bilatéraux que multilatéraux.

Avons-nous pour autant réellement pris la mesure des effets d'une libéralisation rampante et parfois dévastatrice et d'une mondialisation sans régulation efficace? A-t-on tiré les leçons de la crise alimentaire de 2007/2008 qui a probablement précipité la chute de nombreux régimes dans notre région? Car en ne cherchant pas à remédier à l'impact de la hausse des prix et notamment des produits alimentaires de base et qui trouve ses origines dans la dérégulation de l'économie mondiale, autant que dans l'inefficacité des politiques publiques nationales, on laisse s'aggraver

une dépendance excessive vis-à-vis des importations des produits de consommation courante (céréales, lait, huiles de graine...) mais aussi une paupérisation de nombreuses franges de la population et notamment des populations rurales et péri-urbaines. Pour nous agriculteurs, les attentes sont à la mesure des enjeux, c'est-à-dire vitaux. Très simplement, agriculture et ruralité ne doivent plus rimer avec pauvreté !

Une ouverture sans risques ?

Par ailleurs, si l'agriculture a montré une résilience certaine et contribue encore aujourd'hui pour plus de 10% du PIB et représente encore 1/5 des actifs, le secteur est de plus en plus fragilisé sous le poids de deux défis majeurs. Le premier est celui de la libéralisation des échanges et ses effets



en termes de volatilité des prix et de détérioration des termes de l'échange pour les nationaux. Le second est celui de la rareté des ressources naturelles et particulièrement l'eau et le sol et qui met en danger la durabilité de nos systèmes de production. Ce dernier phénomène risquant de s'accroître sous l'effet du changement climatique qui affecte particulièrement le sud du bassin méditerranéen.

Pouvons-nous, en l'état actuel de nos structures agraires et sans vision pour l'avenir de nos campagnes et de nos paysans, considérer que l'ouverture à l'Europe soit sans risques?

En fait, nous payons aujourd'hui le prix de l'absence d'une véritable politique agricole. Car depuis le Programme d'ajustement

structurel (PAS) mis en place en 1986/87, la fragilisation de notre économie agricole et de notre société agraire ne cesse de s'accroître; avec ce que cela implique d'éffritement des marges de nos agriculteurs accentuée par un très faible soutien non seulement aux producteurs, mais aussi à la recherche agronomique et à la formation sans lesquels il n'y a point de progrès. Ceci sans parler de la très faible intégration de nos filières agroalimentaires qui devraient pourtant tirer la production agricole vers le haut, mais aussi d'endiguer les crises en garantissant un meilleur approvisionnement des marchés.

Un enjeu de société

De fait, notre agriculture et plus encore nos exploitations ont besoin d'abord de se mettre à niveau, pour pouvoir soutenir la

concurrence et surmonter les obstacles bien ardues des normes sanitaires et phytosanitaires et autres barrières non tarifaires. Car en face, l'agriculture européenne, en dépit des crises qui peuvent survenir de temps à autre, est non seulement très bien structurée avec notamment des organisations professionnelles et interprofessionnelles aussi fortes qu'influentes, mais c'est aussi une agriculture très fortement soutenue. En dépit de la réduction opérée dans le cadre de la réforme de 2013, la PAC reste le premier budget de l'UE. Ainsi faut-il savoir qu'un agriculteur européen peut recevoir en moyenne une aide communautaire de près de 700 euros par hectare et par an, quand un agriculteur tunisien ne reçoit -indirectement- que moins de 40 euros! L'asymétrie est déjà là et bien marquée. →

→ Mais l'agriculture est aussi en Europe un enjeu de société et nous voyons qu'en dépit du recul démographique des paysans, leur poids politique reste très fort. Nous en sommes, hélas, bien loin et l'agriculture est toujours le parent pauvre des débats, autant que des politiques publiques.

Un double préalable

Il y a donc lieu d'être extrêmement vigilant à l'égard de ces négociations et en particulier le volet agricole, et cela suppose à notre avis un double préalable :

- Prendre le temps de l'inventaire de l'Accord d'association de 1995, qui n'a toujours pas été fait,
- Engager un véritable débat national sur l'agriculture dans sa multifonctionnalité, pour répondre à la question essentielle : quelle(s) agriculture(s) voulons-nous pour demain ?

Mais il faudra in fine surtout convaincre nos partenaires européens d'aller au-delà d'une simple libéralisation des échanges, pour bâtir ensemble une véritable Politique agricole méditerranéenne. D'autant que l'Europe est engagée dans des processus de négociations similaires avec d'autres pays du sud de la Méditerranée.

Enfin, l'UE, qui a consacré d'énormes moyens pour intégrer les pays d'Europe centrale et orientale, devrait prendre conscience de l'intérêt vital qu'elle a d'accompagner le renforcement des économies de ses voisins du sud de la Méditerranée, sous peine de laisser se creuser plus d'écart, générateur de tensions et de conflits.

Ainsi donc l'intérêt bien compris des deux parties devrait permettre de «donner du temps au temps» pour aboutir à des accords

équilibrés à défaut d'être équitables. Pour la partie tunisienne, la consultation des acteurs de la société civile et notamment des organisations professionnelles est une véritable exigence de démocratie et de bonne gouvernance et une garantie d'efficacité, contrairement à ce que soutiennent certains esprits chagrins.

Ces négociations sont sans doute un véritable pari qu'il nous faut gagner. Mais encore faudrait-il que nous ayons au plus haut niveau une ambition nationale. Sans doute devrions-nous aussi prendre, enfin, conscience de l'impérieuse nécessité d'une intégration maghrébine, qui nous donnerait dans ce domaine comme dans d'autres un tout autre poids dans l'espace euroméditerranéen !■

L.B.B.
Président du Syndicat
des agriculteurs
de Tunisie (Synagri)

Nouveauté BH

BH Access

L'accès à une offre optimale pour vous simplifier votre vie au quotidien

BH Access regroupe des produits et des services bancaires nécessaires à la gestion de vos comptes au quotidien :

- Un compte chèque
- Une carte **CIB**
- Des services bancaires à distance

Et plus encore,
Profitez d'autres avantages pour mieux gérer votre trésorerie.

ما تخفمش... عيش حياتك...

WWW.BH.COM.TN | ☎ :1800



بنك الإسكان
BANQUE DE L'HABITAT

Bâisseur de l'avenir

FM

Jawhara

الدنيا و ما فيها



LES

ans

QUI FONT LA DIFFERENCE

25 JUILLET **2005 - 2015**

102.5
Mhz
SOUSSE
HAMMAMET
NABEUL
ZAGHOUAN

104.4
Mhz
KAIROUAN
SIDI BOUZID
SUD DE SELIANA
OUEST DE SFAX

89.4
Mhz
MONASTIR
MAHDIA
NORD DE SFAX

107.3
Mhz
SOUSSE

 /Radio.JawharaFM

 @Jawhara_FM

www.jawharafm.net

Quels espoirs nourrir dans la conférence sur le climat ?



■ Par Mohamed Larbi Bouguerra

A l'heure où l'ouragan Patricia, le plus puissant de l'histoire jamais enregistré, frappe les côtes mexicaines de l'océan Pacifique et que, suite à cinq jours de pluies torrentielles, le déluge emporte les campements sahraouis de Tindouf, en plein Sahara algérien, et que l'ouragan Koppu aux Philippines provoque le déplacement de milliers de personnes, la session de négociations de l'ONU sur le changement climatique qui s'est achevée le 23 octobre dernier au sommet préparatoire de Bonn (19-23 octobre 2015), illustre, une fois de plus, l'extrême urgence d'un accord international à la 21^e Conférence des parties (COP 21) de Paris, dans une quarantaine de jours. →

Pour ne rien dire des ouragans Katrina (Nouvelle-Orléans) et Sandy (qui, en 2012, après Haïti et Cuba, a frappé notamment New York et provoqué 210 morts et 50 milliards de dégâts aux Etats-Unis) ou de la terrible sécheresse qui sévit en Californie depuis quatre ans ainsi que des inondations catastrophiques du 3 et 4 octobre 2015 à Nice et dans plusieurs communes des Alpes-Maritimes en France et qui ont fait une vingtaine de morts.

Pour le moment, le projet d'accord manque singulièrement d'ambition. Pour le moins. D'abord, parce que si les engagements actuels sont respectés, la hausse des températures ne sera pas limitée à 2°C à la fin du XXI^e siècle mais friserait 3°C. Il faut rappeler ici que l'objectif de 2°C est essentiellement politique. Le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), souvent sollicité par les décideurs sur la question, a constamment écarté toute implication pour ne pas donner à ce chiffre la moindre bénédiction scientifique. Les experts ont clairement posé les objectifs de court, moyen et long terme ainsi que les feuilles de route qui permettraient de rester en deçà de 2°C d'ici la fin du siècle. Ils avisent de réduire de 40 à 70% les émissions mondiales d'ici à 2050 et passer de 44 Gt de CO₂eq/an d'ici 2020, 40 Gt d'ici 2025 et 35 Gt d'ici 2030. Or, aucun de ces objectifs n'est mentionné dans le texte, notent les ONG et les blogueurs.

L'ultime chance d'arriver à Paris avec un texte de négociations clair et compréhensible semble avoir pris la tangente, contrairement au souhait des responsables français comme François Hollande, Laurent Fabius, Ségolène Royal et des experts français à Bonn. Pour la France, le succès de la COP21 est un enjeu capital. Et, bien entendu, ce n'est pas avec

des déclarations aussi vagues qu'anesthésiantes que celle de M. Nicolas Hulot — « envoyé spécial pour la planète » de la Présidence française depuis décembre 2012 — qui affirme dans *les Echos* (23 août 2015) : « Le pétrole, le charbon et le gaz sont les ennemis du climat, donc les ennemis de l'Humanité », que l'on fera avancer les choses ! Comme si, derrière ces produits, il n'y avait pas d'intérêts et de profiteurs à visage humain !

Une semaine de négociations... mais que de questions !

La semaine avait bien mal commencé sur les bords du Rhin, à Bonn. L'« US Text » (le texte américain de 20 pages) — comme l'ont immédiatement brocardé les délégués des pays du Sud — a mis le feu aux poudres et provoqué une vraie bronche chez le G77 + la Chine qui regroupe 135 Etats du Sud et qui parlent d'une seule et même voix. On a même prononcé le mot d'« apartheid » —, ce qui ne se fait pas selon les us de l'ONU — car la Présidence a demandé aux pays du Sud de justifier « pourquoi leurs points de vue devaient être inclus ». Ce texte était, en fait, particulièrement déséquilibré et représentait la quintessence des intérêts des Etats-Unis, du Japon, de l'Europe ; en un mot les intérêts de l'Occident. C'est ainsi que ce texte « américain » réalise un tour de force : le mot « énergie » n'y figure point. Même pas une seule fois ! La confiance patiemment construite entre les divers partenaires au cours des dernières rencontres sur le climat s'est fortement dégradée et le responsable est ce texte égoïste et biaisé. Mais les pays du Sud ont fini par en avoir raison et le reste de la semaine a été consacré au texte initial (Ad hoc Working Group on the Durban Platform for enhanced action) et à y inclure les propositions « oubliées ». Autre mélodrame : à la demande du Japon — qui a

relancé deux réacteurs après deux ans d'arrêt total de son parc nucléaire — les observateurs (syndicats, ONG...) ont été exclus des salles où se déroulaient les négociations, privant certains pays du Sud de conseils avisés, de la part des militants aguerris et rompus à ce type de rencontres et d'arguments. Les ONG ont tapé du poing sur la table et manifesté devant le site. Le groupe de travail sur les finances leur a alors ouvert ses portes et les a invités à discuter avec les coprésidents, l'Algérien Ahmed Djoghlaif et l'Américain Daniel Reifsnyder. Rappelons ici que la société civile dispose d'un droit d'observation dans les négociations climat de l'ONU.

En fait, Bonn est la dernière échéance avant Paris: on n'y a cependant rien tranché et bien des questions, des bouts de phrases demeurent en suspens, mises entre parenthèses dans le texte final. « Les (contributions),(engagements), (autres) de chaque partie (devront), (devraient), refléter une progression de leurs efforts ». Le projet d'accord discuté à Bonn n'impose rien et se contente de préciser les processus de comptabilisation des émissions de GES. De leur côté, les associations et certains pays du Sud demandent que soit inscrit «*le concept de transition juste vers un monde sans énergie sale et 100% renouvelable d'ici 2050*» mais aussi «*un objectif à long terme*» car, jusque-là, au-delà de 2020, l'Union européenne ne se donne pas la peine de fixer des contraintes. Pour réaliser ces objectifs, les ONG demandent des financements et non des prêts pour les pays les moins avancés. Dans le même ordre d'idées, à noter qu'aujourd'hui, par exemple, 0,4% seulement de l'aide au développement est consacrée à la réduction des risques de catastrophes naturelles.

Les INDC, c'est quoi ?

C'est le nouveau terme du jargon onusien pour «*Intended Nationally Determined Contributions*» ou Contributions volontaires des Etats. Ces INDC ont été évaluées relativement à leur réduction des gaz à effet de serre d'ici 2030 par 18 ONG internationales importantes (Lire Jade Lindgaard, Médiapart, 20 octobre 2015). Remarque fondamentale : ces contributions sont volontaires. Depuis la conférence de



Copenhague en 2009 en effet, le processus de négociations s'appuie non plus sur la contrainte mais sur le volontariat : chaque Etat décide lui-même de ses objectifs de réduction de gaz à effet de serre. Aussi curieux que cela puisse paraître, ces objectifs de réduction d'émission des pays ne font pas partie de la négociation. Les Etats-Unis et l'Union européenne devraient s'engager cinq fois plus qu'ils n'ont consenti pour contribuer de façon équitable à l'action climatique. Presque tous les PVD — dont l'Inde et la Chine — ont annoncé des objectifs de diminution de CO₂ supérieurs à ce qu'ils devraient. Le Japon, quant à lui, ne promet que 10% de ce qu'il devrait faire, et la Russie apporte une contribution zéro.

Cette attitude promet un avenir bien sombre avec un réchauffement climatique supérieur à 3°C. A noter que la Tunisie ne contribuait que par 0,07% aux émissions globales en 2010. Alors que l'Américain émet 18t de gaz carbonique par an, le Tunisien se situera à 3,4 t/an en 2030 au moment où la moyenne mondiale sera de 7t/an. - Les contributions financières d'un grand nombre de pays développés sont très éloignées de la juste part qu'ils devraient réaliser : la contribution du Japon représente 10% de ce qu'il devrait mettre sur la table en termes de réduction d'émissions et de financement, les Etats-Unis 20% et l'Union européenne un peu plus de 20%. Pour l'expert en finance Brandon

Wu : «*Les pays riches n'apportent pas à la table des négociations les deux ingrédients les plus importants : les réductions d'émission et l'argent*»... alors que leur responsabilité historique est patente puisqu'ils ont vécu la Révolution industrielle et utilisé au maximum la houille, la tourbe et l'anthracite. Les pays riches cumulent 64% des gaz à effet de serre émis dans l'atmosphère depuis 1850. On relèvera ici que la Tunisie aura besoin de 20 milliards de dollars pour diminuer et atténuer le changement climatique entre 2015 et 2030, d'après un texte de préparation en vue de la COP21 datant d'octobre 2015. Elle demande, pour soutenir ses efforts, que l'on abonde son FTE (Fonds de transition énergétique) qui vise le solaire (PST, l'éolien, le photovoltaïque...

L'étude de leur INDC montre que la majorité des PVD ont joué le jeu et affiché des objectifs de réduction d'émission qui sont compatibles avec leur juste part, ou qui s'en rapprochent, tout en ayant un potentiel de réduction d'émissions supérieur à leurs engagements actuels comme le Kenya, la Chine, l'Indonésie, l'Inde, les îles Marshall et le Brésil. Quant à la Tunisie, elle annonce une réduction de ses émissions de gaz à effet de serre de 41% en 2030 par rapport à 2010.

Cette baisse intéressera tous les secteurs : énergie, industries (notamment les cimenteries), agriculture, forêts, déchets... L'INDC de notre pays ne cache pas →

→ que la Tunisie est très vulnérable au réchauffement attendu dans la région (2,1°C jusqu'en 2050) et les implications résultantes qui se déclinent en importante augmentation de la température, en précipitations en diminution et en augmentation du niveau de la mer. L'impact socioéconomique et environnemental affectera particulièrement les ressources en eau (385 m³ par personne et par an seulement à l'heure actuelle), l'agriculture, les écosystèmes naturels et artificiels, le littoral (en 2050, 30 à 50 cm d'augmentation du niveau de la mer et rétrécissement des plages de 20 à 135 cm par an suivant les régions, la santé et le tourisme, poursuit le document qui ajoute que notre pays est l'un des plus exposés au changement climatique (sécheresses et inondations) parmi les pays méditerranéens. Cependant, il met en relief le fait que la Constitution du 26 janvier 2014 a inscrit dans son article 44 la lutte contre le changement climatique. Le document souligne les efforts concernant l'efficacité énergétique, les énergies

renouvelables, la reforestation et les huit décharges contrôlées. L'INDC se termine en égrenant les mesures que la Tunisie compte prendre pour faire face et s'adapter au changement climatique tant en ce qui concerne les ressources hydriques, le littoral, l'agriculture, le tourisme, la santé et les écosystèmes.

L'ensemble de l'INDC de la Tunisie est de bonne facture même s'il nous laisse un peu sur notre faim quant aux hypothèses de travail adoptées, à la création d'emplois, à la sécurité alimentaire et au rôle des femmes. Enfin, il faut insister sur le fait que la transition énergétique doit être socialement juste. Il faut maintenant sensibiliser toute la population à ces menaces : pêcheurs, agriculteurs, personnel de santé... et partis politiques. L'effort doit porter notamment sur les écoles et les institutions d'enseignement pour préparer et former les générations futures à ces bouleversements et préparer

déjà les spécialistes nécessaires. Faute de quoi – qu'à Dieu ne plaise – on risque de qualifier l'INDC (Maxime Combes) d'«Incapable de Neutraliser les Dérèglements Climatiques» !

Quant à la COP21, les efforts envisagés ne garantissent guère hélas l'équité entre pays développés et pays en développement. Il serait logique que l'écart entre les prévisions et les objectifs fasse l'objet de négociations et qu'il soit réparti entre les Etats. Hélas, ce ne sera pas le cas à Paris où l'on va seulement décider s'il faut parler de «contributions» ou «d'engagements», comment on mesure, on vérifie et on comptabilise. Bref, à l'ONU, «on négocie le contenant. Pas le contenu», écrit Maxime Combes.

Espérons qu'en passant de Bonn à Paris, le bon sens prévaudra pour le bénéfice de toute l'Humanité et du Vivant sur cette planète fragile. ■

M.L.B.

Nouveauté BH



E

BH Elite

Un univers de privilèges et de prestige

BH Elite est un bouquet de produits et de services accompagné d'une variété d'avantages exclusifs :

- Un compte chèque rémunéré ;
- Une carte **BH GOLD** nationale ;
- Des services bancaires à distance : **BH SMS** ou **BH NETMOBILE**.

Mieux encore, vous bénéficiez :

- D'une large couverture d'assurance et d'assistance ;
- De taux de faveur sur vos crédits et de conditions avantageuses sur vos opérations bancaires.

ما تخممش... عيش حياتك...

WWW.BH.COM.TN | 1800



بنك الإسكان
BANQUE DE L'HABITAT

Bâtitseur de l'avenir

شمس FM

تونس الكبرى

101.7 FM

بنزرت

95.7 FM

قفصة

88.7 FM

صفاقس

96.2 FM

الوطن القبلي

106.5 FM

القيروان

107.0 FM

المنستير

90.6 FM

سوسة

93.7 FM



John Kennedy, l'Algérien



■ Par Salem Mansouri

Il y a 52 ans, le 22 novembre 1963, le président des États-Unis, John Kennedy, était assassiné à Dallas, au Texas. Son assassin présumé, Lee Harvey Oswald, sera abattu le 25 dans les locaux de la police en présence de près d'une centaine de policiers et officiels par le propriétaire de plusieurs boîtes à Dallas, Jack Ruby, et l'on ne connaîtra pas de sitôt, malgré le rapport Warren du nom du Président de la Cour suprême établissant la culpabilité du seul Oswald, l'entière vérité sur le crime. →

John Kennedy avait succédé en 1960 à Eisenhower. Mais trois ans avant son entrée à la Maison Blanche, le 2 juillet 1957, le sénateur démocrate du Massachusetts prononcera au Sénat un discours retentissant en faveur de l'indépendance de l'Algérie où il s'est employé à démontrer méthodiquement les limites, voire la faillite française vis-à-vis de

l'Algérie, qui reprochaient aux Américains leur alignement permanent sur la France jusqu'à faire dépendre leur aide aux deux pays de l'aval de leur allié. Le sénateur ajoutait que la guerre avait également mis en danger l'existence des bases aériennes américaines stratégiques, tout en menaçant les avantages géographiques acquis au détriment de la zone d'influence communiste.



sa colonie, dressant un bilan sévère des années de colonisation des pays du Maghreb. Il estimait que la guerre d'Algérie avait réduit les forces continentales de l'Otan à l'état de squelette par la mobilisation d'un fort contingent français et imposé à la France une véritable économie de guerre. De même, il expliquait que la guerre avait sapé les relations américaines avec la Tunisie et le Maroc, naturellement solidaires avec

Qualifiant de faute grave la capture en plein ciel des leaders du FLN qui ruinait, selon lui, toutes les chances d'un cessez-le-feu et portait un coup sévère à l'image de la France dans le monde, il adressait des reproches amers au président du Conseil français d'avoir tout fait pour torpiller les efforts de Bourguiba en faveur de l'entente entre les belligérants, allant jusqu'à l'interruption arbitraire de l'aide économique française à la

Tunisie. Il adressait des critiques acerbes envers l'administration américaine avec ses positions négatives à l'ONU et reprochait particulièrement aux responsables de son pays d'avoir laissé les Français utiliser du matériel militaire américain en Algérie ». Il jugeait que *« l'on ne pouvait considérer avec fierté le bilan américain à quelques jours de l'anniversaire de l'indépendance et dressait également un bilan assez sombre de la présence française en Tunisie et au Maroc. Il estimait que le problème n'était plus de sauver le mythe de l'empire français. Le problème, précisait-il, était de sauver la nation française en même temps que l'Afrique libre »*. Il déposera, à l'issue de son discours, le projet de résolution suivant :

Que le Président et le secrétaire d'Etat soient autorisés et fermement encouragés d'user de toute l'influence des Etats-Unis dans les efforts à faire, soit par l'entremise de l'Otan, soit en faisant appel aux bons offices du président du Conseil tunisien et du Sultan du Maroc, en vue d'amener une solution reconnaissant l'autonomie de l'Algérie et établissant des bases pour un système d'interdépendance avec la France et les nations voisines.

Le Sénat décide en outre que dans le cas où des progrès substantiels n'auraient pas été réalisés lors de la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations unies, les Etats-Unis devront appuyer l'effort international en faveur de l'Algérie, destiné à permettre à ce pays d'obtenir légitimement l'indépendance. Lors du débat général, les sénateurs exprimèrent le soutien, les réserves ou l'opposition à l'initiative de Kennedy selon leur conviction ou appartenance. La position du gouvernement viendra de la bouche du secrétaire d'Etat Foster Dulles qui déclara le même jour, au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, qu'il vaut mieux attaquer le colonialisme là où il se manifestait sous la forme la plus virulente, en Lituanie, en Estonie, en Pologne et dans les autres pays satellites communistes, soulignant que la France avait accordé leur indépendance à cinq pays depuis la guerre: le Vietnam, le Laos, le Cambodge, la Tunisie et le Maroc, et qu'on ne peut donc pas considérer de ce point de vue les Français comme réactionnaires.

Il ajouta que le problème algérien était exceptionnellement difficile et compliqué du fait de la présence d'une très importante minorité européenne en Algérie. Soulignant les divisions au sein de la population algérienne et la difficulté de trouver des personnalités responsables pour représenter valablement leur pays, il indiqua son doute quant à l'utilité d'une intervention directe des Etats-Unis dans la situation algérienne, l'aide américaine restant toujours offerte au cas où le besoin s'en ferait sentir. Le Président Eisenhower lui emboîte le pas le lendemain 3 juillet en adressant de vives critiques sur les propositions du sénateur démocrate. Il déclare que *« l'Algérie est une affaire intérieure française et nous n'aurions le droit de nous en mêler que si les deux partis, le gouvernement de Paris et les insurgés, nous demandaient de les aider à trouver un règlement pacifique »*. Confirmant l'analyse développée la veille par son secrétaire d'Etat, il considéra que c'était *« une erreur de trop simplifier la politique étrangère d'un pays en ne tenant pas compte de tous les aspects d'une question »*.

La France vivait en 1957 à l'heure de la Bataille d'Alger où le général Massu traquait impitoyablement avec ses paras les combattants du FLN retranchés en grande partie dans la Casbah d'Alger. Larbi Ben M'hidi, « chef historique », est arrêté, torturé et exécuté et diverses voix en France et ailleurs se multipliaient pour dénoncer l'atmosphère pourrie et on ne parle plus de bavures mais de recours systématique à la torture. La ligne électrifiée Morice est installée le long de la frontière algéro-tunisienne et sera balayée tous les soirs par de puissants projecteurs, visibles depuis Kasserine par-dessus le Chaambi.

Dans ce contexte malsain, le discours de Kennedy ébranla la classe politique française et provoqua une véritable levée de boucliers. Le Président René Coty déclare *« qu' on ne compte pas sur nous pour sacrifier de l'autre côté de la Méditerranée une nouvelle Alsace-Lorraine »*.

Le ministre-résident en Algérie, Robert Lacoste, s'en prend au sénateur en ces termes: *« Non, l'Algérie ne sera pas indépendante »*, et son prédécesseur Jacques Soustelle renchérit: *« L'initiative du sénateur Kennedy, si elle était suivie, aurait pour conséquence la rupture → entre*

la France et les USA et jamais le peuple français n'acceptera l'intervention ni la médiation de qui que ce soit dans l'affaire algérienne ».

La première réaction algérienne viendra du Caire d'où Saâd Dahlab, membre du Comité exécutif du FLN, affirmera que la récente déclaration de Foster Dulles constituait « un appui direct au colonialisme français et que la politique américaine ne changerait rien à la détermination des Algériens à combattre jusqu'à la mort pour leur indépendance », ajoutant que la France utilisait contre les Algériens des armes fournies par les USA qui



الكلمة ليك



الكلمة ليك



VOUS ÊTES SUR ÉCOUTE

Tél : 72 279 188

Fax: 72 279 177

Mobile : 28 222 601

E-mail : commercial@capradio.tn



www.capradio.tn



se comportaient ainsi comme une nation inamicale.

Ferhat Abbas écrira dans ses mémoires (Autopsie d'une guerre) à propos du discours de Kennedy : «L'Algérie, tel un navire poussé par le reflux, quittait les rivages de la France et pénétrait ostensiblement dans les eaux internationales.» De même qu'il rend hommage à Bourguiba, «devenu l'un des meilleurs soutiens de l'insurrection algérienne», et à «son ami tunisien Ahmed Ben Salah qui patronnera l'adhésion de l'Ugta à la Cisl». A l'indépendance, la ville d'Alger aura sa place John-Kennedy, à el Biar sur les hauteurs de la ville, ce qui n'est pas peu comme signe de reconnaissance, quand on sait que seul Che Guevara parmi les étrangers a eu droit à cet honneur. Il y aura également une avenue Mohamed-V. En revanche, aucune artère de la capitale algérienne ne portera le nom de Bourguiba malgré son engagement total au côté de l'Algérie combattante.

Cette réaction de Bourguiba, président du Conseil tunisien, le 4 juillet 1957, au rapport de Kennedy et aux déclarations des officiels

américains l'atteste amplement : «*La question algérienne demeure entre la France et nous l'obstacle majeur, qui compromet toute chance de normaliser nos rapports. M. Kennedy a certes critiqué la politique française en Algérie, mais c'est là l'essentiel, il l'a fait en tant qu'ami de la France. Il s'est attaché à montrer que cette guerre n'ajoutait rien au prestige de la France ni à sa dignité. Au contraire, l'épreuve algérienne l'affaiblit sur tous les plans, amoindrit son potentiel économique, porte atteinte à son poids moral et à son rayonnement en Europe, en Afrique et dans le monde.*» Sûr de l'issue de la guerre, il affirme que «*quelle que soit la volonté des responsables français, quels que soient l'effectif et l'armement dont disposent les troupes françaises en Algérie, il est impossible de venir à bout de l'insurrection algérienne.*»

Exprimant une note d'espoir, il estime que «*l'attitude du sénateur Kennedy permet d'espérer que la solution algérienne est proche et que l'on pourra bientôt convaincre les responsables français que la guerre les a menés à l'impasse. Une impasse dont on ne peut sortir par des méthodes de guerre, pour violentes et inhumaines qu'elles soient.*» Et Bourguiba se paye le luxe de critiquer → le

secrétaire d'Etat Foster Dulles, trouvant son attitude «*surprenante*» d'évoquer la libération des cinq pays déjà cités comme signe révélateur de la politique émancipatrice de la France. Il trouve que Dulles oublie de préciser que les partisans de la poursuite de la guerre d'Algérie considèrent l'émancipation de ces pays comme une catastrophe nationale et Bourguiba estime que ceci révèle un grand désordre de pensée. Il conclut par : «*L'Amérique ne peut pas sacrifier tous ses intérêts dans le monde à la politique coloniale de la France et que l'expérience vécue a amplement démontré que la France ne pouvait seule résoudre le problème algérien.*».

Nous assisterons alors à une réaction assez rocambolesque des autorités françaises avec l'arrestation d'Abdelmajid Chaker, directeur du Néo-destour et avocat de Ben Bella, à Orly, le 11 juillet 1957, qui s'est vu inculpé après fouille et interrogatoire, malgré les protestations véhémentes de l'ambassadeur Mohamed Masmoudi, d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat. Chaker avait admis être porteur d'un message des chefs du FLN aux détenus de Fresnes leur demandant leurs points de vue sur d'éventuelles négociations avec la France et son permis de rencontrer son client Ben Bella a été annulé par décision du juge d'instruction militaire. Masmoudi a comparé cet incident au rapt de l'avion de Ben Bella et ses camarades. Bourguiba a exprimé sa désapprobation et indiqué que les éléments colonialistes ont cru tenir des preuves accablantes et a estimé que cette affaire avait un caractère discourtois et que les documents auraient dû être restitués avec des excuses. Et on passa l'éponge sur ce burlesque épisode.

En fait, bien avant l'intervention de Kennedy au Sénat, Bourguiba ne cessait de soulever la question algérienne. Il s'est ainsi livré le 2 novembre 1956 à l'exposition d'un diagnostic pathologique assez humiliant des motifs des autorités françaises, en accusant la France et l'Angleterre, dans leur attaque de l'Égypte, de vouloir atteindre la révolution algérienne, la Tunisie et le Maroc pour «*ranimer le courage du peuple français ébranlé par une série ininterrompue de défaites depuis 1940 et au lieu de se tourner sur elle-même et de panser ses blessures, la France s'est empêtrée dans des guerres sans fin, toujours dans l'illusion de reconquérir par les armes un prestige* →

UN TEMPÉRAMENT D'AVANCE



MAZDA3 HATCHBACK



Alliance parfaite entre performance et efficacité, la Nouvelle Mazda3 est la digne héritière du savoir-faire automobile de Mazda. Son design primé séduit d'emblée le regard. La carrosserie élégante va de pair avec le vaste éventail des technologies révolutionnaires et les équipements de sécurité qui contribuent à créer une expérience de conduite exceptionnelle, toute aussi dynamique qu'harmonieuse.

WWW.MAZDA.TN

Economic-Auto : Tunis - Ben Arous - Sousse - Sfax - Gabès - Bou Salem - Gafsa
Réseau d'agents agréés : Bizerte - Sfax - Djerba
Tél. : 31 305 815



www.facebook.com/mazdatunisie



[@mazdatunisie](https://twitter.com/mazdatunisie)

→ *perdu. Chaque fois, elle se trouve acculée à une impasse et s'engage pour en sortir dans une autre.* Il rappelle les expériences de Syrie, de Madagascar et d'Indochine. « *Après deux ans de guerre sans issue en Algérie, la France se tourne vers Nasser et l'Égypte* », précise-t-il.

A la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU où la Tunisie venait d'être admise comme membre, Bourguiba soulèvera longuement dans son discours, le 22 novembre 1956, les différents aspects de la question algérienne. Tirant habilement profit de la répression de la Hongrie par les forces soviétiques pour dresser un parallèle entre agresseurs et agressés, il prend à témoin la délégation d'Irlande pour rappeler « de combat héroïque que la nation irlandaise a mené durant des siècles contre la domination anglaise » pour estimer que les Algériens ne peuvent rester en deçà de l'indépendance et propose un plan en trois étapes pour y parvenir : cessez-le-feu, création d'une

commission de conciliation ou de bons offices et négociation d'une paix durable dans le cadre d'une coopération entre les deux peuples.

Le sénateur Kennedy a répondu à l'ensemble de ses détracteurs en intervenant de nouveau fin juillet au Sénat pour déclarer que l'Algérie est une « terrible bombe à retardement, son tic-tac pouvant se faire entendre sans arrêt jusqu'au jour où un autre désastre, pire que celui de l'Indochine, éclate dans le monde libre ». Aussi demande-t-il à la France de se hâter de résoudre la question algérienne.

Le discours a certainement favorisé l'évolution du problème algérien, par son internationalisation, vers plus de compréhension et de solidarité, d'où l'adoption à l'ONU, le 10 décembre 1957, d'une résolution favorable au FLN. On constate que la résolution présentée au Sénat,

même si elle n'aboutit pas pour cause de procédures, réussira à ouvrir un large débat international qui tournera vite en faveur de son auteur. Le général Eisenhower entamait son second mandat et les candidats potentiels à sa succession en 1960, dont à l'évidence Kennedy, se devaient de se décider et envoyer assez tôt les signaux de leurs intentions. Le monde vivait à l'heure de la guerre d'Algérie, qui représentait un sujet fort tentant et le sénateur démocrate ne pouvait résister à s'en saisir, ce qu'il fit avec panache et réussite.

Elu le 9 novembre 1960 président des États-Unis, il s'est distingué à son investiture, le 22 janvier 1961, par son discours où il lança son célèbre appel : « *Ne vous demandez pas ce que votre pays doit faire pour vous, demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays* ».

S.M.

Chercheur en sciences sociales,
ancien gouverneur 1982-1987

Nouveauté BH



Une Sélection de services pour vous
faire bénéficier de plus de confort

BH Select est une offre globale, vous permettant de bénéficier d'un ensemble de produits et de services à un tarif avantageux :

- Un compte chèque
- Une carte **Yasmine**
- Des services bancaires à distance

Mieux encore,
bénéficiez d'une large couverture d'assurance.

ما تخممش... عيش حياتك...

WWW.BH.COM.TN | ☎ :1800



بنك الإسكان
BANQUE DE L'HABITAT

Bâtitseur de l'avenir

Immersion



Je soussigné, Mahmoud Darwich, m'engage en toute conscience, au nom de toutes les valeurs morales et sacrées, à remettre l'entretien journalistique avec mademoiselle Ivana la Terrible, dans son intégralité, à quatre heures de l'après-midi du samedi 28 décembre 1991. Faute de quoi, Ivana serait en droit de me dénoncer publiquement, en le criant sur les toits et le sommet des arbres.

Le 25-12-1991

Signé : Mahmoud Darwich

Je soussigné, Mahmoud Darwich,

Entretien avec Ivana Marchalian, traduit de l'arabe par Hana Jaber, Actes Sud/ L'Orient des Livres, 2015, 96 pages

J

Effectivement, le grand poète palestinien n'a pas failli à sa parole. «*Celui qu'on appelait le Poète de Palestine refusait toute interview depuis plus de quatre ans*» (p.15), mais, comme il l'a promis dans cet engagement manuscrit figurant en frontispice du livre, à la veille de Noël 1991, il remit vingt-cinq pages manuscrites à la jeune journaliste libanaise, d'origine arménienne, Ivana Marchalian avec ces mots :

«Je vous offre ce manuscrit... prenez-en bien soin, et disposez-en le moment venu.» (p.11)

Cette dernière, correspondante à Paris de *Addawiya*, une revue de Beyrouth, avait réussi, après plusieurs rencontres et entrevues, à obtenir du poète qui résidait alors à Paris une réponse écrite à douze questions portant sur sa vie et son œuvre. Cinq ans après la disparition du poète, la journaliste, actuellement coréalisatrice de séries, documentaires et longs métrages, a décidé de publier cet entretien. Paru à Beyrouth en 2014 sous le titre original *And al-murwaqqi' adnâh* Mahmoud Darwich, il vient de paraître chez Actes Sud sous le titre : *Je soussigné, Mahmoud Darwich*. Il se compose de trois parties, suivant en cela le souhait du poète: les rencontres entre la journaliste et Mahmoud Darwich, son manuscrit, et sa traduction.

Loin de se limiter à retracer la série de ses rencontres avec le poète, Ivana Michalian ajoute à son livre une série de photos de ce dernier chez lui à Paris et de son quartier environnant, suggérant ainsi la propension du poète à sublimer à la fois l'amour de la poésie et la vanité des choses de ce monde.

«*Je me sens très heureux à Paris. C'est une période étrange et intéressante à la fois, marquée par la beauté, la solitude, le calme et l'agréable paresse. Paris est une ville agréable pour les écrivains. Je serais plus heureux encore s'il n'y avait pas cette question de l'après-Paris...*» (p.32)

Faut-il le souligner ? Dans cet ouvrage, le grand poète palestinien, comme le phénix, l'oiseau mythique, semble renaître. La progression du récit va se dérouler, en effet, à deux voix, celle de la narratrice et celle de Darwich, venue comme d'outre-tombe. Tous deux ayant vécu la même tragédie, on aurait pu craindre quelques réveils intempestifs, des regrets, voire des confessions pénibles, car, à vouloir pénétrer les choses à travers une plongée aux tréfonds de soi-même, l'on finit souvent par réveiller des fantômes, et découvrir le contraire de ce que l'on désire :

- En 1982, (à Beyrouth) avez-vous jeté du riz et des roses aux envahisseurs venus nous massacrer ?
- Là, ustâdh Mahmoud, permettez-moi de vous dire que vous me mettez en colère... Je suis libanaise d'origine arménienne. Et les Arméniens, vous le savez, n'ont jamais approuvé les massacres et n'y ont jamais participé. Les Arméniens sont exactement comme les Palestiniens... Nous nous devons mutuellement des excuses : je vous présente les miennes parce que je viens d'un quartier qui a probablement applaudi lorsque les Palestiniens ont été expulsés du Liban sous les bombardements des chars israéliens ; mais, à votre tour, ustâdh Mahmoud, de me présenter les vôtres !
- Et pour quelle raison ?
- Je suis originaire d'Achrafieh mais je réside à Chiah, dans la banlieue sud de Beyrouth. En 1975, nous étions le premier contingent de déplacés à l'intérieur du pays sur le front Chiah-Aïn-al Rummanah. Nous aussi, nous avons dû quitter notre enfance et notre quartier de Hayy Madi parce que de jeunes Palestiniens en armes ont trouvé juste d'occuper notre maison et celles d'autres familles chrétiennes, comme pour compenser leurs pertes en Palestine. (p.22)

C'est, dans ce cas, douter de la force créatrice et du pouvoir non seulement de la poésie mais de l'art en général, face à l'indicible souffrance de tout un peuple. «*La poésie et l'art, affirme la jeune journaliste, sont plus forts que les chars.*» (p.22). C'est aussi douter de l'amour que la jeune Ivana Michalian a porté depuis son enfance aux Chroniques de la tristesse ordinaire. On devine le reste : Ivana la Terrible finit par avoir gain de cause.

Il n'empêche que la poésie reste pour Darwich «*épreuve et exil/jumeaux*» et qu'il faut, par conséquent, se méfier de ses effets pervers : «*Autant nous avons besoin de poésie et d'amour, autant nous devons nous en méfier. Cette belle obscure, la maîtresse incontestée des mots, capable de produire à l'infini des significations nouvelles, pourrait nous séduire par sa faculté de résoudre les grandes questions de l'existence, dont celle de la mort, qu'elle transforme en un jeu à figures multiples dont, en premier lieu, la figure symbolique. Et la mort c'est la mort. Et la mort est plus réelle que la poésie qui s'est préparée, dès son origine, à la combattre.*» (p.85)

Peut-être parce qu'il a déjà expérimenté les affres de la mort : «*J'ai expérimenté la mort, je l'ai trouvée facile. J'ai découvert que ce qui nous fait mal, ce n'est pas tant la mort, mais ses douleurs.*» (p.85), Darwich manque rarement d'évoquer la mort dans ses recueils. Dans *Ne t'excuse pas*, il cite le grand poète du IX^e siècle Abû Tammâm :

Ni toi n'es toi

Ni les demeures ne sont des demeures.

Ainsi, parce qu'elle sous-tend la réalité verbale du poème, la relation «*mort-horreur*» dans l'interminable quête du sens de l'existence finit par s'estomper :

«J'ai souffert pendant des heures avant de m'endormir calmement dans du coton blanc, mon cœur s'étant arrêté de battre pendant deux minutes. Lorsque j'ai senti à nouveau des douleurs, le cardiologue m'a dit que c'étaient celles du retour à la vie.» (p.85)

Aussi, le lecteur ne s'étonnera-t-il point de retrouver dans ce livre, toujours en filigrane, outre l'importance et le rôle de la poésie dans la trajectoire de Darwich, des thèmes aussi variés que son enfance et ses parents (p.81), sa relation avec la mystérieuse 'Rita' (p.83), son rapport à l'histoire de la Palestine, ou encore ses sentiments de reconnaissance et de gratitude envers les terres d'asile. Voilà ce qu'il dit de, entre autres, Beyrouth :

«Les dix ans passés à Beyrouth auraient dû me permettre d'exprimer davantage mon amour profond pour cette ville ; Et je l'aurais fait, si ce n'était mon appartenance nationale qui aurait pu blesser ceux qui verraient dans cet amour une intention d'installation permanente... J'aimais Beyrouth, je me méfiais de ses nuits, de la versatilité de ses humeurs littéraires, artistiques et politiques. Mais avant ci et ça, j'étais à l'écart de sa guerre.» (pp.87-88)

Je soussigné, Mahmoud Darwich est un récit bien structuré ; un travail historique laborieux, une source riche d'enseignements, illustrant cette «*assimilation de l'objet au sujet*», et cette «*immersion du sujet dans l'objet*», dont parle Pierre Bourdieu dans son célèbre ouvrage, *Les Règles de l'art : genèse et structure du champ littéraire*, grâce notamment à cette série de photographies qui accompagnent l'ouvrage et qui sont judicieusement inscrites dans leur contexte biographique et historique. Outre le va-et-vient constant dans le temps, une habile fragmentation chronologique, le constant recours à des considérations liées à la peinture, à la musique, et autres recettes culinaires, souligne la culture et la sensibilité à fleur de peau aussi bien du poète que de la narratrice : gage d'un esprit d'ouverture, et d'une impartialité dans l'analyse, mais aussi preuve d'une affinité certaine. Tous deux avaient vécu la même tragédie, le même déracinement. Grâce à ce procédé, cet ouvrage, qui fait se rejoindre le drame de la Palestine et sa mémoire littéraire, développe à loisir la substantifique moelle, l'engagement de deux intellectuels désireux de témoigner sur les questions qui les interpellent. Ouvrage à lire et à méditer. ■

R.D.

Ahmed Noureddine

Vie d'un patriote ou le testament moral et politique d'un éminent serviteur de l'Etat



■ Par Habib Mellakh

Il aura eu un double record au gouvernement : le plus long, en passant 10 ans et 10 mois dans un même ministère, celui des Travaux publics, et le plus courts, 53 jours seulement, en tant que ministre de l'Education nationale. Ahmed Noureddine était d'une autre trempe.

*Ahmed Noureddine
Vie d'un patriote*

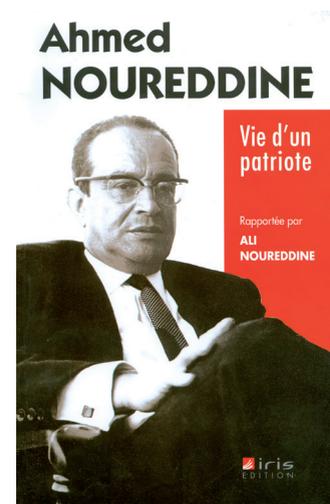
Edition : Iris
194 pages
Prix: 18 DT

D

écédé le 12 octobre 2007, près de trente-cinq ans après sa retraite politique, au terme d'une vie publique qu'il a marquée de son empreinte, il laisse un souvenir inoubliable.

Il manquait aux multiples hommages, pour honorer sa mémoire, percer et livrer le secret d'une âme noble, un témoignage plus exhaustif, plus précis et d'une plus grande envergure émanant d'un proche ou d'un disciple. C'est désormais chose faite, à la faveur du livre *Ahmed Noureddine, vie d'un patriote*, que vient de publier son fils, Ali Noureddine, historien de formation et de métier. L'auteur refuse de classer l'ouvrage dans le genre biographique. Il n'en reste pas moins vrai que son ouvrage témoigne de la rigueur de l'historien soucieux de faire preuve d'impartialité et de la plus grande objectivité possible, d'une exactitude scrupuleuse dans la relation des faits et capable, comme tout historien digne de ce nom, de prendre le recul nécessaire lui permettant de mettre les faits en perspective, c'est-à-dire d'en présenter toutes les dimensions. Ces scrupules, qui l'honorent, ne l'empêchent pas de dire avec beaucoup de pudeur et souvent, entre les lignes et dans des pages émouvantes, sa vénération pour son père qui est, en partie, à l'origine de ce livre. C'est cette vénération filiale qui fait que le récit n'est pas écrit à la 3^{ème} personne du singulier, comme le ferait un biographe relatant l'histoire de son personnage d'un point de vue extérieur, et qu'il prend la forme de

l'entretien rétrospectif où le père, figure emblématique et exemplaire, est convoqué sur la scène de l'écriture comme un interlocuteur privilégié et affectueusement interpellé et tutoyé à chaque page, en quelque sorte ressuscité. Le «tu» se substitue au «il» et le «je» s'efface devant l'omniprésence du «tu» sauf dans l'avant-propos où l'auteur, dans l'habit de l'historien ou du «biographe» scrupuleux, évoque la genèse de son récit, les sources utilisées pour sa construction, son hésitation, et ses réticences à écrire ce livre, enfin sa finalité qui lui permet de pallier les difficultés et de surmonter ses scrupules, sans oublier le pacte biographique qu'il conclut avec son lecteur et où il s'engage à une «*prudente, rigoureuse et minutieuse relation des événements*».



Bonne feuilles

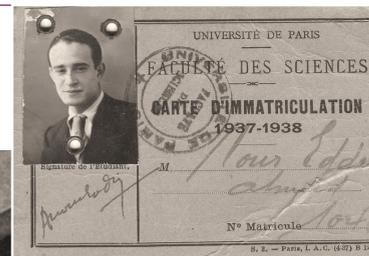
L'École primaire supérieure de Sfax (1940 - 1945)

Comme toi, Sadok Mazigh (Lettres arabes) et Mohamed Rokbani (Mathématique) furent affectés, la même année, à l'École primaire supérieure de Sfax. Les effectifs y étaient beaucoup plus réduits qu'à Sousse. Et les élèves tunisiens, du second cycle classique, se comptaient sur les doigts d'une seule main, la plupart d'entre eux étant dirigés vers la section commerciale³. En seconde «Mathématique», par exemple, tous tes élèves étaient français, grecs ou maltais, à l'exception d'un seul tunisien. Tu te souvenais bien des plus doués d'entre eux, car il s'agissait de ton premier poste. Selon toi, le plus brillant était Mansour Moalla : issu d'un milieu pauvre, il venait en classe modestement vêtu, mais il était d'une intelligence très vive. Il sera d'ailleurs le premier, peut-être même le seul Tunisien de sa génération, à réussir le concours d'entrée de l'École nationale d'administration (ENA) de Paris.

Le début de ta carrière ministérielle (30 décembre 1958)

Ton séjour dans la capitale, de mai à fin septembre 1958, t'avait rapproché des cercles politiques. On commençait à parler de toi comme probable futur secrétaire d'État. Tant que ce n'était qu'une rumeur (il en circulait beaucoup), tu n'y accordas pas d'importance, mais cette perspective se précisa à la fin de l'automne. André Barouch était sur le départ : nommé ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, le 15 avril 1956, dans le premier gouvernement de l'indépendance, il fut avec Albert Bessis le seul Tunisien juif à occuper une fonction ministérielle. Plusieurs noms commencèrent à être cités pour son remplacement. Lorsque le tien fut prononcé devant Bourguiba², il s'exclama : «*Comment se fait-il que je n'aie pas pensé à Si Ahmed Noureddine !* » (...)





Tu pris alors les devants, en demandant à Messaadi d'intercéder auprès de Bourguiba, afin de le convaincre de renoncer à cette nomination arguant du fait que la double direction du lycée et de la municipalité de Sousse te prenait tout ton temps, sans compter le suivi de la réforme de l'enseignement qui t'incombait. Le lendemain, Messaadi t'informa que le président ne voulait rien entendre, et qu'il était décidé à t'intégrer au gouvernement, à l'occasion du remaniement, désormais imminent. Une démarche similaire, effectuée auprès d'Ahmed Ben Salah, tourna court.

Tu fus reçu par Habib Bourguiba le 29 décembre, dans le courant de l'après-midi. Lorsque tu le prias de revenir sur



A STAR ALLIANCE MEMBER 



UN PLUS GRAND CHOIX DE PAYS QUE SUR TOUTE AUTRE COMPAGNIE AÉRIENNE

TURKISHAIRLINES.COM

ÉLARGISSEZ VOTRE REGARD SUR LE MONDE

WIDEN YOUR
WORLD*

TURKISH
AIRLINES



Leaders

POUR RECEVOIR DIRECTEMENT
VOTRE MAGAZINE ET A PRIX REDUIT

ABONNEZ-VOUS



ECONOMISEZ
plus



Abonné:
Matricule fiscal:
Adresse:
Code postal: [] [] [] [] Pays:
Tél.: [] [] [] [] [] [] Fax: [] [] [] [] [] []
E-mail:
Nombre d'abonnements:
Mode de paiement: Chèque bancaire Virement bancaire Mandat postal

Virement au nom de PR Factory
CCB DEVICES 08 008 00067 59 001093 3 03
CCB TND 08 008 00067 10 01274 0 71

Leaders

Ennour Building, Cité des Sciences, PoBox 200 -1082 Tunis Mahrajène, Tunisie
Tél.: +216 71 232 111 - Fax: +216 71 750 333
leaders.tunisie@gmail.com



sa décision, il répliqua *«Vous avez accepté de venir à Tunis et de travailler avec Mahmoud Messaadi, pourquoi refusez-vous donc de travailler avec moi ?»*

À partir du moment où il n'avait pas été convaincu par les arguments que tu avais présentés à Messaadi, il aurait pu interpréter autrement, à sa façon, ta persistance à refuser un portefeuille ministériel. En lui donnant une signification politique par exemple, alors que toi tu n'y pensais même pas. Tu n'avais plus le choix (...).



Nobel à la rescousse de la révolution

T

out compte fait, le jury d'Oslo a été bien inspiré de couronner la seule transition démocratique qui ne s'est pas terminée par un bain de sang et cette trouvaille géniale made in Tunisia, le Dialogue national, qui n'y a pas peu contribué. Il s'agit d'un véritable appel d'air pour une révolution qui présente, cinq ans après son déclenchement, des signes d'essoufflement. Cette distinction est arrivée au bon moment alors que le pays faisait eau de toute part, que Nida Tounes, le parti majoritaire, s'engageait dans un processus irréversible d'autodestruction, que l'économie entrait en récession. Le moins qu'on puisse faire est de ne pas boudier notre plaisir.

A l'instar d'un grand nombre de chaînes européennes, France 24 a consacré dernièrement un débat sur l'attribution du prix Nobel de la paix à la Tunisie. Alors que les deux invités mauritanien et marocain avaient pris des accents dithyrambiques pour saluer cette distinction, l'invitée tunisienne s'est employée, comme par accès de modestie, à relativiser sa portée et à tempérer l'enthousiasme de ses interlocuteurs à leur grand étonnement.

De fait, beaucoup de Tunisiens ont accueilli la nouvelle avec incrédulité et méfiance d'autant plus que le Quartette n'était ni favori, ni même outsider. Ayant pratiqué depuis longtemps la méthode Coué à l'envers, ils ont fini par se convaincre que de tels honneurs étaient hors de leur portée. Contre toute attente, c'est notre pays, à travers son Dialogue national, qui a été distingué. Par orgueil, on fait la fine bouche, minore l'évènement et émet des doutes sur sa crédibilité (25% des Tunisiens le pensent, selon un sondage). Un opposant a rappelé à ceux qui l'auraient oublié que le Quartette a commis un coup d'Etat en 2013. Un autre l'a taxé de tricherie. Mais qu'importe, depuis le 9 octobre, le prix Nobel de la paix 2015 est tunisien. Désormais, on fait partie du club très fermé des nobélisés, n'en déplaise aux esprits chagrins. Et cela se fête.

Jusqu'ici, on s'est limité au minimum syndical : des émissions spéciales à la télévision, les hommages du chef de l'Etat aux quatre membres du Quartette reçus séparément au palais de Carthage, quelques commentaires élogieux et les inévitables critiques et quolibets pour faire bonne mesure. Pendant deux ou trois jours, l'évènement fera la Une des médias avant de céder la place à des sujets dont on ne peut pas dire qu'ils sont de la plus haute importance pour le destin du pays: les révélations de Moez Ben Gharbia depuis son exil volontaire de Genève, la date de son retour, la démission de deux ministres, sans oublier les grèves, les attentats, les crimes... Seuls les quelques entrefilets relatifs au Nobel sont là pour nous rappeler que la Tunisie vient de décrocher le prix Nobel de la paix, même si leur présence au milieu de cette multitude d'informations dont les Tunisiens raffolent apparaît incongrue.

De toutes les séquelles du colonialisme, un seul se porte comme un charme, soixante ans après l'indépendance, le complexe de l'ancien colonisé. Il a suffi que François Hollande reçoive les membres du Quartette et pose avec eux sur le perron de l'Élysée et que les grands journaux parisiens consacrent leur Une au prix Nobel de la paix pour que nos compatriotes commencent à prendre conscience de son importance et du parti qu'ils peuvent en tirer. Pour un pays qui n'arrive ni à dissiper les appréhensions des investisseurs étrangers à s'y installer, ni à convaincre les touristes de revenir, il sera peut-être le sésame qui nous permettra de réussir là où les forums, séminaires et visites de prospection de nouveaux marchés ont lamentablement échoué. En recevant les membres du Quartette, le président Hollande les a appelés à redoubler d'efforts pour mettre à profit l'élan de sympathie que leur a valu ce prix. «*Le temps presse. Au-delà du 10 décembre, date de remise du prix, l'effet prix Nobel n'opèrera plus*», a-t-il confié à ses interlocuteurs.

D'ores et déjà, on ressent une certaine décripation, le moral qui entame une petite remontée, l'amélioration du climat social, et du côté du tourisme, les premiers frémissements. Nobel sera peut-être le coup de pouce du ciel qu'on attendait? ■



“ De toutes les séquelles du colonialisme, un seul se porte comme un charme, soixante ans après l'indépendance, le complexe de l'ancien colonisé. Il a suffi que François Hollande reçoive les membres du Quartette et pose avec eux sur le perron de l'Élysée et que les grands journaux parisiens consacrent leur Une au prix Nobel de la paix pour que nos compatriotes commencent à prendre conscience de son importance et du parti qu'ils peuvent en tirer. ”

H.B.